

CONSEIL COMMUNAL DU 29 SEPTEMBRE 2016
GEMEENTERAAD VAN 29 SEPTEMBER 2016

REGISTRE

REGISTER

Présents

Aanwezig

Georges Pollet, *Président du Conseil communal/Voorzitter van de Gemeenteraad*;
Pierre Muylle, *Bourgmestre f.f./Wvd Burgemeester*;
Ali Ince, Christian Beoziere, Jeanine Joannes-Wouters, Dominique Clajot, Mohamed Ridouane Chahid, *Echevin(e)s/Schepenen*;
Joseph Corten, Ingrid Haelvoet, Marc Bondu (tot punt 28 / jusqu'au point 28), Alain Vander Elst, Pascal Freson, Pierre Goberecht, Rachid Chikhi, Karin Bouko, Belma Tek, Margriet Hubrechts, Véronique Mbombo Tshidimba, David Cordonnier, Jean-Philippe Mommart, Hicham Talhi, Fabienne Derome, Sabrina Cornu, Firyann Kaplan, Laurent Ali Chaftar, Housini Chairi (vanaf punt 3 / à partir du point 3), *Conseillers communaux/Gemeenteraadsleden*;
Katrien Debeuckelaere, *Président du CPAS, siégeant avec voix consultative en application des articles 103 de la Nouvelle Loi Communale et 28§4 de la loi organique des CPAS/Voorzitter van het OCMW, zetelend met raadgevende stem in toepassing van de artikels 103 van de Nieuwe Gemeentewet en 28§4 van de organieke wet op de OCMW's*;
Dirk Borremans, *Secrétaire communal/Gemeentesecretaris*.

Excusés

Verontschuldigd

Eliane Lepoivre-Daels, Fatiha Saidi, Martine Raets, *Echevin(e)s/Schepenen*;
Rudi Vervoort, Guy Vanhengel, Ingrid Parmentier, Mohamed Kheddoumi, Martine Empain, *Conseillers communaux/Gemeenteraadsleden*.

Ouverture de la séance à 19:30

Opening van de zitting om 19:30

SÉANCE PUBLIQUE - OPENBARE ZITTING

Monsieur G. Pollet, Président, demande conformément à l'article 97 de la nouvelle loi communale l'accord du conseil pour l'ajout de deux points complémentaires à l'ordre du jour, à savoir :

- Confirmation d'une ordonnance de police prise par le Bourgmestre.
- Ordonnance de police relative aux activités indoor et outdoor.

Tous les membres présents marquent leur accord, à savoir: mesdames et messieurs : Pollet, Muylle, Ince, Beoziere, Joannes-Wouters, Clajot, Chahid, Corten, Haelvoet, Bondu, Vander Elst, Freson, Goberecht, Chikhi, Bouko, Tek, Hubrechts, Mbombo Tshidimba, Cordonnier, Mommart, Talhi, Derome, Cornu, Kaplan, Chaftar.

De heer G. Pollet, Voorzitter, vraagt overeenkomstig het artikel 97 van de nieuwe gemeentewet het akkoord van de gemeenteraad voor de toevoeging van twee bijkomende punten aan de agenda, te weten :

- Bekrachtiging van een politieverordening genomen door Burgemeester.
- Politieverordening betreffende de indoor en outdoor activiteiten.

Alle aanwezige leden gaan akkoord, te weten de dames en heren : Pollet, Muylle, Ince, Beoziere, Joannes-Wouters, Clajot, Chahid, Corten, Haelvoet, Bondu, Vander Elst, Freson, Goberecht, Chikhi, Bouko, Tek, Hubrechts, Mbombo Tshidimba, Cordonnier, Mommart, Talhi, Derome, Cornu, Kaplan, Chaftar.

SECRETARIAT COMMUNAL - GEMEENTESECRETARIAAT

29.09.2016/A/0001 **Démission de Madame Ingrid Parmentier, en qualité de conseillère communale.
Prise d'acte.**

Le Conseil, réuni en séance publique,

Vu la lettre reçue le 06 septembre 2016 de Madame Ingrid Parmentier, domiciliée à 1140 Evere, rue Walkiers, 14, par laquelle elle présente sa démission en tant que conseillère communale;

Vu l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale;

Vu l'article 22 de la nouvelle loi communale;

DECIDE :

Article 1 :

De prendre acte de la lettre reçue le 06 septembre 2016 de Madame Ingrid Parmentier, domiciliée à 1140 Evere, rue Walkiers, 14, par laquelle elle présente sa démission en tant que conseillère communale.

Article 2 :

De reprendre cette délibération sur la liste des délibérations qui doit être transmise à l'autorité de tutelle.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
25 votants : 25 votes positifs.

**Ontslag van Mevrouw Ingrid Parmentier, in hoedanigheid van gemeenteraadslid.
Akteneming.**

De Raad, vergaderd in openbare zitting,

Gelet op de brief ontvangen dd. 06 september 2016 van Mevrouw Ingrid Parmentier, wonende te 1140 Evere, Walkiersstraat, 14, waarin zij haar ontslag aanbiedt als gemeenteraadslid;

Gelet op artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Gelet op artikel 22 van de Nieuwe Gemeentewet;

BESLUIT :

Artikel 1 :

Akte te nemen van de brief ontvangen dd. 06 september 2016 van Mevrouw Ingrid Parmentier, wonende te 1140 Evere, Walkiersstraat, 14, waarin zij haar ontslag aanbiedt als gemeenteraadslid.

Artikel 2 :

Deze beraadslaging op te nemen op de lijst der beraadslagingen welke aan de toezichthoudende overheid dient te worden overgemaakt.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

25 stemmers : 25 positieve stemmen.

29.09.2016/A/0002 **Vérification des pouvoirs. Prestation de serment et installation de Monsieur Housini Chairi, 2^{ième} suppléant de la liste 4, en qualité de conseiller communal, en remplacement de Madame Ingrid Parmentier, démissionnaire.**

Cette décision sera proposée au Conseil communal.

Le Conseil, réuni en séance publique,

Considérant que Madame Parmentier Ingrid, a présenté sa démission en qualité de conseillère communale;

Considérant qu'il y a lieu de pourvoir à son remplacement;

Considérant que Monsieur Chairi Housini, 2^{ième} suppléant de la liste 4, à laquelle appartient le titulaire à remplacer, vient le premier en ordre utile;

Vu le rapport sur l'éligibilité et l'absence d'incompatibilité concernant Monsieur Chairi Housini;

Considérant que, jusqu'à ce jour Monsieur Chairi Housini, n'a pas cessé de remplir les conditions d'éligibilité déterminées par l'article 65 de la loi électorale communale à savoir :

- être électeur et conserver les conditions de l'électorat visées à l'article 1^{er} par. 1^{er} :

1° être belge;

2° être âgé de dix-huit ans accomplis;

3° être inscrit au registre de population de la commune;

4° ne pas se trouver dans l'un des cas d'exclusion ou de suspension prévus par le Code électoral.

ou à l'article 1^{er} bis, par. 1^{er} :

Peuvent acquérir la qualité d'électeur pour la commune les ressortissants des autres Etats membres de l'Union européenne qui, hormis la nationalité, réunissent les autres conditions de l'électorat visées à l'article 1^{er}, par. 1^{er}, et qui ont manifesté, conformément au par. 2 du présent article, leur volonté d'exercer ce droit de vote en Belgique. Pour l'application de l'alinéa 1^{er}, les ressortissants non belges de l'Union européenne qui font l'objet d'une mention dans les registres de population sont censés satisfaire à la condition visée au 3° de l'article 1^{er}, par. 1^{er}.

- ne sont pas éligibles :

1° ceux qui sont privés du droit d'éligibilité par condamnation;

2° les ressortissants des autres Etats membres de l'Union européenne qui, par l'effet d'une décision individuelle en matière civile ou d'une décision pénale prononcée dans leur Etat d'origine, sont déchus du droit d'éligibilité en vertu du droit de cet Etat;

3° ceux qui, sans préjudice de l'application des dispositions prévues aux 1° et 2°, ont été condamnés, même avec sursis, du chef de l'une des infractions prévues aux art. 240, 241, 243 et 245 à 248 du Code pénal, commises dans l'exercice de fonctions communales, cette inéligibilité cessant douze ans après la condamnation;

4° ceux qui ont été condamnés pour des infractions visées par la loi du 30 juillet 1981 tendant à réprimer certains actes inspirés par la racisme et la xénophobie ou sur la base de la loi du 23 mars 1995 tendant à réprimer la négation, la minimisation, la justification ou l'approbation du génocide commis par le régime national-socialiste allemand pendant la seconde guerre mondiale;

5° ceux qui sans préjudice de l'application des dispositions prévues aux 1° et 2° sont ou ont été administrateurs d'une association condamnée même avec sursis, pour l'une des infractions prévues par la loi du 30 juillet 1981 ou la loi du 23 mars 1995.

Considérant qu'il ne se trouve dans aucun des cas d'incompatibilité du chef de parenté ou de l'exercice de fonctions prévus aux articles 71, 73, 74 et 75 de la nouvelle loi communale;

Considérant, par conséquent, que rien ne s'oppose à ce que les pouvoirs de Monsieur Chairi Housini, soient validés et à ce que ce conseiller suppléant soit admis à prêter le serment prescrit par l'article 80 de la nouvelle loi communale;

Vu l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale;

DECIDE :

Les pouvoirs de Monsieur Chairi Housini, né à Saint-Josse-ten-Noode le 10 mai 1973, domicilié à 1140 Evere, rue Saint-Vincent, 148, en qualité de conseiller communal, sont validés.

Monsieur Chairi Housini, est admis à prêter le serment prescrit.

Ce serment est prêté immédiatement en français par le nouveau conseiller en séance publique du conseil et entre les mains de M. le Bourgmestre f.f. dans les termes suivants :

« Je jure fidélité au Roi, obéissance à la Constitution et aux lois du Peuple belge ».

En conséquence Monsieur Chairi Housini est déclaré installé dans ses fonctions de conseiller communal effectif en remplacement de Madame Parmentier Ingrid, démissionnaire.

Il est inscrit au tableau de préséance sous le n° 33, après Madame Empain Martine.

De reprendre cette délibération sur la liste des délibérations qui doit être transmise à

l'autorité de tutelle.

Monsieur Housini Chairi est installé dans ces fonctions.

25 votants : 25 votes positifs.

Nazicht van de geloofsbrieven. Eedaflegging en aanstelling van de Heer Housini Chairi, 2de plaatsvervanger van de lijst nr 4, in hoedanigheid van gemeenteraadslid ter vervanging van Mevrouw Ingrid Parmentier, ontslagnemend.

Deze beslissing zal aan de Gemeenteraad voorgesteld worden.

De Raad, vergaderd in openbare zitting,

Overwegende dat Mevrouw Parmentier Ingrid haar ontslag heeft aangeboden als gemeenteraadslid;

Overwegende dat zij derhalve moet vervangen worden;

Overwegende dat de Heer Chairi Housini, 2^{de} plaatsvervanger van de lijst nr 4 waartoe de te vervangen titularis behoort, als 1^{ste} in aanmerking komt;

Gelet op het verslag betreffende de verkiesbaarheid en het ontbreken van onverenigbaarheden bij de Heer Chairi Housini, voornoemd;

Overwegende dat de Heer Chairi Housini, tot op heden ononderbroken heeft voldaan aan al de verkiesbaarheidsvereisten bepaald bij artikel 65 van de gemeentekieswet te weten :

- kiezer zijn, en de in artikel 1 par. 1 bedoelde kiesbevoegdheidsvoorwaarden behouden :

1° Belg zijn;

2° de volle leeftijd van achttien jaar hebben bereikt;

3° in de bevolkingsregisters van de gemeente ingeschreven zijn;

4° zich niet bevinden in één van de gevallen van uitsluiting of schorsing bepaald bij het Kieswetboek.

of artikel 1bis par. 1 :

Kunnen de hoedanigheid van gemeenteraadskiezer verwerven, de onderdanen van de andere Lid-Staten van de Europese Unie die, behalve wat betreft de nationaliteit, voldoen aan de andere kiesbevoegdheidsvoorwaarden bedoeld in artikel 1, par. 1, en die, overeenkomstig par. 2 van dit artikel, hun wil te kennen hebben gegeven om dit stemrecht in België uit te oefenen. Voor de toepassing van het eerste lid worden de niet-Belgische onderdanen van de Europese Unie die in de bevolkingsregisters staan vermeld, geacht te voldoen aan de in 3° van artikel 1, par. 1 bedoelde voorwaarde.

- zijn niet verkiesbaar :

1° zij die door veroordeling ontzet zijn uit het recht om gekozen te worden;

2° de onderdanen van de andere Lid-Staten van de Europese Unie die, ten gevolge van een individuele burgerrechtelijke of een strafrechtelijke beslissing

in hun staat van herkomst ontheven zijn van het recht om gekozen te worden krachtens het recht van die Staat;

3° zij die, onverminderd de toepassing van de bepalingen vermeld in 1° en 2°, veroordeeld zijn, zelfs met uitstel, wegens één van de in de art. 240, 241, 243 en 245 tot 248 van het Strafwetboek omschreven misdrijven, gepleegd in de uitoefening van een gemeenteambt; deze onverkiesbaarheid eindigt twaalf jaar na deze veroordeling;

4° zij die veroordeeld zijn wegens overtredingen bedoeld in de wet van 30 juli 1981 tot bestraffing van bepaalde door racisme en xenofobie ingegeven daden of op grond van de wet van 23 maart 1995 tot bestraffing van het ontkennen, minimaliseren, rechtvaardigen of goedkeuren van de genocide die tijdens de tweede wereldoorlog door het Duitse nationaal-socialistische regime is gepleegd;

5° zij die, onverminderd de toepassing van de bepalingen in het 1° en 2°, bestuurder zijn of geweest zijn van een vereniging die, zelfs met uitstel is veroordeeld voor een van de overtredingen bedoeld in de wet van 30 juli 1981 of de wet van 23 maart 1995.

Overwegende dat hij zich niet bevindt in één der gevallen van onverenigbaarheid wegens ambtsbekleding of verwantschap, voorzien door de artikelen 71, 73, 74 en 75 van de nieuwe gemeentewet;

Overwegende dat derhalve niets belet dat de geloofsbrieven van de Heer Chairi Housini geldig verklaard worden en dat dit plaatsvervangend raadslid wordt toegelaten tot het afleggen van de eed, voorgeschreven in artikel 80 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

BESLUIT :

De geloofsbrieven van de Heer Chairi Housini, geboren te Sint-Joost-ten-Node op 10 mai 1973, wonende te 1140 Evere, Sint-Vincentiusstraat, 148, gemeenteraadslid, worden geldig verklaard.

De Heer Chairi Housini wordt toegelaten tot het afleggen van de voorgeschreven eed.

Het nieuwe raadslid legt deze eed onmiddellijk af in het Frans, in openbare zitting van de raad, in handen van dhr wnd Burgemeester, en in volgende bewoordingen :
“Ik zweer getrouwheid aan de Koning, gehoorzaamheid aan de Grondwet en aan de wetten van het Belgische Volk”.

Derhalve is de Heer Chairi Housini aangesteld als titelvoerend gemeenteraadslid ter vervanging van Mevrouw Parmentier Ingrid, ontslagnemend.

Hij zal op de ranglijst worden gebracht onder het nr 33 na Mevrouw Empain Martine.

Deze beraadslaging op te nemen op de lijst der beraadslagingen welke aan de toezichthoudende overheid dient te worden overgemaakt.

De heer Housini Chairi wordt geïnstalleerd als gemeenteraadslid.

25 stemmers : 25 positieve stemmen.

Housini Chairi entre en séance / treedt in zitting

29.09.2016/A/0003 **Prise d'acte du rapport annuel de Mme Firyan Kaplan, représentante du conseil communal, qui exerce une fonction d'administrateur, relatif à la gestion d'une intercommunale.**

Le conseil communal, réuni en séance publique,

Vu l'article 96bis de la nouvelle loi communale;

Prise d'acte du rapport annuel de Madame Firyan Kaplan, représentante du conseil communal pour l'intercommunale Hydrobru.

Le Conseil prend acte du rapport.

Akteneming van het jaarverslag van Mevrouw Firyan Kaplan, vertegenwoordigster van de gemeenteraad, met een bestuurdersfunctie, betreffende het beheer van een intercommunale.

De gemeenteraad, vergaderd in openbare zitting,

Gelet op artikel 96bis van de nieuwe gemeentewet;

Akteneming van het jaarlijks verslag van Mevrouw Firyan Kaplan, vertegenwoordigster van de gemeenteraad voor de intercommunale Hydrobru.

De Raad neemt akte van het verslag.

29.09.2016/A/0004 **Approbation des points de l'ordre du jour et constatation du mandat pour les assemblées générales de SIBELGAZ et d'EANDIS ASSETS.**

LE CONSEIL, réuni en séance publique,

La commune d'Evere, participante à l'association chargée de mission Sibelgaz est concernée par l'opération de fusion en 'Eandis Assets', qui a été décidée en décembre 2015 par les assemblées générales de Gaselwest, IMEA, Imewo, Intergem, Iveka, Iverlek et Sibelgaz.

Par courrier recommandé du 30 juin 2016, la commune d'Evere a été convoquée à participer aux Assemblées générales extraordinaires de Sibelgaz et d'Eandis Assets qui se tiendront le 3 octobre 2016 au « Ghelamco Arena » (GreenDistrict), Ottergemsesteenweg Zuid 808 à 9000 Gand.

De nouveaux investissements d'envergure s'imposent à court terme en matière de gestion du réseau de distribution, à l'instar du passage du gaz basse calorie au gaz haute calorie, de l'introduction des compteurs intelligents, etc.

Vu que les tentatives d'attirer des fonds propres supplémentaires par le biais des communes sont restées bien en deçà des attentes, Eandis a dû se mettre en quête d'un nouveau partenaire privé prêt à s'engager dans une participation à long terme au sein d'Eandis Assets.

Après avoir passé le marché en revue à la mi-2015 pour dénicher d'éventuels candidats partenaires privés valables, et à l'issue d'une procédure de sélection au cours de laquelle 23 candidats ont montré un réel intérêt et 5 ont remis une offre non contraignante concrète le 5 février 2016, le conseil d'administration a finalement retenu la société « State Grid Europe Limited » (SGEL) comme meilleur candidat. Ce nouvel actionnaire acquiert par son offre final de 830.000.000 euros une participation au capital d'Eandis Assets à concurrence de 14 %, soit 211,6 millions euros. Par rapport à la valeur d'actif nette actuelle de 484.413.396,90 euros, une plus-value de 345.586.603,09 euros, soit 71,3 %, est proposée. Quelque 86 % de cette plus-value appartient aux communes. À partir de la 9^e année, la participation du partenaire privé dans la plus-value augmentera de 1 % par année de poursuite de sa participation.

SGEL acquiert 211,6 millions d'euros dans le capital, soit 17.444.458 actions B1, et reçoit une participation bénéficiaire correspondant à sa participation de capital dans Eandis Assets.

Cette opération va de pair avec un certain nombre de changements statutaires, repris dans la note de commentaires , qui couvrent notamment les thèmes suivants :

- conventions concernant le respect des « règles de dissociation », la détention de capital potentielle par le biais d'une « société du groupe » et en matière de « droits de gouvernance particuliers »;
- introduction de nouvelles catégories d'actions B1 et B2;
- modalités et procédure concernant la cession de ces actions;
- modalités de participation aux augmentations de capital;
- description de l'apport pécuniaire du partenaire privé (partie en « capital » d'un montant de 211,6 millions d'euros et partie en « prime d'émission » d'un montant de 618,4 millions d'euros, dont 345,6 millions d'euros en guise de « prime commerciale »);
- composition et fonctionnement du conseil d'administration (notamment 3 administrateurs supplémentaires pour le partenaire privé et protection des droits minoritaires en matière de « décisions d'administration particulières »);
- limitation des droits de vote du partenaire privé et des associations de financement à l'assemblée générale (plafond de 20 % moins une voix);
- droit d'ajournement du partenaire privé lors de l'assemblée générale (pour « décisions d'administration particulières »);
- répartition bénéficiaire adaptée tenant compte des nouvelles catégories de participants;
- accords lors de la résiliation de la collaboration concernant la participation à la « prime commerciale ».

Conformément à l'article 44 du Décret flamand du 6 juillet 2001 portant réglementation de la coopération intercommunale, tel que modifié le 18 janvier 2013, le Conseil communal doit marquer son accord sur les points de l'ordre du jour de l'Assemblée générale et explicitement sur la proposition de modification des statuts. Le conseil communal doit également déterminer le mandat de ses représentants.

Vu l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale;

DÉCIDE :

Article 1 :

De marquer son accord sur les points de l'ordre du jour de l'Assemblée générale de l'association chargée de mission Sibelgaz en date du 3 octobre 2016 :

1. Délibération sur les activités à développer et la stratégie à suivre pour l'exercice 2017, ainsi que sur le budget 2017 élaboré par le conseil d'administration;
2. Nominations statutaires;
3. Communications statutaires.

Article 2 :

De marquer son accord sur les points de l'ordre du jour de l'Assemblée générale de l'association chargée de mission Eandis Assets en date du 3 octobre 2016 :

1. Acceptation de l'adhésion d'un participant avec parts B (sous réserve de son adhésion effective);
2. Proposition de modification des statuts et leurs annexes;
3. Détermination de l'entrée en vigueur de la modification des statuts;
4. Autorisation de coordination des statuts et leurs annexes avec actualisation correspondante du registre des participants;
5. Octroi de pouvoirs à Monsieur Nick Vandevelde et/ou à Monsieur José Verbiese et/ou à madame Sofie Arickx visant à constater par acte notarié la décision prise dans les points précédents de l'ordre du jour et à adapter les statuts en conséquence;
6. Délibération sur les activités à développer et la stratégie à suivre pour l'exercice 2017, ainsi que sur le budget 2017 élaboré par le conseil d'administration;
7. Nominations statutaires;
8. Communications statutaires.

Sous condition suspensive que les opérations de scission et fusion qui ont été décidées par les assemblées générales de Gaselwest, IMEA, Imewo, Intergem, Iveka, Iverlek et Sibelgaz de décembre 2015, se réalisent effectivement.

Article 3 :

De s'abstenir sur l'adhésion proposée de la société 'State Grid Europe Limited' à l'association chargée de mission Eandis Assets avec des parts B1, sur la convention relative à l'adhésion et la participation, et sur la modification des statuts correspondante, sous condition suspensive que les opérations de scission et fusion qui ont été décidées par les assemblées générales de Gaselwest, IMEA, Imewo, Intergem, Iveka, Iverlek et Sibelgaz de décembre 2015 se réalisent effectivement.

Article 4 :

De charger le représentant de la commune, qui participera aux Assemblées générales des associations chargées de mission Sibelgaz et Eandis Assets en date du 3 octobre 2016, de voter conformément aux décisions prises au sein du Conseil communal de ce jour, en exécution des articles 1^{er}, 2 et 3 précités de la présente décision du conseil.

Article 5 :

De charger le Collège des bourgmestre et échevins de l'exécution des décisions précitées et notamment d'en informer Sibelgaz / Eandis Assets, à l'attention de son secrétariat, *exclusivement par PDF et à l'adresse e-mail intercommu_nales@eandis.be*

Article 6 :

De reprendre cette délibération sur la liste des délibérations qui doit être transmise à l'autorité de tutelle.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

26 votants : 22 votes positifs, 4 votes négatifs.

Goedkeuring van de agendapunten en vaststelling van het mandaat voor de algemene vergaderingen van SIBELGAS en EANDIS ASSETS.

DE RAAD, vergaderd in openbare zitting,

De gemeente Evere is als deelnemer van de opdrachthoudende vereniging Sibelgas betrokken bij de fusieoperatie in 'Eandis Assets' waartoe de algemene vergaderingen van Gaselwest, IMEA, Imewo, Intergem, Iveka, Iverlek en Sibelgas in december 2015 hebben beslist.

De gemeente Evere werd per aangetekend schrijven van 30 juni 2016 opgeroepen om deel te nemen aan de algemene vergaderingen in buitengewone zitting van Sibelgas en Eandis Assets die op 3 oktober 2016 plaatshebben in de Ghelamco Arena (GreenDistrict), Ottergem sesteenweg Zuid 808 te 9000 Gent.

Op korte termijn dienen zich binnen het distributienetbeheer nieuwe en omvangrijke investeringen aan, zoals de ombouw van laag- naar hoogcalorisch gas, Slimme Meters, e.d...

Omdat de pogingen om via de gemeenten bijkomend eigen vermogen aan te trekken ver onder de verwachtingen bleven, werd Eandis genoodzaakt om te zoeken naar een nieuwe private partner die bereid is om voor lange termijn te participeren binnen Eandis Assets.

Na screening medio 2015 van de markt naar mogelijke valabele kandidaat-private partners en een selectieprocedure, waarbij 23 partijen een reële interesse betoonden en vijf ervan op 5 februari 2016 een concreet niet-bindend bod uitbrachten, werd de vennootschap 'State Grid Europe Limited' (SGEL) door de raad van bestuur als beste kandidaat weerhouden. Deze nieuwe aandeelhouder verwerft door zijn definitief bod van 830.000.000 euro een kapitaalparticipatie van 14 % binnen Eandis Assets ten bedrage van 211,6 miljoen euro. Ten opzichte van de huidige netto-actiefwaarde van 484.413.396,90 euro wordt aldus een meerwaarde geboden van 345.586.603,09 euro of 71,3 %. Van deze meerwaarde behoort 86 % aan de gemeenten. Vanaf het 9^{de} jaar neemt het aandeel van de private partner in de meerwaarde toe met 1% per jaar dat hij verder deelneemt.

SGEL verwerft 211,6 miljoen euro in het kapitaal vertegenwoordigd door 17.444.458 aandelen B1 en ontvangt een aandeel in de winst dat overeenstemt met zijn kapitaalbezit binnen Eandis Assets.

Dit gaat gepaard met een aantal statutenwijzigingen, zoals toegelicht in de toelichtende nota, die onder meer volgende thema's omvatten:

- afspraken omtrent het respecteren van de 'ontvlechtigingsregels', het mogelijk aandeelhouderschap via een 'groepsvennootschap' en inzake 'bijzondere governance rechten';
- introductie van nieuwe aandelen categorieën B1 en B2;
- modaliteiten en procedure m.b.t. de overdracht van deze aandelen;
- nadere regeling inzake het doorvoeren van kapitaalverhogingen;
- omschrijving van de geldelijke inbreng van de private partner (deels 'kapitaal' ten bedrage van 211,6 miljoen euro en deels 'uitgiftepremie' ten bedrage van 618,4 miljoen euro, waarvan 345,6 miljoen euro als 'commerciële premie');
- samenstelling en werking van de raad van bestuur (o.a. 3 bijkomende bestuurders voor de private partner en bescherming van de minderheidsrechten inzake 'bijzondere bestuurs beslissingen');
- beperking van de stemrechten van de private partner en de financieringsverenigingen in de algemene vergadering (plafond 20% min één stem);
- verdagingsrecht van de private partner in de algemene vergadering (voor 'bijzondere beleidsbeslissingen');
- geherformuleerde winstverdeling (basismodaliteiten onveranderd) rekening houdend met de nieuwe deelnemerscategorieën;
- afspraken bij het beëindigen van de samenwerking inzake het aandeel in de 'commerciële premie'.

Overeenkomstig artikel 44 van het Vlaams decreet houdende de intergemeentelijke samenwerking van 6 juli 2001, zoals gewijzigd op 18 januari 2013, dient de gemeenteraad zijn goedkeuring te hechten aan de agendapunten van de algemene vergadering en op expliciete wijze aan het voorstel van statutenwijzigingen. De gemeenteraad dient tevens het mandaat van de vertegenwoordiger vast te stellen.

Gelet op artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

BESLUIT :

Artikel 1 :

Zijn goedkeuring te hechten aan de agendapunten van de algemene vergadering van de oprachthoudende vereniging Sibelgas d.d. 3 oktober 2016:

1. Bespreking in het kader van artikel 44 van het Vlaams decreet houdende de intergemeentelijke samenwerking van de te ontwikkelen activiteiten en de te volgen strategie voor het boekjaar 2017 alsook van de door de raad van bestuur opgestelde begroting 2017;
2. Statutaire benoemingen;
3. Statutaire mededelingen.

Artikel 2 :

Zijn goedkeuring te hechten aan de agendapunten van de algemene vergadering van de opdrachthoudende vereniging Eandis Assets d.d. 3 oktober 2016:

1. Aanvaarding van toetreding van een B1 deelnemer (onder voorbehoud van effectieve intrede);
2. Voorstel van wijziging van de statuten en bijlagen;
3. Bepaling van de inwerkingtreding van de statutenwijziging;
4. Machtiging tot coördinatie van de statuten en bijlagen met aanpassing van het register van de deelnemers;
5. Verlenen van machtiging aan de heer Nick Vandevelde en/of de heer José Verbiese en/of mevrouw Sofie Arickx om de beslissing genomen in voorgaande agendapunten bij authentieke akte te doen vaststellen en de statuten dienovereenkomstig aan te passen;
6. Bespreking in het kader van artikel 44 van het Vlaams decreet houdende de intergemeentelijke samenwerking van de te ontwikkelen activiteiten en de te volgen strategie voor het boekjaar 2017 alsook van de door de raad van bestuur opgestelde begroting 2017;
7. Statutaire benoemingen;
8. Statutaire mededelingen.

Onder de opschortende voorwaarde van de effectieve realisatie van de splitsings- en fusieoperaties waarover beslist werd door de algemene vergaderingen van Gaselwest, IMEA, Imewo, Intergem, Iveka, Iverlek en Sibelgas van december 2015.

Artikel 3 :

Zich te onthouden mbt de voorgestelde toetreding van de vennootschap 'State Grid Europe Limited' als 'B1 deelnemer' tot de opdrachthoudende vereniging Eandis Assets, aan de toetredings- en deelnemersovereenkomst, en aan de overeenkomstige statutenwijzigingen binnen Eandis Assets, onder de opschortende voorwaarde van de effectieve realisatie van de splitsings- en fusieoperaties waarover beslist werd door de algemene vergaderingen van Gaselwest, IMEA, Imewo, Intergem, Iveka, Iverlek en Sibelgas van december 2015.

Artikel 4 :

De vertegenwoordiger van de gemeente die zal deelnemen aan de algemene vergaderingen van de opdrachthoudende verenigingen Sibelgas en Eandis Assets op 3 oktober 2016, op te dragen zijn/haar stemgedrag af te stemmen op de beslissingen genomen in de gemeenteraad van heden inzake voormelde artikel 1, 2 en 3 van onderhavige raads beslissing.

Artikel 5 :

Het college van burgemeester en schepenen te gelasten met de uitvoering van voormelde beslissingen en onder meer kennisgeving hiervan te verrichten aan Sibelgas / Eandis Assets, ter attentie van het secretariaat, *uitsluitend op het mailadres (pdf) intercommunales@eandis.be.*

Artikel 6 :

Deze beraadslaging op te nemen op de lijst der beraadslagingen welke aan de toezichthoudende overheid dient te worden overgemaakt.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
26 stemmers : 22 positieve stemmen, 4 negatieve stemmen.

29.09.2016/A/0005 **Octroi d'un subside pour l'exercice 2016 à l'Agence Locale pour l'emploi d'Evere destiné à la rémunération des représentants de la commune, non-membres du conseil communal.**

LE CONSEIL, réuni en séance publique,

Vu l'article 55 du règlement d'ordre intérieur du Conseil communal;

Vu la volonté de traiter de manière égale les représentants de la commune auprès des personnes morales dont la commune est membre, qu'ils soient ou non conseillers communaux;

Vu le crédit de 3.000,00€ inscrit à la fonction 851/332-02 du budget ordinaire pour l'exercice 2016 relatif à la rémunération des représentants du Conseil communal non membres de ce dernier auprès de l'Agence Locale pour l'Emploi d'Evere;

Vu la loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale;

Vu l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale;

Sur la proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins,

DECIDE :

Article 1 :

D'octroyer un subside de 1.584,00€ à l'Agence Locale pour l'Emploi d'Evere, destiné à la rémunération des représentants du Conseil communal, non membres de ce dernier, auprès de l'asbl.

Article 2 :

De comptabiliser la dépense de 1.584,00€ sur la fonction 851/332-02 du budget ordinaire de l'exercice 2016.

Article 3 :

De reprendre cette délibération sur la liste des délibérations qui doit être transmise à l'autorité de tutelle.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

26 votants : 26 votes positifs.

Toekenning van een toelage voor het dienstjaar 2016 aan het Plaatselijk Werkgelegenheidsagentschap van Evere bestemd voor de verloning van de vertegenwoordigers van de gemeente, niet-leden van de gemeenteraad.

DE RAAD, vergaderd in openbare zitting,

Gelet op artikel 55 van het reglement van orde van de Gemeenteraad;

Gelet op de wil de vertegenwoordigers van de gemeente bij de rechtspersonen waar de gemeente lid van is op gelijke manier te behandelen, of ze gemeenteraadslid zijn of niet;

Gelet op het krediet van 3.000,00€ voorzien op de functie 851/332-02 van de gewone begroting voor het dienstjaar 2016, betreffende de verloning van de vertegenwoordigers van de gemeenteraad, niet leden van deze, bij het Plaatselijk Werkgelegenheidsagentschap van Evere;

Gelet op de wet van 14 november 1983 betreffende de controle op de toekenning en op de aanwending van sommige toelagen;

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen,

BESLUIT :

Artikel 1 :

Een toelage van 1.584,00€ toe te kennen aan de vzw Plaatselijk Werkgelegenheidsagentschap van Evere, bestemd voor de verloning van de vertegenwoordigers van de gemeenteraad, niet leden van deze.

Artikel 2 :

De uitgave van 1.584,00€ op functie 851/332-02 van de gewone begroting voor het dienstjaar 2016 te boeken.

Artikel 3 :

Deze beraadslaging op te nemen op de lijst der beraadslagingen welke aan de toezichthoudende overheid dient te worden overgemaakt.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

26 stemmers : 26 positieve stemmen.

SECTEUR FINANCIER - SECTOR FINANCIËN

29.09.2016/A/0006 **Centre Public d'Action Sociale d'Evere: Modification budgétaire n° 3 de l'exercice 2016. Approbation.**

LE CONSEIL, réuni en séance publique,

Vu les articles 88 § 2 et 91 de la loi du 8 juillet 1976 organique des Centres publics d'aide sociale;

Vu la délibération du 28 janvier 2016 approuvant le budget communal du C.P.A.S. d'Evere pour l'exercice 2016, incluant une dotation communale pour le C.P.A.S. pour un montant de 9.905.014,35€;

Vu la modification budgétaire n°1 du C.P.A.S. d'Evere de l'exercice 2016, arrêtée par le Conseil du C.P.A.S. en séance du 25 mai 2016 et approuvée par le Conseil Communal en séance du 30 juin 2016;

Vu la modification budgétaire n°2 du C.P.A.S. d'Evere de l'exercice 2016, arrêtée par le Conseil du C.P.A.S. en séance du 8 juin 2016 et approuvée par le Conseil Communal en séance du 30 juin 2016;

Vu la modification budgétaire n°3 du C.P.A.S. d'Evere de l'exercice 2016, arrêtée par le Conseil du C.P.A.S. en séance du 29 juin 2016;

Vu la réunion de concertation du 17 juin 2016 entre l'Administration communale et le C.P.A.S.;

Vu l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale;

Sur la proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins,

DECIDE :

Article 1 :

D'approuver la modification budgétaire n°3 du C.P.A.S. d'Evere de l'exercice 2016 avec une dotation communale totale de 9.905.014,35 €, compte tenu qu'aucune intervention supplémentaire de notre administration n'est demandée.

Article 2 :

De transmettre la présente délibération au C.P.A.S..

Article 3 :

De reprendre cette délibération sur la liste des délibérations qui doit être transmise à l'autorité de tutelle.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

26 votants : 17 votes positifs, 9 abstentions.

Openbaar Centrum voor Maatschappelijk Welzijn van Evere: Begrotingswijziging nr 3 van het dienstjaar 2016. Goedkeuring.

DE RAAD, vergaderd in openbare zitting,

Gelet op de artikels 88 § 2 en 91 van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de Openbare Centra voor Maatschappelijk Welzijn;

Gelet op de beraadslaging van 28 januari 2016, houdende goedkeuring van de gemeentebegroting van het O.C.M.W. van Evere voor het dienstjaar 2016, waarin een bedrag van 9.905.014,35€ voor het O.C.M.W van Evere werd ingeschreven als gemeentelijke dotatie;

Gelet op begrotingswijziging nr 1 van het O.C.M.W. van Evere voor het dienstjaar 2016, aangenomen door de Raad van het O.C.M.W. in zitting van 25 mei 2016 en goedgekeurd door de Gemeenteraad in zitting van 30 juni 2016;

Gelet op begrotingswijziging nr 2 van het O.C.M.W. van Evere voor het dienstjaar 2016, aangenomen door de Raad van het O.C.M.W. in zitting van 8 juni 2016 en goedgekeurd door de Gemeenteraad in zitting van 30 juni 2016;

Gelet op begrotingswijziging nr 3 van het O.C.M.W. van Evere voor het dienstjaar 2016, aangenomen door de Raad van het O.C.M.W. in zitting van 29 juni 2016;

Gelet op de overlegvergadering van 17 juni 2016 tussen de Gemeentelijke administratie en het O.C.M.W.;

Gelet op artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998, houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen,

BESLUIT :

Artikel 1 :

De begrotingswijziging nr 3 van het O.C.M.W. van Evere voor het dienstjaar 2016 goed te keuren met een totale gemeentelijke dotatie voor het O.C.M.W van Evere voor dienstjaar 2016 van 9.905.014,35€, rekening houdend dat er geen enkele bijkomende tussenkomst van ons bestuur aangevraagd werd.

Artikel 2 :

Onderhavige beraadslaging over te maken aan het O.C.M.W..

Artikel 3 :

Deze beraadslaging op te nemen op de lijst der beraadslagingen welke aan de toezichthoudende overheid dient overgemaakt te worden.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

26 stemmers : 17 positieve stemmen, 9 onthoudingen.

29.09.2016/A/0007 **Dotation communale au C.P.A.S. d'Evere pour l'exercice 2016. Adaptation.**

LE CONSEIL, réuni en séance publique,

Vu les articles 88 § 2 et 91 de la loi du 8 juillet 1976 organique des Centres publics d'aide sociale;

Vu la délibération du 28 janvier 2016 approuvant le budget communal du C.P.A.S. d'Evere pour l'exercice 2016, incluant une dotation communale pour le C.P.A.S. pour

un montant de 9.905.014,35€;

Vu la délibération du 28 avril 2016 approuvant les comptes de l'exercice 2014 du C.P.A.S. d'Evere;

Vu la modification budgétaire n° 1 du C.P.A.S. d'Evere de l'exercice 2016, arrêtée par le Conseil du C.P.A.S. en séance du 25 mai 2016 et approuvée par le Conseil Communal en séance du 30 juin 2016;

Vu la modification budgétaire n° 2 du C.P.A.S. d'Evere de l'exercice 2016, arrêtée par le Conseil du C.P.A.S. en séance du 8 juin 2016 et approuvée par le Conseil Communal en séance du 30 juin 2016;

Vu la modification budgétaire n° 3 du C.P.A.S. d'Evere de l'exercice 2016, arrêtée par le Conseil du C.P.A.S. en séance du 29 juin 2016;

Vu la modification budgétaire n° 01 de l'exercice 2016 de la Commune d'Evere, voté par le Conseil communal en séance du 30.06.2016 et devenue exécutoire par expiration du délai;

Vu l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale;

Sur la proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins,

DECIDE :

Article 1:

De fixer le montant de la dotation du C.P.A.S. d'Evere pour l'exercice 2016 à 9.663.877,33€, soit une diminution de 241.137,02€ suite à l'intégration du résultat du compte 2014 du C.P.A.S. d'Evere.

Article 2:

De transmettre la présente délibération au C.P.A.S..

Article 3:

De reprendre cette délibération sur la liste des délibérations qui doit être transmise à l'autorité de tutelle.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

26 votants : 17 votes positifs, 9 abstentions.

Gemeentelijke dotatie aan het O.C.M.W. van Evere voor het dienstjaar 2016.

Aanpassing.

DE RAAD, vergaderd in openbare zitting,

Gelet op de artikels 88 § 2 en 91 van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de Openbare Centra voor Maatschappelijk Welzijn;

Gelet op de beraadslaging van 28 januari 2016, houdende goedkeuring van de

gemeentebegroting van het O.C.M.W. van Evere voor het dienstjaar 2016, waarin een bedrag van 9.905.014,35 € voor het O.C.M.W van Evere werd ingeschreven als gemeentelijke dotatie;

Gelet op de beraadslaging van 28 april 2016, houdende goedkeuring van de rekeningen 2014 van het O.C.M.W. van Evere;

Gelet op begrotingswijziging nr 1 van het O.C.M.W. van Evere voor het dienstjaar 2016, aangenomen door de Raad van het O.C.M.W. in zitting van 25 mei 2016 en goedgekeurd door de Gemeenteraad in zitting van 30 juni 2016;

Gelet op begrotingswijziging nr 2 van het O.C.M.W. van Evere voor het dienstjaar 2016, aangenomen door de Raad van het O.C.M.W. in zitting van 8 juni 2016 en goedgekeurd door de Gemeenteraad in zitting van 30 juni 2016;

Gelet op begrotingswijziging nr 3 van het O.C.M.W. van Evere voor het dienstjaar 2016, aangenomen door de Raad van het O.C.M.W. in zitting van 29 juni 2016;

Gelet op begrotingswijziging nr 01 van het dienstjaar 2016 van de Gemeente Evere, gestemd door de Gemeenteraad in zitting van 30.06.2016 en goedgekeurd door het verstrijken van de termijn;

Gelet op artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998, houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen,

BESLUIT :

Artikel 1 :

De dotatie aan het O.C.M.W. van Evere voor dienstjaar 2016 vast te stellen op 9.663.877,33€, hetzij een verlaging van 241.137,02€ ingevolge de integratie van het resultaat van de rekening 2014 van het O.C.M.W. van Evere.

Artikel 2 :

Onderhavige beraadslaging over te maken aan het O.C.M.W..

Artikel 3 :

Deze beraadslaging op te nemen op de lijst der beraadslagingen welke aan de toezichthoudende overheid dient overgemaakt te worden.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

26 stemmers : 17 positieve stemmen, 9 onthoudingen.

29.09.2016/A/0008 **Comptes pour l'exercice 2015 de l'a.s.b.l. Egregoros. Approbation.**

LE CONSEIL, réuni en séance publique;

Vu la décision du Conseil communal du 26.09.2002 approuvant la création de l'a.s.b.l. Egregoros;

Vu les décisions du Conseil communal des 28.11.2002 et 19.02.2004 approuvant la convention entre la commune et l'a.s.b.l. Egregoros et approuvant l'avenant n° 1 à cette convention;

Vu les comptes pour l'exercice 2015 approuvés par l'Assemblée Générale de l'a.s.b.l. Egregoros en séance du 29 juin 2016;

Vu la loi du 14.11.1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions;

Vu l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale;

Considérant que :

1. le total des crédits liquidés par la commune pour l'exercice 2015 est de 599.616,83€ ;
2. le bilan présente un actif et un passif de 248.534,33€ ;
3. les résultats se présentent comme suit :

Perte de l'exercice 2015 :	- 48.291,80€
Boni des exercices antérieurs :	<u>+ 17.290,82€</u>
Perte reporté au bilan :	- 31.000,98€

Considérant qu'un remboursement à la Région de 62.738,45 € suite à la non-acceptation de pièces justificatives en 2013 diminue fortement le résultat;

Considérant qu'aucune intervention supplémentaire de notre administration n'est demandée;

Sur la proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins,

DECIDE :

Article 1 :

D'approuver les comptes pour l'exercice 2015 de l'a.s.b.l. Egregoros.

Article 2 :

De transmettre la présente délibération à l'a.s.b.l. Egregoros.

Article 3 :

De reprendre cette délibération sur la liste des délibérations qui doit être soumise à l'autorité de tutelle.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

26 votants : 15 votes positifs, 11 abstentions.

Rekeningen voor het dienstjaar 2015 van de v.z.w. Egregoros. Goedkeuring.

DE RAAD, vergaderd in openbare zitting;

Gelet op de gemeenteraadsbeslissing van 26.09.2002 die de oprichting van de v.z.w.

Egregoros goedkeurt;

Gelet op de gemeenteraadsbeslissingen van 28.11.2002 en 19.02.2004 die de overeenkomst tussen de gemeente en de v.z.w. Egregoros goedkeurt, alsook aanhangsel nr 1 van die overeenkomst goedkeurt;

Gelet op de rekeningen voor het dienstjaar 2015, goedgekeurd door de Algemene vergadering van de v.z.w. Egregoros in zitting van 29 juni 2016;

Gelet op de wet van 14.11.1983 betreffende de controle op de toekenning en aanwending van sommige toelagen;

Gelet op artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratieve toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Overwegende dat:

1. het totaal van de gestorte kredieten door de gemeente voor dienstjaar 2015 bedraagt 599.616,83€;
2. de balans een activa en passiva vertoont van 248.534,33€;
3. de resultaten er als volgt uitzien:

Verlies van het dienstjaar 2015:	- 48.291,80€
Winst van de vorige dienstjaren:	<u>+ 17.290,82€</u>
Overgedragen verlies naar de balans:	- 31.000,98€

Overwegende dat een terugbetaling van 62.738,45€ aan het Gewest ten gevolge van de niet-aanvaarding van bewijsstukken in 2013 het resultaat aanzienlijk vermindert;

Overwegende dat er geen enkele bijkomende tussenkomst van ons bestuur aangevraagd werd;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen?

BESLUIT :

Artikel 1 :

De rekeningen voor het dienstjaar 2015 van de v.z.w. Egregoros goed te keuren.

Artikel 2 :

Onderhavige beraadslaging over te maken aan de v.z.w. Egregoros.

Artikel 3 :

Deze beraadslaging op te nemen op de lijst der beraadslagingen welke aan de toezichthoudende overheid dient te worden overgemaakt.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

26 stemmers : 15 positieve stemmen, 11 onthoudingen.

29.09.2016/A/0009 **Dotation communale à l'a.s.b.l. Triton pour l'exercice 2016 – Adaptation.**

LE CONSEIL, réuni en séance publique,

Vu sa délibération du 26 mars 2015, approuvant la convention entre la commune d'Evere et l'a.s.b.l. Triton;

Vu le budget de l'a.s.b.l. Triton pour l'exercice 2016, ratifié par le Bureau de gestion de l'a.s.b.l. lors de sa réunion du 8 septembre 2015;

Vu sa délibération du 26 novembre 2015, approuvant ledit budget avec une dotation communale de 499.000,00€;

Vu la lettre de l'a.s.b.l. Triton du 26 mai 2016, nous demandant de compenser la perte de 8 mois de loyer à la suite de la nouvelle convention prévoyant, pour des raisons juridiques, que le loyer mensuel de 900,00€ de la salle de boxe soit versé directement à la commune;

Vu la modification budgétaire 01 de l'exercice 2016, voté par le Conseil communal en séance du 30.06.2016 et devenue exécutoire par expiration du délai;

Vu l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale;

Sur la proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins,

DECIDE :

Article 1 :

De fixer le montant de la dotation de l'a.s.b.l. TRITON pour l'exercice 2016 à 506.200,00€, soit une augmentation de 7.200,00€.

Article 2 :

De transmettre la présente délibération en double expédition à l'a.s.b.l. Triton.

Article 3 :

De reprendre cette délibération sur la liste des délibérations qui doit être soumise à l'autorité de tutelle.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

26 votants : 22 votes positifs, 4 abstentions.

Gemeentelijke dotatie aan de v.z.w. Triton voor het dienstjaar 2016 – Aanpassing.

DE RAAD, vergaderd in openbare zitting;

Gelet op de beraadslaging dd. 26 maart 2015, die de conventie goedkeurt tussen de gemeente Evere en de v.z.w. Triton;

Gelet op de begroting van de v.z.w. Triton voor het dienstjaar 2016, bekrachtigd door het Bureau in zitting van 8 september 2015;

Gelet op de beraadslaging dd. 26 november 2015, houdende goedkeuring van

voormelde begroting met een gemeentelijke toelage van 499.000,00€;

Gelet op de brief dd. 26 april 2016 van de v.z.w. Triton met de vraag het verlies van 8 maanden huurgeld te compenseren als gevolg van de nieuwe conventie die erin voorziet, omwille van juridische redenen, dat de maandelijkse huur van 900,00€ voor de boksruimte rechtstreeks wordt betaald aan de gemeente;

Gelet op begrotingswijziging 01 van het dienstjaar 2016, gestemd door de Gemeenteraad in zitting van 30.06.2016 en goedgekeurd door het verstrijken van de termijn;

Gelet op artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen,

BESLUIT :

Artikel 1 :

De dotatie van de v.z.w. Triton voor het dienstjaar 2016 vast te stellen op 506.200,00€, hetzij een verhoging van 7.200,00€.

Artikel 2 :

Onderhavige beraadslaging over te maken aan de v.z.w. Triton.

Artikel 3 :

Deze beraadslaging op te nemen op de lijst der beraadslagingen welke aan de toezichthoudende overheid dient te worden overgemaakt.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

26 stemmers : 22 positieve stemmen, 4 onthoudingen.

29.09.2016/A/0010 **Dotation communale extraordinaire à l'a.s.b.l. Triton pour l'exercice 2016 - Adaptation du tableau d'investissements.**

LE CONSEIL, réuni en séance publique,

Vu sa délibération du 26 mars 2015, approuvant la convention entre la commune d'Evere et l'a.s.b.l. Triton;

Vu le budget de l'a.s.b.l. Triton pour l'exercice 2016, ratifié par le Bureau de gestion de l'a.s.b.l. lors de sa réunion du 8 septembre 2015 et le tableau d'investissements en marge du budget;

Vu sa délibération du 26 novembre 2015, décidant d'octroyer un subsidie extraordinaire de 59.000,00€, conformément au projet d'investissements pour l'exercice 2016;

Vu la lettre de l'a.s.b.l. Triton du 26 avril 2016, nous transmettant la demande d'adapter le tableau d'investissements pour l'exercice 2016 dans le cadre de la rénovation complète et primordiale du plafond de la zone des vestiaires qui n'a pas pu s'effectuer

en 2015 et en conséquence doit s'effectuer complètement en 2016;

Vu la modification budgétaire 02 de l'exercice 2016, voté par le Conseil communal en séance du 30.06.2016 et devenue exécutoire par expiration du délai;

Vu l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale;

Sur la proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins,

DECIDE :

Article 1 :

D'adapter le tableau d'investissement pour l'exercice 2016 de l'a.s.b.l. Triton, et de l'adopter comme suit :

<u>Matériel</u>	<u>Crédit initial</u>	<u>M.B.</u>	<u>Nouveau crédit</u>
Achat d'une autolaveuse	2.500,00€	- 500,00€	2.000,00€
Complément achat enregistreuse, bancontact		+ 4.000,00€	4.000,00€
Remplacement du défibrillateur externe automatique	3.000,00€	- 3.000,00€	0,00€
Remplacement du nettoyeur haute pression	1.500,00€	- 1.500,00€	0,00€
Remplacement du four du hammam	3.000,00€	+ 1.000,00€	4.000,00€
Achat d'une machine pour le nettoyage des vestiaires	8.000,00€		8.000,00€
Achat d'un dispositif d'évacuation interne	4.000,00€		4.000,00€
Rénovation du plafond de la zone vestiaire	35.000,00€	+ 31.000,00€	66.000,00€
Achat d'une caisse enregistreuse	2.000,00€		2.000,00€
<u>TOTAL :</u>	<u>59.000,00€</u>	<u>± 31.000,00€</u>	<u>90.000,00€</u>

Article 2 :

D'adapter le subside extraordinaire à l'a.s.b.l. Triton à hauteur de 90.000,00€, soit une augmentation de 31.000,00€.

Article 3 :

De transmettre la présente délibération en double expédition à l'a.s.b.l. Triton.

Article 4 :

De reprendre cette délibération sur la liste des délibérations qui doit être soumise à l'autorité de tutelle.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

26 votants : 22 votes positifs, 4 abstentions.

Gemeentelijke buitengewone toelage aan de v.z.w. Triton voor het dienstjaar 2016 - Aanpassing van de investeringstabel.

DE RAAD, vergaderd in openbare zitting;

Gelet op zijn beraadslaging dd. 26 maart 2015, die de conventie goedkeurt tussen de gemeente Evere en de v.z.w. Triton;

Gelet op de begroting van de v.z.w. Triton voor het dienstjaar 2016, bekrachtigd door het Bureau in zitting van 8 september 2015 en de investeringstabel in de marge van voornoemde begroting;

Gelet op zijn beraadslaging dd. 26 november 2015, waarin beslist werd om een buitengewone toelage van 59.000,00€ toe te kennen aan de v.z.w. Triton, overeenkomstig het ontwerp van investeringen voor het dienstjaar 2016;

Gelet op de brief dd. 26 april 2016 van de v.z.w. Triton met de vraag de investeringstabel voor het dienstjaar 2016 aan te passen in het kader van de volledige en essentiële renovatie van het plafond in de vestiairezone, die niet kon worden uitgevoerd in 2015 en bijgevolg volledig dient te gebeuren in 2016;

Gelet op begrotingswijziging 02 van het dienstjaar 2016, gestemd door de Gemeenteraad in zitting van 30.06.2016 en goedgekeurd door het verstrijken van de termijn;

Gelet op artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen,

BESLUIT :

Artikel 1 :

Het ontwerp van de investeringstabel voor het dienstjaar 2016 van de v.z.w. Triton, aan te passen en als volgt, goed te keuren :

<u>Materiaal</u>	<u>Oorpronkelijk krediet</u>	<u>B.W.</u>	<u>Nieuw krediet</u>
Aankoop van een schrobzuigmachine	2.500,00€	- 500,00 €	2.000,00€
Bijkomende aankoop van een registratiekassa, bancontact		+ 4.000,00€	4.000,00€
Vervanging van de automatische externe defibrillator	3.000,00€	- 3.000,00€	0,00€
Vervanging van de hogedrukreiniger	1.500,00€	- 1.500,00€	0,00€

Vervanging van de oven in de hammam	3.000,00€	+ 1.000,00€	4.000,00€
Aankoop van een machine voor het kuisen van de vestiaires	8.000,00€		8.000,00€
Aankoop van apparatuur voor interne evacuatie	4.000,00€		4.000,00€
Renovatie van het plafond in de vestiairezone	35.000,00€	+ 31.000,00€	66.000,00€
Aankoop van een registratiekassa	2.000,00€		2.000,00€
TOTAAL :	59.000,00€	+ 31.000,00€	90.000,00€

Artikel 2 :

De buitengewone toelage voor het dienstjaar 2016 aan de v.w.z. Triton aan te passen naar 90.000,00€, hetzij een verhoging van 31.000,00€.

Artikel 3 :

Onderhavige beraadslaging over te maken aan de v.z.w. Triton.

Artikel 4 :

Deze beraadslaging op te nemen op de lijst der beraadslagingen welke aan de toezichthoudende overheid dient te worden overgemaakt.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

26 stemmers : 22 positieve stemmen, 4 onthoudingen.

29.09.2016/A/0011 **Fabrique d'Eglise Notre-Dame Immaculée - Compte de l'exercice 2015. Avis.**

LE CONSEIL, réuni en séance publique;

Vu le compte pour l'exercice 2015 de la Fabrique d'Eglise Notre-Dame Immaculée, arrêté par son Conseil de fabrique comme suit :

	Recettes	Dépenses	Excédent
Compte pour l'exercice 2015	23.922,88€	22.576,09€	1.346,79€

Considérant que le compte 2015 est accompagné d'un bilan de la Fabrique d'Eglise établi au 31 décembre 2015 et se clôture par un excédent sans intervention pécuniaire de la commune;

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'église;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes;

Vu l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur

les communes de la Région de Bruxelles-Capitale;

Sur la proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins;

DECIDE :

Article 1 :

D'émettre un AVIS FAVORABLE au sujet de l'approbation par l'autorité supérieure du compte pour l'exercice 2015 de la Fabrique d'église Notre-Dame Immaculée.

Article 2 :

De transmettre au Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale la présente délibération et le dossier en quatre exemplaires.

Article 3 :

De reprendre cette délibération sur la liste des délibérations qui doit être transmise à l'autorité de tutelle.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

26 votants : 12 votes positifs, 14 abstentions.

Kerkfabriek Onze-Lieve-Vrouw Onbevlekt - Rekening voor het dienstjaar 2015.

Advies.

DE RAAD, vergaderd in openbare zitting;

Gelet op de rekening voor het dienstjaar 2015 van de Kerkfabriek Onze-Lieve-Vrouw Onbevlekt, afgesloten door haar kerkraad als volgt :

	Ontvangsten	Uitgaven	Overschot
Rekening voor het dienstjaar 2015	23.922,88€	22.576,09€	1.346,79€

Overwegende dat de rekening 2015 zich met een overschot afsluit zonder financiële tussenkomst van de gemeente en dat de balans van de Kerkfabriek op datum van 31 december 2015 werd toegevoegd;

Gelet op het keizerlijk decreet van 30 december 1809 betreffende de kerkfabrieken;

Gelet op de wet van 4 maart 1870 op het tijdelijke van de erendiensten;

Gelet op artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

BESLUIT :

Artikel 1 :

Een GUNSTIG ADVIES uit te brengen nopens de goedkeuring door de hogere overheid van de rekening voor het dienstjaar 2015 van de kerkfabriek Onze-Lieve-

Vrouw Onbevlekt.

Artikel 2 :

Onderhavige beraadslaging en het dossier in viervoud over te maken aan het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

Artikel 3 :

Deze beraadslaging op te nemen op de lijst der beraadslagingen welke aan de toezichthoudende overheid dient te worden overgemaakt.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

26 stemmers : 12 positieve stemmen, 14 onthoudingen.

29.09.2016/A/0012 **Fabrique d’Eglise Notre-Dame Immaculée – Budget de l’exercice 2017. Avis.**

LE CONSEIL, réuni en séance publique;

Vu le budget pour l’exercice 2017 de la Fabrique d’Eglise Notre-Dame Immaculée, arrêté par son Conseil de fabrique comme suit :

	Recettes	Dépenses	Excédent
Budget pour l’exercice 2017	48.213,84€	48.213,84€	0,00€

Considérant que le budget 2017 se clôture en équilibre tenant compte d’un subside extraordinaire de la commune de 15.000,00€ dans le cadre des procédures judiciaires, des frais d’expertises et des honoraires juridiques pour une mission de conseil juridique;

Considérant l’absence de pièces justificatives qui expliquent le coût estimé de 15.000,00€ sur un seul exercice;

Considérant que nous disposons d’un bilan établi par la Fabrique d’Eglise Notre-Dame Immaculée au 31 décembre 2015, qui nous permet de constater que la Fabrique d’Eglise Notre-Dame Immaculée dispose de titres (Goldwasser) pour 7.362,69€ et des liquidités pour 11.242,64€;

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d’église;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes;

Vu l’article 7 de l’ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale;

Sur la proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins;

DECIDE :

Article 1 :

D’émettre un AVIS DEFAVORABLE au sujet de l’approbation par l’autorité supérieure

du budget pour l'exercice 2017 de la Fabrique d'Eglise Notre-Dame Immaculée.

Article 2 :

De transmettre au Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale la présente délibération et le dossier en 4 exemplaires.

Article 3 :

De reprendre cette délibération sur la liste des délibérations qui doit être transmise à l'autorité de tutelle.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

26 votants : 21 votes positifs, 2 votes négatifs, 3 abstentions.

Kerkfabriek Onze-Lieve-Vrouw Onbevlekt - Begroting voor het dienstjaar 2017.

Advies.

DE RAAD, vergaderd in openbare zitting;

Gelet op de begroting voor het dienstjaar 2017 van de Kerkfabriek Onze-Lieve-Vrouw Onbevlekt, afgesloten als volgt door haar kerkraad:

	Ontvangsten	Uitgaven	Overschot
Begroting voor het dienstjaar 2017	48.213,84 €	48.213,84€	0,00€

Overwegende dat de begroting 2017 afgesloten wordt met een evenwicht rekening houdend met een buitengewone toelage van de gemeente van 15.000,00€ in het kader van juridische procedures, expertisekosten en juridische honoraria met betrekking tot een opdracht van juridisch advies;

Overwegende de afwezigheid van rechtvaardigingsdocumenten die de geraamde kost van 15.000,00€ op één dienstjaar rechtvaardigen;

Overwegende dat de we een vermogensstaat, gevestigd op 31 december 2015, van de Kerkfabriek Onze-Lieve-Vrouw Onbevlekt bezitten, wat ons toelaat vast te stellen dat de Kerkfabriek Onze-Lieve-Vrouw Onbevlekt in het bezit is van effecten (Goldwasser) voor 7.362,69€ en liquide middelen bezit voor 11.242,64€;

Gelet op het keizerlijk decreet van 30 december 1809 betreffende de kerkfabrieken;

Gelet op de wet van 4 maart 1870 op het tijdelijke van de erendiensten;

Gelet op artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

BESLUIT :

Artikel 1 :

Een ONGUNSTIG ADVIES uit te brengen nopens de goedkeuring door de hogere

overheid betreffende de begroting voor het dienstjaar 2017 van de Kerkfabriek Onze-Lieve-Vrouw Onbevlekt.

Artikel 2 :

Onderhavige beraadslaging en het dossier in 4 exemplaren over te maken aan het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

Artikel 3 :

Deze beraadslaging op te nemen op de lijst der beraadslagingen welke aan de toezichthoudende overheid dient te worden overgemaakt.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

26 stemmers : 21 positieve stemmen, 2 negatieve stemmen, 3 onthoudingen.

29.09.2016/A/0013 **Fabrique d'église Anglicane Unifiée « Holy Trinity » - Budget de l'exercice 2016.**
Avis.

LE CONSEIL, réuni en séance publique;

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'église;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes;

Vu l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale;

Vu le budget pour l'exercice 2016 de la fabrique d'église Anglicane Unifiée « Holy Trinity », arrêté par son Conseil de fabrique le 7 septembre 2015 comme suit :

	Recettes	Dépenses	Excédent
Budget pour l'exercice 2016	303.135,00€	303.135,00€	0,00€

Considérant que ledit budget se présente en équilibre sans intervention pécuniaire des communes;

Sur la proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins;

DECIDE :

Article 1 :

D'émettre un AVIS FAVORABLE au sujet de l'approbation par l'autorité supérieure du budget de l'exercice 2016 de la fabrique d'église Anglicane Unifiée « Holy Trinity ».

Article 2 :

De transmettre la présente délibération en 4 exemplaires à l'Administration communale d'Ixelles, accompagnée du dossier.

Article 3 :

De reprendre cette délibération sur la liste des délibérations qui doit être transmise à

l'autorité de tutelle.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

26 votants : 18 votes positifs, 8 abstentions.

Kerkfabriek der Geünifíeerde Anglikaanse Kerk « Holy Trinity » - Begroting voor het dienstjaar 2016. Advies.

DE RAAD, vergaderd in openbare zitting;

Gelet op het keizerlijk decreet van 30 december 1809 betreffende de kerkfabrieken;

Gelet op de wet van 4 maart 1870 op het tijdelijke van de erediensten;

Gelet op artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest;

Gelet op de begroting voor het dienstjaar 2016 van de kerkfabriek der Geünifíeerde Anglikaanse Kerk « Holy Trinity », afgesloten door haar Kerkraad op 7 september 2015 als volgt:

	Ontvangsten	Uitgaven	Overschot
Begroting voor het dienstjaar 2016	303.135,00€	303.135,00€	0,00€

Overwegende dat de bedoelde begroting een evenwicht vertoont zonder financiële tussenkomst van de gemeenten;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

BESLUIT :

Artikel 1 :

Een GUNSTIG ADVIES uit te brengen inzake de goedkeuring door de hogere overheid van de begroting voor het dienstjaar 2016 van de kerkfabriek der Geünifíeerde Anglikaanse Kerk « Holy Trinity ».

Artikel 2 :

Onderhavige beraadslaging in vier exemplaren aan het Gemeentebestuur van Elsene over te maken, vergezeld van het dossier.

Artikel 3 :

Deze beraadslaging op te nemen op de lijst der beraadslagingen welke aan de toezichhoudende overheid dient te worden overgemaakt.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

26 stemmers : 18 positieve stemmen, 8 onthoudingen.

29.09.2016/A/0014 **Fabrique d'égglise Anglicane Unifiée « Holy Trinity » - Compte de l'exercice 2014. Avis.**

LE CONSEIL, réuni en séance publique;

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'église;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes;

Vu l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale;

Vu le compte pour l'exercice 2014 de la fabrique d'église Anglicane Unifiée « Holy Trinity », arrêté par son Conseil de fabrique le 7 septembre 2015 comme suit :

	Recettes	Dépenses	Excédent
Compte pour l'exercice 2014	300.952,75€	300.913,21€	39,54€

Considérant que ledit compte se clôture par un excédent sans intervention pécuniaire des communes, mais que l'absence d'un état du patrimoine ne nous permet pas d'avoir une vue claire de la comptabilité de la fabrique d'église Anglicane Unifiée « Holy Trinity »;

Considérant l'absence de pièces justificatives;

Sur la proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins;

DECIDE :

Article 1 :

D'émettre un AVIS DEFAVORABLE au sujet de l'approbation par l'autorité supérieure du compte de l'exercice 2014 de la fabrique d'église Anglicane Unifiée « Holy Trinity ».

Article 2 :

De transmettre la présente délibération en 4 exemplaires à l'Administration communale d'Ixelles, accompagnée du dossier.

Article 3 :

De reprendre cette délibération sur la liste des délibérations qui doit être transmise à l'autorité de tutelle.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

26 votants : 19 votes positifs, 2 votes négatifs, 5 abstentions.

Kerkefabriek der Geüniffeeerde Anglikaanse Kerk « Holy Trinity » - Rekening voor het dienstjaar 2014. Advies.

DE RAAD, vergaderd in openbare zitting;

Gelet op het keizerlijk decreet van 30 december 1809 betreffende de kerkfabrieken;

Gelet op de wet van 4 maart 1870 op het tijdelijke van de erediensten;

Gelet op artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest;

Gelet op de rekening voor het dienstjaar 2014 van de kerkfabriek der Geünifieerde Anglikaanse Kerk « Holy Trinity », afgesloten door haar Kerkraad op 7 september 2015 als volgt:

	Ontvangsten	Uitgaven	Overschot
Rekening voor het dienstjaar 2014	300.952,75€	300.913,21€	39,54€

Overwegende dat de bedoelde rekening zonder financiële tussenkomst van de gemeenten een overschot vertoont, maar dat de afwezigheid van een staat van haar vermogen een duidelijk overzicht van de boekhouding van de kerkfabriek der Geünifieerde Anglikaanse Kerk « Holy Trinity » onmogelijk maakt;

Overwegende de afwezigheid van bewijsstukken;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

BESLUIT :

Artikel 1 :

Een ONGUNSTIG ADVIES uit te brengen inzake de goedkeuring door de hogere overheid van de rekening voor het dienstjaar 2014 van de kerkfabriek der Geünifieerde Anglikaanse Kerk « Holy Trinity ».

Artikel 2 :

Onderhavige beraadslaging in vier exemplaren aan het Gemeentebestuur van Elsene over te maken, vergezeld van het dossier.

Artikel 3 :

Deze beraadslaging op te nemen op de lijst der beraadslagingen welke aan de toezichhoudende overheid dient te worden overgemaakt.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

26 stemmers : 19 positieve stemmen, 2 negatieve stemmen, 5 onthoudingen.

29.09.2016/A/0015 **Fabrique d'église de l'Epiphanie - Compte de l'exercice 2015. Avis.**

LE CONSEIL, réuni en séance publique;

Vu l'arrêté royal du 25 novembre 1969 déterminant la circonscription de ladite église sur le territoire de la commune d'Evere et de la commune de Schaerbeek;

Vu le compte pour l'exercice 2015 de la fabrique d'église de l'Epiphanie, arrêté par son Conseil de fabrique le 4 février 2016 comme suit :

	Recettes	Dépenses	Excédent
--	----------	----------	----------

Compte pour l'exercice 2015	84.770,27€	21.631,51€	63.138,76€
-----------------------------	------------	------------	------------

Considérant que ledit compte se clôture par un excédent sans intervention pécuniaire des communes, mais que l'absence d'un état du patrimoine ne nous permet pas d'avoir une vue claire de la comptabilité de la fabrique d'église de l'Epiphanie;

Considérant l'absence de pièces justificatives;

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'église;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes;

Vu l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale;

Sur la proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins;

DECIDE :

Article 1 :

D'émettre un AVIS DEFAVORABLE au sujet de l'approbation par l'autorité supérieure du compte de l'exercice 2015 de la fabrique d'église de l'Epiphanie.

Article 2 :

De transmettre la présente délibération en cinq exemplaires à l'Administration communale de Schaerbeek, accompagnée du dossier.

Article 3 :

De reprendre cette délibération sur la liste des délibérations qui doit être transmise à l'autorité de tutelle.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

26 votants : 23 votes positifs, 3 abstentions.

Kerkfabriek van Epifanie - Rekening voor het dienstjaar 2015. Advies.

DE RAAD, vergaderd in openbare zitting;

Gelet op het koninklijke besluit van 25 november 1969, dat het district van hogergenoemde kerk op de gemeente Evere en de gemeente Schaarbeek bepaalt;

Gelet op de rekening voor het dienstjaar 2015 van de kerkfabriek van Epifanie, afgesloten door haar kerkraad op 4 februari 2016 als volgt :

	Ontvangsten	Uitgaven	Overschot
Rekening voor het dienstjaar 2015	84.770,27€	21.631,51€	63.138,76€

Overwegende dat de bedoelde rekening zonder financiële tussenkomst van de

gemeenten een overschot vertoont, maar dat de afwezigheid van een staat van haar vermogen een duidelijk overzicht van de boekhouding van de kerkfabriek van Epifanie onmogelijk maakt;

Overwegende de afwezigheid van bewijsstukken;

Gelet op het keizerlijk decreet van 30 december 1809 betreffende de kerkfabrieken;

Gelet op de wet van 4 maart 1870 op het tijdelijke van de erediensten;

Gelet op artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

BESLUIT :

Artikel 1 :

Een ONGUNSTIG ADVIES uit te brengen inzake de goedkeuring door de hogere overheid van de rekening voor het dienstjaar 2015 van de kerkfabriek van Epifanie.

Artikel 2 :

Onderhavige beraadslaging in vijf exemplaren aan het Gemeentebestuur van Schaarbeek over te maken, vergezeld van het dossier.

Artikel 3 :

Deze beraadslaging op te nemen op de lijst der beraadslagingen welke aan de toezichthoudende overheid dient te worden overgemaakt.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

26 stemmers : 23 positieve stemmen, 3 onthoudingen.

29.09.2016/A/0016 **Octroi d'avances de fonds de caisse à des membres du personnel pour l'exercice 2016. Adaptation.**

Le Conseil, réuni en séance publique,

Vu le besoin d'octroyer des avances de fonds de caisse à certains membres du personnel pour l'exercice 2016, afin de payer au comptant les dépenses minimales et urgentes du service;

Vu la délibération du Conseil communal du 26 novembre 2015, octroyant d'avances de fonds de caisse à certains membres du personnel pour l'exercice 2016;

Considérant les divers changements de responsabilité de l'avance de caisse de certains membres du personnel et les diminutions de certaines avances de fonds de caisse;

Vu l'arrêté royal du 2 août 1990 portant règlement général de la comptabilité communale;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale;

Vu l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale;

Sur la proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins,

DECIDE :

Article 1 :

D'accorder une provision de fonds sur la caisse communale pour l'exercice 2016 à certains membres du personnel listés ci-dessous :

Service	Responsable	Remplaçant	Provision
SECTEUR FINANCES			
Finances	B. VAN GOMPEL	H. GUNS	100 €
SECTEUR PERSONNEL			
Personnel	S. DEUVAERT	A. ERSEEL	450 €
SECTEUR CITOYEN			
Action Sociale	A. RAYMOND	A. PIERENS	300 €
Front Office	A. CATTEEUW	H. ZAITOUNI	200 €
Population	M.C. VAN IMMELEN	S. PRAET	600 €
SECTEUR VIE CITOYENNE			
Développement Durable	S. MAURY	E. BOUKORO	600 €
Loisir - Education	R. VANDERHAEGEN	A. ALBINA	500 €
Prévention	M. DE DECKER	A. MICHIELS	5.000 €
Promotion Economique	S. MAURY	S. GASHI	250 €
Information	S. FIERENS	S. VAN DEN EEDE	150 €
Crèches francophones	G. Le MAIRE	C. ARENAS	200 €
Ecole "Everheide"	A. RAMAEL	C. VANDEN BOSSCHE	850 €
SECTEUR LOGISTIQUE			
Marchés Publics	M. DRAPS	S. VANDORPE	50 €
Economat	S. CANNAERTS	N. LATOUR	500 €
Informatique	B. KINTS	A. SABBE	200 €
SECTEUR TRAVAUX PUBLICS			

Secrétariat technique	A. HOOVERS	M. VAN GEEL	250 €
Régie communale	E. VAN CAUTEREN	N. MARIN	745 €
AUTRES			
Secrétariat	K. VERBOOGEN	B. DUMONT	100 €

Cette provision doit servir à payer au comptant des dépenses minimales telles que frais de timbre et de port, petites fournitures ou réparations.

Article 2 :

Le Receveur communal remettra la provision, contre quittance, au fonctionnaire intéressé, qui en reste personnellement responsable et qui prend les mesures nécessaires en vue d'en assurer la bonne garde, comme par exemple sa conservation dans une armoire fermée à clé, dans un coffre encastré ou dans un coffret déposé dans le coffre du Receveur communal.

Article 3 :

En cas de cessation des fonctions de l'agent responsable, le Collège des Bourgmestre et Echevins et le Receveur communal, veillent à ce que la provision ou les pièces justificatives soient remises au successeur. En cas de congé de l'agent responsable, celui-ci peut, moyennant accord entre les parties, remettre la provision à son remplaçant.

Article 4 :

Les dépenses régulières effectuées au moyen de la provision sont remboursées au fonctionnaire sur le vu d'un ordre de mandater accepté par le Collège des Bourgmestre et Echevins et à introduire dans le mois qui suit la dépense, ou s'il y en a plusieurs pour le 1er de chaque mois.

Article 5 :

A la clôture de l'exercice 2016, le fonctionnaire est tenu de rembourser l'avance obtenue.

Article 6 :

La présente délibération remplace au 1er octobre 2016 la délibération du Conseil communal du 26 novembre 2015 relative à l'octroi d'avances de fonds de caisse à des membres du personnel pour l'exercice 2016.

Article 7 :

De reprendre cette délibération sur la liste des délibérations qui doit être soumise à l'autorité de tutelle.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

26 votants : 26 votes positifs.

**Toekenning van kasgeldvoorschotten aan personeelsleden voor het dienstjaar 2016.
Aanpassing.**

De Raad, vergaderd in openbare zitting,

Gelet op de noodzaak kasgeldvoorschotten toe te kennen aan sommige personeelsleden voor het dienstjaar 2016, teneinde geringe en dringende uitgaven voor de dienst te betalen;

Gelet op de gemeenteraadsbeslissing dd. 26 november 2015, houdende toekenning van kasgeldvoorschotten aan sommige personeelsleden voor het dienstjaar 2016;

Overwegende de verschillende aanpassingen van de verantwoordelijkheid van de kasgeldvoorschotten van sommige personeelsleden en de vermindering van sommige kasgeldvoorschotten;

Gelet op het koninklijk besluit dd. 2 augustus 1990, houdende algemeen reglement betreffende de gemeentelijke comptabiliteit;

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998, houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen,

BESLUIT :

Artikel 1 :

Voor het dienstjaar 2016 een provisie op de gemeentekas toe te kennen aan bepaalde personeelsleden, zoals hieronder weergegeven :

Dienst	Verantwoordelijke	Vervanger	Voorschot
SECTOR FINANCIËN			
Financiën	B. VAN GOMPEL	H. GUNS	100 €
SECTOR PERSONEEL			
Personeel	S. DEUVAERT	A. ERSEEL	450 €
SECTOR BURGER			
Sociale Actie	A. RAYMOND	A. PIERENS	300 €
Front Office	A. CATTEEUW	H. ZAITOUNI	200 €
Bevolking	M.C. VAN IMMELEN	S. PRAET	600 €
SECTOR MAATSCHAPPELIJK LEVEN			
Duurzame ontwikkeling	S. MAURY	E. BOUKORO	600 €
Vrije tijd - Opvoeding	R. VANDERHAEGEN	A. ALBINA	500 €
Preventie	M. DE DECKER	A. MICHIELS	5.000 €

Economische Promotie	S. MAURY	S. GASHI	250 €
Informatie	S. FIERENS	S. VAN DEN EEDE	150 €
Franstalige kinderkribben	G. Le MAIRE	C. ARENAS	200 €
School "Everheide"	A. RAMAEL	C. VANDEN BOSSCHE	850 €
SECTOR LOGISTIEKE ONDERSTEUNING			
Overheidsopdrachten	M. DRAPS	S. VANDORPE	50 €
Economaat	S. CANNAERTS	N. LATOUR	500 €
Informatica	B. KINTS	A. SABBE	200 €
SECTOR OPENBARE WERKEN			
Technisch secretariaat	A. HOOVERS	M. VAN GEEL	250 €
Gemeentelijke Regie	E. VAN CAUTEREN	N. MARIN	745 €
AUTRES			
Secretariaat	K. VERBOOGEN	B. DUMONT	100 €

Deze provisie moet dienen om kleine uitgaven, zoals zegel- en portkosten, kleine leveringen of herstellingen contant te betalen.

Artikel 2 :

De Gemeenteontvanger zal de provisie, mits kwijting, aan de verantwoordelijke functionaris uitkeren, die er persoonlijk verantwoordelijk voor blijft en die de nodige schikkingen dient te treffen met het oog op de bewaring der fondsen, zoals bijvoorbeeld de bewaring in een met een sleutel afgesloten kast, in een ingebouwde koffer of in een geldkistje geplaatst in de brandkast van de Gemeenteontvanger.

Artikel 3 :

Ingeval van stopzetting van de functies van de verantwoordelijke, zal de Gemeenteontvanger er over waken dat de provisie of de bewijsstukken overgedragen worden aan de vervanger. In geval van verlof van de verantwoordelijke, mag deze de provisie, mits akkoord tussen de partijen, afgeven aan de vervanger.

Artikel 4 :

De regelmatige uitgaven gedaan bij middel van de provisie worden aan de verantwoordelijke terugbetaald, op voorlegging van een order tot mandateren, getekend door het College van Burgemeester en Schepenen en in te leveren binnen de maand volgend op de uitgaven of indien er meerdere zijn, voor de 1ste van elke maand.

Artikel 5 :

Bij het afsluiten van het dienstjaar 2016 is de verantwoordelijke gehouden de toegekende provisie terug te storten.

Artikel 6 :

Huidige beraadslaging vervangt op 1 oktober 2016 de gemeenteraadsbeslissing dd. 26 november 2015 betreffende de toekenning van kasgeldvoorschotten aan personeelsleden voor het dienstjaar 2016.

Artikel 7 :

Deze beraadslaging op te nemen op de lijst der beraadslagingen welke aan de toezichthoudende overheid dient te worden overgemaakt.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

26 stemmers : 26 positieve stemmen.

29.09.2016/A/0017 **Redevance sur l'accès au parking souterrain de la maison communale. Abrogation.**

Le CONSEIL, réuni en séance publique,

Vu sa délibération du 13 décembre 2007, établissant une redevance sur l'accès au parking souterrain de la maison communale, approuvée par lettre du 30 janvier 2008 du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale;

Considérant que la maison communale dispose d'un parking souterrain;

Considérant que le parking souterrain de la maison communale n'est plus accessible au public;

Considérant que la gestion du parking souterrain de la maison communale se gère aujourd'hui par le service de la régie foncière sur base d'un contrat individuel de louage entre la commune d'Evere et le preneur;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale;

Vu l'article 6 § 2 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale et l'art. 1 de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 16 juillet 1998 relatif à la transmission au gouvernement des actes des autorités communales en vue de l'exercice de la tutelle administrative;

Sur la proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins;

DECIDE :

Article 1 :

D'abroger à partir du 1^{ier} novembre 2016 la délibération du Conseil Communal du 13 décembre 2007 relative au règlement-redevance sur l'accès au parking souterrain de la maison communale.

Article 2 :

De transmettre la présente délibération en double exemplaire à l'autorité de tutelle en vue de l'exercice de la tutelle générale.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
26 votants : 26 votes positifs.

**Retributie voor de toegang tot de ondergrondse parking van het gemeentehuis.
Opheffing.**

DE RAAD, vergaderd in openbare zitting;

Gelet op zijn beraadslaging dd. 13 december 2007, houdende vestiging van een retributie voor de toegang tot de ondergrondse parking van het gemeentehuis, goedgekeurd bij brief dd. 30 januari 2008 van het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Overwegende dat het gemeentehuis beschikt over een ondergrondse parking;

Overwegende dat de ondergrondse parking niet meer toegankelijk is voor het publiek;

Overwegende dat het beheer van de ondergrondse parking van het gemeentehuis tegenwoordig beheerd wordt door de dienst van het grondbedrijf op basis van een individueel huurcontract tussen de gemeente Evere en de huurder;

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op artikel 6 § 2 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en op artikel 1 van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 16 juli 1998 betreffende de overlegging aan de regering van de akten van de gemeenteoverheden met het oog op de uitoefening van het administratief toezicht;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

BESLUIT :

Artikel 1 :

De beraadslaging van de Gemeenteraad van 13 december 2007 betreffende het retributiereglement voor de toegang tot de ondergrondse parking van het gemeentehuis op te heffen vanaf 1 november 2016.

Artikel 2 :

Deze beraadslaging in tweevoud over te maken aan de toezichthoudende overheid met het oog op de uitoefening van het algemeen toezicht.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
26 stemmers : 26 positieve stemmen.

29.09.2016/A/0018 **Taxe sur le commerce ambulants. Exercices 2016 – 2020. Renouvellement.**

LE CONSEIL, réuni en séance publique;

Vu sa délibération du 25 novembre 2010, établissant pour les exercices 2011 à 2015

une taxe sur le commerce ambulant, approuvée par lettre du 20 janvier 2011 du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale;

Vu les finances communales;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale;

Vu l'article 252 de la nouvelle loi communale imposant l'équilibre budgétaire aux communes;

Vu l'ordonnance du 3 avril 2014 de la Région de Bruxelles-capitale relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales;

Considérant la nécessité de réglementer les activités sur le commerce ambulant;

Vu l'article 6 § 2 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale et l'art. 1 de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 16 juillet 1998 relatif à la transmission au Gouvernement des actes des autorités communales en vue de l'exercice de la tutelle administrative;

Sur la proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins;

DECIDE :

Article 1 :

D'adopter le règlement-taxe suivant : taxe sur le commerce ambulant.

TAXE SUR LE COMMERCE AMBULANT

I.DUREE ET ASSIETTE DE L'IMPOT

Article 1:

Il est établi à partir du cinquième jour qui suit le jour de la publication par voie d'affichage pour les exercices 2016 à 2020 une taxe communale sur le commerce ambulant au sens de l'article 2 de la loi du 25 juin 1993 sur l'exercice d'activités ambulantes et l'organisation des marchés publics.

II.REDEVABLE ET TAUX

Article 2:

La taxe est due par le commerçant ambulant.

Article 3:

La taxe est fixée comme suit :

- 8 € par jour ou fraction de jour
- 25 € par semaine
- 75 € par mois
- 600 € par an

III.DECLARATION ET MODE DE PAIEMENT

Article 4:

Le contribuable est tenu de déclarer à l'administration, au moins quinze jours ouvrables à l'avance, les éléments nécessaires à la taxation.

Article 5:

L'imposition est exigible immédiatement et est perçue au comptant. Toutefois, lorsque le paiement est éludé, le redevable est repris dans un rôle. Dans ce cas, l'assujetti recevra un avertissement – extrait de rôle, conformément à l'article 4 de la loi du 24 décembre 1996. Le recouvrement de l'imposition est poursuivi conformément aux règles relatives au recouvrement en matière d'impôt sur les revenus au profit de l'Etat.

Article 6:

A défaut de déclaration dans le délai imparti, ou en cas de fraude, de déclaration incorrecte ou imprécise, la taxe sera enrôlée d'office. Avant de procéder à la taxation d'office, les motifs de recours à cette procédure, les éléments de taxation et le montant de la taxe sont notifiés au redevable par lettre recommandée à la poste. En cas d'enrôlement d'office, la taxe sera majorée de la moitié du montant qui est dû. Le montant de cette majoration est également enrôlé.

IV. CONTENTIEUX**Article 7:**

Le redevable peut introduire une réclamation auprès du Collège des Bourgmestre et Echevins, qui agit en tant qu'autorité administrative.

Cette réclamation doit être introduite, sous peine de déchéance, dans un délai de trois mois à compter du troisième jour ouvrable suivant la date d'envoi de l'avertissement - extrait de rôle mentionnant le délai de réclamation.

Elle doit en outre, à peine de nullité, être introduite par écrit. Elle doit être motivée; elle est datée et signée par le réclamant ou son représentant et mentionne :

1. le nom, qualité, adresse ou siège du redevable à charge duquel l'imposition est établie.
2. l'objet de la réclamation et un exposé des faits et moyens.

L'introduction d'une réclamation ne dispense pas du paiement de la taxe.

Article 2 :

Cette délibération sera transmise en double exemplaire à l'autorité de tutelle en vue de l'exercice de la tutelle générale.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

26 votants : 26 votes positifs.

Belasting op de leurhandel. Dienstjaren 2016 – 2020. Hernieuwing.

DE RAAD, vergaderd in openbare zitting;

Gelet op zijn beraadslaging dd. 25 november 2010, houdende vestiging voor de dienstjaren 2011 tot 2015 van een belasting op de leurhandel, goedgekeurd bij brief dd. 20 januari 2011 van het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Gelet op de gemeentelijke financiën;

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op artikel 252 van de nieuwe gemeentewet, waarin het budgettair evenwicht aan de gemeenten wordt opgelegd;

Gelet op de ordonnantie dd. 3 april 2014 van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest betreffende de vestiging, invordering en geschillen inzake gemeentebelastingen;

Overwegende de noodzaak de activiteiten op de leurhandel te reglementeren;

Gelet op artikel 6 § 2 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratieve toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en op artikel 1 van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 16 juli 1998 betreffende de overlegging aan de regering van de akten van de gemeenteoverheden met het oog op de uitoefening van het administratieve toezicht;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

BESLUIT :

Artikel 1:

Volgend belastingreglement goed te keuren: belasting op de leurhandel.

BELASTING OP DE LEURHANDEL

I. DUUR EN GRONDSLAG VAN DE BELASTING

Artikel 1:

Er wordt vanaf de vijfde dag volgend op de dag van bekendmaking door aanplakbrief voor de dienstjaren 2016 tot 2020 een gemeentebelasting gevestigd op de leurhandel in de zin van artikel 2 van de wet van 25 juni 1993 betreffende de uitoefening van ambulante activiteiten en de organisatie van openbare markten.

II. AANSLAGVOET EN BELASTINGPLICHTIGEN

Artikel 2:

De belasting is verschuldigd door de leurhandelaar.

Artikel 3:

De belasting wordt als volgt vastgesteld :

- 8 € per dag of gedeelte ervan
- 25 € per week
- 75 € per maand
- 600 € per jaar

III. AANGIFTE EN BETALINGSWIJZE

Artikel 4:

De belastingplichtige is verplicht om de voor de aanslag noodzakelijke gegevens ter beschikking te stellen van het gemeentebestuur en dit minstens vijftien werkdagen vooraf.

Artikel 5:

De belasting is onmiddellijk eisbaar en contant betaalbaar. In geval van niet-betaling, wordt de belastingplichtige echter opgenomen in een kohier. In dit

geval zal belanghebbende een aanslagbiljet ontvangen, overeenkomstig artikel 4 van de wet van 24 december 1996. De invordering van de belasting wordt verder gezet volgens de door de wet inzake de invordering van de Rijksbelastingen op de inkomsten vastgestelde bepalingen.

Artikel 6:

Bij gebrek aan dergelijke aangifte, of ingeval van fraude of wanneer de aangifte onjuist of onvolledig is ingevuld, zal de belasting van ambtswege ingekohierd worden. Alvorens tot ambtshalve belasting over te gaan, zullen de motieven voor deze procedure, de elementen van de belasting en het bedrag medegedeeld worden aan de belastingplichtige per aangetekend schrijven bij de post. In geval van ambtshalve inkohiering, zal de belasting verhoogd worden met de helft van het verschuldigde bedrag. Het bedrag van deze verhoging wordt eveneens ingekohierd.

IV. GESCHILLEN

Artikel 7:

De belastingplichtige kan een bezwaarschrift indienen bij het College van Burgemeester en Schepenen, dat als administratieve overheid optreedt. Dat bezwaarschrift moet op straffe van verval worden ingediend binnen een termijn van drie maanden, te tellen vanaf de derde werkdag volgend op de datum van de verzending van het aanslagbiljet met vermelding van de termijn van het bezwaar. Bovendien moet het op straffe van nietigheid schriftelijk worden ingediend. Het moet met reden omkleed zijn. Het is gedateerd en ondertekend door de eiser of zijn vertegenwoordiger en vermeldt de volgende gegevens:

1. de naam, de hoedanigheid, het adres of de zetel van de belastingplichtige ten laste van wie de belasting wordt gevestigd.
 2. het voorwerp van het bezwaarschrift en een opgave van de feiten en middelen.
- De indiening van een bezwaar stelt hem echter niet vrij van de betaling van de belasting.

Artikel 2:

Deze beraadslaging zal in tweevoud worden overgemaakt aan de toezichthoudende overheid met het oog op de uitoefening van het algemene toezicht.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

26 stemmers : 26 positieve stemmen.

SECTEUR VIE CITOYENNE - SECTOR MAATSCHAPPELIJK LEVEN

29.09.2016/A/0019 **Convention de collaboration entre la commune d'Evere et l'asbl Schola ULB dans le cadre du soutien scolaire.**

Le Conseil, réuni en séance publique,

Vu la décision du Conseil communal du 24.09.2015 et du 25.02.2016 tenant approbation de la convention de collaboration entre la commune d'Evere et l'asbl Schola ULB dans le cadre du soutien scolaire;

Considérant les résultats positifs des deux semestres de l'année scolaire 2015-2016;

Vu la proposition de convention de collaboration transmise par l'asbl Schola ULB pour le premier semestre de l'année scolaire 2016-2017;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale;

Vu l'article 7 de l'ordonnance du 14.05.1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins;

Décide :

Article 1 :

D'approuver la convention de collaboration, en annexe, entre la commune d'Evere et l'asbl Schola ULB.

Article 2 :

De comptabiliser la dépense de 2.484,00€ à l'article budgétaire 30022/122-04 du budget ordinaire de l'exercice 2016.

Article 3 :

De reprendre cette délibération sur la liste des délibérations qui doit être transmise à l'autorité de la tutelle.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

26 votants : 26 votes positifs.

Samenwerkingsovereenkomst tussen de gemeente Evere en de vzw Schola ULB in het kader van de schoolondersteuning.

De Raad, vergaderd in openbare zitting,

Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van 24.09.2015 en 25.02.2016 houdende goedkeuring van de samenwerkingsovereenkomst tussen de gemeente Evere en de vzw Schola ULB in het kader van de schoolondersteuning;

Overwegende de positieve resultaten van de twee semesters van het schooljaar 2015-2016;

Gelet op het voorstel van samenwerkingsovereenkomst overgemaakt door de vzw Schola ULB voor het eerste semester van het schooljaar 2016-2017;

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op artikel 7 van de ordonnantie van 14.05.1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

Besluit :

Artikel 1 :

De samenwerkingsovereenkomst, als bijlage, tussen de gemeente Evere en de vzw Schola ULB, goed te keuren.

Artikel 2 :

De uitgave van 2.484,00€ op het begrotingsartikel 30022/122-04 van de gewone begroting voor het dienstjaar 2016 te boeken.

Artikel 3 :

Deze beraadslaging op te nemen op de lijst der beraadslagingen welke aan de toezichthoudende overheid dient te worden overgemaakt.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
26 stemmers : 26 positieve stemmen.

29.09.2016/A/0020 **GBS Everheide : adaptation du règlement scolaire.**

LE CONSEIL, réuni en séance publique,

Considérant qu'un Pouvoir organisateur qui offre un enseignement néerlandophone doit, pour toutes ses écoles fondamentales, élaborer un règlement d'école qui organise les relations entre le pouvoir organisateur et les parents;

Considérant le règlement d'école, approuvé par le conseil communal du 26.11.2015 et actuellement en vigueur;

Vu le décret de l'enseignement fondamental de la Communauté flamande du 25.02.1997 et les modifications ultérieures;

Vu le nouveau décret M (M-decreet) du 21.03.2014 relatif à des mesures nécessaires pour les élèves ayant des besoins éducatifs spécifiques qui modifie les règles d'inscription dans l'enseignement fondamental des élèves qui disposent d'un rapport donnant accès à l'enseignement spécialisé;

Vu le décret du 04.04.2014 relatif aux diverses mesures concernant le statut juridique des élèves de l'enseignement fondamental et secondaire ainsi que la participation à l'école;

Considérant les ajouts à la circulaire ministérielle du 17.06.1997 concernant le changement d'école durant l'année scolaire en cours;

Considérant les ajouts à la circulaire ministérielle du 21.12.1998 concernant l'octroi du certificat de l'enseignement fondamental;

Considérant les ajouts à la circulaire ministérielle du 10.08.2001 concernant les conditions d'admission d'élèves dans l'enseignement fondamental;

Considérant les ajouts à la circulaire ministérielle du 08.02.2002 concernant l'information lors de la première inscription et le règlement scolaire;

Considérant les ajouts à la circulaire ministérielle du 16.08.2002 concernant les absences des élèves dans l'enseignement fondamental;

Considérant les ajouts à la circulaire ministérielle du 13.07.2004 concernant le fonctionnement de la participation locale dans l'enseignement fondamental et secondaire;

Considérant les ajouts à la circulaire ministérielle du 22.06.2007 concernant le contrôle des coûts dans l'enseignement fondamental;

Considérant les ajouts à la circulaire ministérielle du 27.04.2009 concernant la déclaration d'engagement dans l'enseignement fondamental;

Considérant les ajouts à la circulaire ministérielle du 05.06.2012 concernant le droit d'inscription et les procédures d'enregistrement dans l'enseignement fondamental;

Considérant les ajouts à la circulaire ministérielle du 15.05.2014 concernant la suspension préventive, l'exclusion temporaire et définitive des élèves des écoles primaires à partir du 1.09.2014;

Considérant les ajouts à la circulaire ministérielle du 15.05.2014 concernant la transmission de dossiers d'élèves en cas de changement d'école;

Considérant les modifications à la circulaire ministérielle du 15.05.2014 concernant le doublement dans l'enseignement fondamental;

Considérant que le règlement d'école actuel, adopté par le conseil communal du 26.11.2015, ne convient plus;

Vu le modèle de règlement d'école transmis par le Secrétariat de l'Enseignement des Villes et des Communes de la Communauté flamande;

Vu la concertation au sein du personnel scolaire et les remarques de la direction;

Vu la concertation du conseil d'école du 27.06.2016;

Vu l'art. 117 de la nouvelle loi communale;

Vu l'article 6 § 2 de l'ordonnance du 14.05.1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale;

DECIDE :

Article 1 :

D'abroger le règlement actuel d'école (délibération du conseil communal du 26.11.2015) à la date du 31.08.2016.

Article 2 :

D'approuver le règlement d'école ci-joint et de le déclarer en vigueur avec effet à la date du 01.09.2016. Le projet pédagogique et la note d'accord de l'école font partie intégrante du règlement d'école.

Article 3 :

De charger la direction de l'école Everheide de remettre le règlement d'école aux parents lors de chaque inscription d'élève, qui le signeront pour approbation.

Article 4 :

De transmettre cette délibération en double exemplaire à l'autorité de tutelle en vue de l'exercice de la tutelle générale et de l'envoyer pour information au Département Education du Ministère de la Communauté flamande.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

26 votants : 26 votes positifs.

GBS Everheide : aanpassing van het schoolreglement.

DE RAAD, vergaderd in openbare zitting,

Overwegende dat een schoolbestuur dat Nederlandstalig onderwijs aanbiedt, voor elk van zijn basisscholen, een schoolreglement moet opstellen dat de betrekkingen tussen het schoolbestuur en de ouders en de leerlingen regelt;

Gelet op het huidig reglement van toepassing goedgekeurd door de gemeenteraad van 26.11.2015;

Gelet op het decreet Basisonderwijs van 25.02.1997 en de latere wijzigingen;

Gelet op het nieuw M-decreet van 21.03.2014 betreffende de maatregelen voor leerlingen met specifieke onderwijsbehoeften die de regels wijzigt voor inschrijving in het gewoon basisonderwijs voor leerlingen die beschikken over een verslag voor toegang tot het buitengewoon onderwijs;

Gelet op het decreet van 04.04.2014 houdende diverse maatregelen betreffende de rechtspositie van leerlingen in het basis- en secundair onderwijs en betreffende de participatie op school;

Overwegende de aanpassingen aan de ministeriële omzendbrief van 17.06.1997, betreffende schoolveranderen in de loop van het schooljaar;

Overwegende de aanpassingen aan de ministeriële omzendbrief van 21.12.1998, betreffende het uitreiken van het getuigschrift basisonderwijs;

Overwegende de aanpassingen aan de ministeriële omzendbrief van 10.08.2001, betreffende toelatingsvoorwaarden leerlingen in het gewoon basisonderwijs;

Overwegende de aanpassingen aan de ministeriële omzendbrief van 08.02.2002, betreffende informatie bij eerste inschrijving en schoolreglement;

Overwegende de aanpassingen aan de ministeriële omzendbrief van 16.08.2002,

betreffende afwezigheden van leerlingen in het basisonderwijs;

Overwegende de aanpassingen aan de ministeriële omzendbrief van 13.07.2004, betreffende lokale participatieregeling in het basis- en secundair onderwijs;

Overwegende de aanpassingen aan de ministeriële omzendbrief van 22.06.2007, betreffende kostenbeheersing in het basisonderwijs;

Overwegende de aanpassingen aan de ministeriële omzendbrief van 27.04.2009, betreffende de engagementsverklaring in het basisonderwijs;

Overwegende de aanpassingen aan de ministeriële omzendbrief van 05.06.2012, betreffende het inschrijvingsrecht en aanmeldingsprocedures in het basisonderwijs;

Overwegende de ministeriële omzendbrief van 15.05.2014, betreffende preventieve schorsing, tijdelijke en definitieve uitsluiting van leerlingen in het lager onderwijs vanaf 01.09.2014;

Overwegende de ministeriële omzendbrief van 15.05.2014, betreffende de overdracht van leerlingengegevens in het basisonderwijs;

Overwegende de ministeriële omzendbrief van 15.05.2014, betreffende zittenblijven in het basisonderwijs;

Overwegende dat het huidige schoolreglement, goedgekeurd door de gemeenteraad van 26.11.2015, niet langer voldoet;

Gelet op het model van schoolreglement overgemaakt door het Onderwijssecretariaat van de Steden en Gemeenten van de Vlaamse Gemeenschap;

Gelet op de besprekingen in het schoolteam en de opmerkingen van de directie;

Gelet op het overleg in de schoolraad d.d. 27.06.2016;

Gelet op het art. 117 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op artikel 6 § 2 van de ordonnantie van 14.05.1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

BESLUIT :

Artikel 1 :

Het bestaande schoolreglement (beraadslaging van de gemeenteraad van 26.11.2015) op te heffen op 31.08.2016.

Artikel 2 :

Het hierbij gevoegde schoolreglement goed te keuren en van kracht te verklaren vanaf 01.09.2016. Het pedagogisch project en de afsprakennota van de school maken integraal deel uit van het schoolreglement.

Artikel 3 :

De directie van Everheide te gelasten om het schoolreglement aan de ouders te overhandigen bij elke inschrijving en het te laten ondertekenen voor akkoord.

Artikel 4 :

Deze beraadslaging in tweevoud met het oog op de uitoefening van het algemeen toezicht aan de toezichthoudende overheid over te maken en ze toe te zenden aan het Departement Onderwijs van het Ministerie van de Vlaamse Gemeenschap, voor kennisgeving.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

26 stemmers : 26 positieve stemmen.

29.09.2016/A/0021 **Convention de collaboration entre la RSCA Foundation Constant Vanden Stock et la commune d'Evere - programme football et études.**

LE CONSEIL, réuni en séance publique,

Vu la proposition de la RSCA Foundation Constant Vanden Stock aux communes bruxelloises de lancer un programme football et études qui a comme objectif, par le biais du sport de quartier, d'améliorer les résultats scolaires;

Considérant que la lutte contre le décrochage scolaire est l'une des missions principales du service prévention;

Vu la proposition de convention de collaboration élaborée par la RSCA Foundation Constant Vanden Stock;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale;

Vu l'article 7 de l'ordonnance du 14.05.1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale;

Sur la proposition du collège des Bourgmestre et Echevins,

DECIDE :

Article 1 :

D'approuver la convention de collaboration entre la RSCA Foundation Constant Vanden Stock et la commune d'Evere, en annexe, pour la période du 01.09.2016 au 31.08.2019.

Article 2 :

De reprendre cette délibération sur la liste des délibérations qui doit être transmise à l'autorité de tutelle.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

26 votants : 26 votes positifs.

Samenwerkingsovereenkomst tussen de RSCA Foundation Constant Vanden Stock en de gemeente Evere - voetbal en studies programma.

DE RAAD, vergaderd in openbare zitting,

Gelet op het voorstel van de RSCA Foundation Constant Vanden Stock aan de Brusselse gemeenten om een voetbal en studies programma op te starten dat als doelstelling heeft de schoolresultaten door middel van buurtsport te verbeteren;

Overwegende dat de strijd tegen het schoolverzuim één van de hoofdmissies van de preventiedienst is;

Gelet op het voorstel van samenwerkingsovereenkomst uitgewerkt door de RSCA Foundation Constant Vanden Stock;

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op artikel 7 van de ordonnantie van 14.05.1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Op voorstel van het college van Burgemeester en Schepenen,

BESLUIT :

Artikel 1 :

De samenwerkingsovereenkomst tussen de RSCA Foundation Constant Vanden Stock en de gemeente Evere, als bijlage, voor de periode van 01.09.2016 tot en met 31.08.2019 goed te keuren.

Artikel 2 :

Deze beraadslaging op te nemen op de lijst der beraadslagingen welke aan de toezichthoudende overheid wordt overgemaakt.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

26 stemmers : 26 positieve stemmen.

29.09.2016/A/0022 **Fête de la Fédération Wallonie-Bruxelles du 27 septembre 2016: rétrocession d'un subside à L'Entrela Centre culturel d'Evere.**

LE CONSEIL, réuni en séance publique,

Vu le crédit de 331.899,55 € inscrit sur l'article budgétaire 762/332-02 du budget ordinaire de l'exercice 2016, accordant des subsides aux organismes au service des ménages;

Vu l'octroi par la Commission communautaire française d'un subside de 4.955,00 € à la commune pour l'organisation de la Fête de la Fédération Wallonie-Bruxelles du 27 septembre 2016;

Considérant l'opportunité de rétrocéder ce subside à L'Entrela Centre Culturel d'Evere afin de lui déléguer l'organisation des festivités;

Vu le caractère financièrement neutre pour la commune;

Vu l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale;

Sur la proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins;

DECIDE :

Article 1 :

De rétrocéder le subside de 4.955,00€ octroyé par la Commission communautaire française à L'Entrela Centre Culturel d'Evere afin d'organiser la Fête de la Fédération Wallonie-Bruxelles.

L'Entrela Centre Culturel d'Evere
Rue de Paris 43
1140 Evere
NE : 0416.184.834

Article 2 :

De comptabiliser la dépense sur l'article budgétaire 762/332-02 du budget ordinaire pour l'exercice 2016.

Article 3 :

De reprendre cette délibération sur la liste des délibérations qui doit être transmise à l'autorité de tutelle.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
26 votants : 26 votes positifs.

Feest van de Federation Wallonie-Bruxelles van 27 september 2016: wederafstand van een toelage aan L'Entrela Centre culturel d'Evere.

DE RAAD, vergaderd in openbare zitting,

Gelet op het krediet van 331.899,55€ ingeschreven op het begrotingsartikel 762/332-02 van de gewone begroting voor het dienstjaar 2016, met betrekking tot de toelagen aan de instellingen ten dienste van de gezinnen;

Gelet op de toekenning door de Franse Gemeenschapscommissie aan de gemeente van een toelage van 4.955,00 € bestemd voor de organisatie van de het feest van de Fédération Wallonie-Bruxelles van 27 september 2016;

Overwegende de mogelijkheid om wederafstand te doen van deze subsidie aan L'Entrela Centre culturel d'Evere teneinde deze te machtigen de festiviteiten te organiseren;

Gelet op het financieel neutrale karakter van die operatie voor de gemeente;

Gelet op artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

BESLUIT :

Artikel 1 :

De toelage van 4.955,00€ toegekend door de Franse Gemeenschapscommissie weder af te staan aan L'Entrela Centre Culturel d'Evere om het feest van de Fédération Wallonie-Bruxelles te organiseren.

L'Entrela Centre Culturel d'Evere
Parijsstraat 43
1140 Evere
ON: 0416.184.834

Artikel 2 :

Deze uitgave op het begrotingsartikel 762/332-02 van de gewone begroting voor het dienstjaar 2016 te boeken.

Artikel 3 :

Deze beraadslaging op te nemen op de lijst der beraadslagingen welke aan de toezichthoudende overheid dient te worden overgemaakt.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
26 stemmers : 26 positieve stemmen.

29.09.2016/A/0023 **Rétrocession d'un subside au Gemeenschapscentrum Everna pour l'organisation de Back To School.**

LE CONSEIL, réuni en séance publique,

Vu l'octroi par la Commission communautaire flamande d'un subside de 10.483,00 € à la commune pour la mise en œuvre de la politique culturelle locale;

Considérant l'opportunité de rétrocéder une partie de ce subside au Gemeenschapscentrum Everna afin de lui déléguer l'organisation de l'événement Back To School;

Vu le crédit de 331.899,55 € inscrit sur l'article budgétaire 762/332-02 du budget ordinaire de l'exercice 2016 accordant des subsides aux organismes au service des ménages;

Vu le caractère financièrement neutre pour la commune;

Vu la loi du 16.07.1973 garantissant la protection des tendances idéologiques et philosophiques;

Vu la loi du 14.11.1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale;

Vu l'article 7 de l'ordonnance du 14.05.1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale;

Sur la proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins;

DECIDE :

Article 1 :

De rétrocéder un subside de 1.500,00€ octroyé par la Commission communautaire flamande au Gemeenschapscentrum Everna pour l'organisation de l'événement Back To School.

Gemeenschapscentrum Everna vzw
30, rue St. Vincent
1140 Evere
NE : 0447.992.025

Article 2 :

De comptabiliser la dépense de 1.500,00€ sur l'article budgétaire 762/332-02 du budget ordinaire de l'exercice 2016.

Article 3 :

De reprendre cette délibération sur la liste des délibérations qui doit être transmise à l'autorité de tutelle.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
26 votants : 26 votes positifs.

Wederafstand van een toelage aan het Gemeenschapscentrum Everna voor de organisatie van Back To School.

DE RAAD, vergaderd in openbare zitting,

Gelet op de toekenning door de Vlaamse Gemeenschapscommissie aan de gemeente van een toelage van 10.483,00 € bestemd voor de uitvoering van het lokaal cultuurbeleid;

Overwegende de opportuniteit om wederafstand te doen van een deel van deze subsidie aan het Gemeenschapscentrum Everna teneinde deze te machtigen het evenement Back To School te organiseren;

Gelet op het krediet van 331.899,55€ ingeschreven op het begrotingsartikel 762/332-02 van de gewone begroting voor het dienstjaar 2016 met betrekking tot de toelagen aan de instellingen ten dienste van de gezinnen;

Gelet op het financieel neutrale karakter van die operatie voor de gemeente;

Gelet op artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

BESLUIT :

Artikel 1 :

Een toelage van 1.500,00€ toegekend door de Vlaamse Gemeenschapscommissie weder af te staan aan het Gemeenschapscentrum Everna om het evenement Back To School te organiseren.

Gemeenschapscentrum Everna vzw
St. Vincentiusstraat 30
1140 Evere
ON: 0447.992.025

Artikel 2 :

Deze uitgave op het begrotingsartikel 762/332-02 van de gewone begroting voor het dienstjaar 2016 te boeken.

Artikel 3 :

Deze beraadslaging op te nemen op de lijst der beraadslagingen welke aan de toezichthoudende overheid dient te worden overgemaakt.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
26 stemmers : 26 positieve stemmen.

29.09.2016/A/0024 **Subside GC Everna - actions multiculturelles 2016.**

LE CONSEIL, réuni en séance publique,

Vu le crédit de 342.860,00€ inscrit sur la fonction 762/332-02 du budget ordinaire de l'exercice 2016 accordant des subsides aux organismes au service des ménages;

Vu les projets relatifs aux actions multiculturelles, en annexe, pour la saison 2015-2016, présentés par le GC Everna;

Vu la loi du 16.07.1973 garantissant la protection des tendances idéologiques et philosophiques;

Vu la loi du 14.11.1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale;

Vu l'article 7 de l'ordonnance du 14.05.1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale;

Sur la proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins;

DECIDE :

Article 1 :

D'allouer un subside de 20.000,00€ au GC Everna pour la réalisation d'actions multiculturelles pour la saison 2015-2016.

Gemeenschapscentrum Everna vzw
30, rue St. Vincent
1140 Evere
NE : 0447.992.025

Article 2 :

De comptabiliser la dépense de 20.000,00€ sur l'article budgétaire 762/332-02 du budget ordinaire de l'exercice 2016.

Article 3 :

De reprendre cette délibération sur la liste des délibérations qui doit être transmise à l'autorité de tutelle.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
26 votants : 26 votes positifs.

Toelage GC Everna - multiculturele acties 2016.

DE RAAD, vergaderd in openbare zitting,

Gelet op het krediet van 342.860,00€ ingeschreven op de functie 762/332-02 van de gewone begroting voor het dienstjaar 2016 houdende toekenning van toelagen aan de instellingen ten dienste van de gezinnen;

Gelet op de projecten inzake multiculturele acties 2015-2016, als bijlagen, ingediend door het GC Everna;

Gelet op de wet van 16.07.1973 waarbij de bescherming van de ideologische en filosofische strekkingen gewaarborgd wordt;

Gelet op de wet van 14.11.1983 met betrekking tot de controle op de toelagen en het gebruik van zekere subsidies;

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op artikel 7 van de ordonnantie van 14.05.1998 houdende de regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

BESLUIT :

Artikel 1 :

Een toelage van 20.000,00€ toe te kennen aan het GC Everna voor de verwezenlijking van de multiculturele acties voor 2015-2016.

Gemeenschapscentrum Everna vzw

St. Vincentiusstraat 30
1140 Evere
ON: 0447.992.025

Artikel 2 :

De uitgave van 20.000,00€ op het begrotingsartikel 762/332-02 van de gewone begroting voor het dienstjaar 2016 te boeken.

Artikel 3 :

Deze beraadslaging op te nemen op de lijst der beraadslagingen welke aan de toezichthoudende overheid dient te worden overgemaakt.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

26 stemmers : 26 positieve stemmen.

29.09.2016/A/0025 **Subside au Gemeenschapscentrum Everna - projet Brede School - De Witlofkinderen 2016-2017.**

LE CONSEIL, réuni en séance publique,

Considérant que la Commission communautaire flamande a lancé un appel à projets "Brede School" visant le développement pérenne des enfants et des jeunes à travers des collaborations ciblées et durables;

Considérant que la commune a introduit un dossier de candidature;

Considérant que la Commission communautaire flamande a approuvé le dossier de candidature depuis le 28 juin 2012 en attribuant annuellement à la commune un subside de 50.000,00€ pour le projet "Brede school - De Witlofkinderen";

Considérant qu'il est opportun de rétrocéder ce subside au Gemeenschapscentrum Everna afin de réaliser le projet;

Vu le crédit de 50.000,00€ inscrit à la fonction 762/332-02 du budget ordinaire de l'exercice 2016, accordant des subsides aux organismes au service des ménages;

Vu le caractère financier neutre de cette opération pour la commune;

Vu la loi du 14.11.1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions;

Vu la loi du 16.07.1973 garantissant la protection des tendances idéologiques et philosophiques;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale;

Vu l'article 7 de l'ordonnance du 14.05.1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale;

DECIDE :

Article 1 :

De rétrocéder le subsidie de 50.000,00€ au Gemeenschapscentrum Everna afin de financer le projet "Brede school - De Witlofkinderen".

Gemeenschapscentrum Everna vzw
30, rue St. Vincent
1140 Evere
NE : 0447.992.025

Article 2 :

De comptabiliser cette dépense sur l'article budgétaire 762/332-02 du budget ordinaire de l'exercice 2016.

Article 3 :

De reprendre cette délibération sur la liste des délibérations qui doit être transmise à l'autorité de tutelle.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
26 votants : 26 votes positifs.

Toelage aan het Gemeenschapscentrum Everna - project Brede School - De Witlofkinderen 2016-2017.

DE RAAD, vergaderd in openbare zitting,

Overwegende dat de Vlaamse Gemeenschapscommissie een projectoproep 'Brede School' heeft uitgeschreven om zo via doelgerichte en duurzame samenwerking bij te dragen aan de brede ontwikkeling van kinderen en jongeren;

Overwegende dat de gemeente een kandidatuur dossier heeft ingediend;

Overwegende dat de Vlaamse Gemeenschapscommissie het kandidatuur dossier sinds 28 juni 2012 heeft goedgekeurd en de gemeente jaarlijks een subsidie van 50.000,00€ voor het project 'Brede School - De Witlofkinderen' toekent;

Overwegende dat het opportuun is deze toelage aan het Gemeenschapscentrum Everna af te staan om het project te realiseren;

Gelet op het krediet van 50.000,00€ ingeschreven op functie 762/332-02 van de gewone begroting voor het dienstjaar 2015, houdende toekenning van toelagen aan de instellingen ten dienste van de gezinnen;

Gelet op het financieel neutrale karakter van deze operatie voor de gemeente;

Gelet op de wet van 14.11.1983 betreffende de controle op de toekenning en op de aanwending van sommige toelagen;

Gelet op de wet van 16.07.1973 waarbij de bescherming van de ideologische en filosofische strekkingen gewaarborgd wordt;

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op artikel 7 van de ordonnantie van 14.05.1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

BESLUIT :

Artikel 1:

De toelage van 50.000,00€ aan het Gemeenschapscentrum Everna af te staan voor het financieren van het project 'Brede school - De Witlofkinderen'.

Gemeenschapscentrum Everna vzw
St. Vincentiusstraat 30 - 1140 Evere
ON: 0447.992.025

Artikel 2:

Deze uitgave op het begrotingsartikel 762/332-02 van de gewone begroting voor het dienstjaar 2016 te boeken.

Artikel 3:

Deze beraadslaging op te nemen op de lijst der beraadslagingen welke aan de toezichthoudende overheid dient te worden overgemaakt.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
26 stemmers : 26 positieve stemmen.

29.09.2016/A/0026 **Subsides au centre culturel Everna, à la Ludothèque et aux associations liées aux académies de musique.**

LE CONSEIL, réuni en séance publique,

Vu les crédits de 331.899,55€, 2.500,00€ et 16.750,00€ inscrits respectivement sur les articles budgétaires 762/332-02, 767/332-02 et 734/332-02 du budget ordinaire de l'exercice 2016, accordant des subsides aux organismes au service des ménages;

Vu la loi du 16.07.1973 garantissant la protection des tendances idéologiques et philosophiques;

Vu la loi du 14.11.1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale;

Vu l'article 7 de l'ordonnance du 14.05.1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale;

Sur proposition du collège des Bourgmestre et Echevins;

DECIDE :

Article 1 :

D'octroyer un subside de 49.252,00€ au GC Everna.

Gemeenschapscentrum Everna
Rue St Vincent, 30
1140 Evere
NE: 0447.992.025.

Article 2 :

D'octroyer un subside de 2.500,00€ à l'asbl Les Amis de la Ludothèque d'Evere.

Asbl Les Amis de la Ludothèque d'Evere
Sq. S. Hoedemaekers, 10
1140 Evere
NE : 0861.109.382.

Article 3 :

D'octroyer un subside de 7.500,00€ à l'asbl Les Amis de l'Académie de Musique d'Evere.

Asbl Les Amis de l'Académie de Musique d'Evere
Rue E. Stuckens, 125
1140 Evere
NE : 0435.168.526.

Article 4 :

D'octroyer un subside de 3.750,00€ à l'association de fait Vriendenkring Academie Evere.

Mme Haelvoet Ingrid
Vriendenkring Academie
E. Stuckensstraat, 125
1140 Evere

Article 5 :

D'octroyer un subside de 5.500,00€ à l'asbl Les Amis de l'Académie de Musique d'Evere à titre de participation à la réalisation du projet « Concerts classiques saison 2016 ».

Asbl Les Amis de l'Académie de Musique d'Evere
Rue E. Stuckens, 125
1140 Evere
NE : 0435.168.526

Article 6 :

De comptabiliser les dépenses sur les articles budgétaires 762/332-02 (art. 1) - 767/332-02 (art. 2) - 734/332-02 (art. 3, 4 et 5) du budget ordinaire de l'exercice 2016.

Article 7 :

De reprendre cette délibération sur la liste des délibérations qui doit être transmise à

l'autorité de tutelle.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

26 votants : 26 votes positifs.

Toelagen aan het gemeenschapscentrum Everna, de Ludotheek en aan de verenigingen verbonden aan de muziekcademies.

DE RAAD, vergaderd in openbare zitting,

Gelet op de kredieten van 331.899,55€, 2.500,00€ en 16.750,00€ respectievelijk ingeschreven op de begrotingsartikelen 762/332-02, 767/332-02 en 734/332-02 van de gewone begroting voor het dienstjaar 2016, houdende de toekenning van toelagen aan de instellingen ten dienste van de gezinnen;

Gelet op de wet van 16.07.1973 waarbij de bescherming van de ideologische en filosofische strekkingen gewaarborgd wordt;

Gelet op de wet van 14.11.1983 betreffende de controle op de toekenning en op de aanwending van sommige toelagen;

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op artikel 7 van de ordonnantie van 14.05.1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Op voorstel van het college van Burgemeester en Schepenen;

BESLUIT :

Artikel 1 :

Een toelage van 49.252,00€ toe te kennen aan het GC Everna.

Gemeenschapscentrum Everna
St Vincentiusstraat, 30
1140 Evere
ON: 0447.992.025.

Artikel 2 :

Een toelage van 2.500,00€ toe te kennen aan de vzw Les Amis de la Ludothèque d'Evere.

Vzw Les Amis de la Ludothèque d'Evere
S. Hoedemaekerssquare, 10
1140 Evere
ON: 0861.109.382.

Artikel 3 :

Een toelage van 7.500,00€ toe te kennen aan de vzw Les Amis de l'Académie de Musique d'Evere.

Vzw Les Amis de l'Académie de Musique d'Evere
E. Stuckensstraat, 125
1140 Evere
ON: 0435.168.526.

Artikel 4 :

Een toelage van 3.750,00 € toe te kennen aan de feitelijke vereniging Vriendenkring Academie Evere.

Mevr Haelvoet Ingrid
Vriendenkring Academie Evere
E. Stuckensstraat, 125
1140 Evere

Artikel 5 :

Een toelage van 5.500,00€ toe te kennen aan de vzw Les Amis de l'Académie de Musique d'Evere in het kader van de realisatie van het project "Concerts classiques saison 2016".

Vzw Les Amis de l'Académie de Musique d'Evere
E. Stuckensstraat, 125
1140 Evere
ON: 0435.168.526

Artikel 6 :

Deze uitgaven op de begrotingsartikelen 762/332-02 (art. 1) - 767/332-02 (art. 2) - 734/332-02 (art. 3, 4 en 5) van de gewone begroting voor het dienstjaar 2016 te boeken.

Artikel 7 :

Deze beraadslaging op te nemen op de lijst der beraadslagingen welke aan de toezichthoudende overheid dient te worden overgemaakt.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
26 stemmers : 26 positieve stemmen.

29.09.2016/A/0027 **Subsides au centre culturel d'Evere L'Entrela.**

LE CONSEIL, réuni en séance publique,

Vu le crédit de 342.860,00€ inscrit sur la fonction 762/332-02 du budget ordinaire de l'exercice 2016, accordant des subsides aux organismes au service des ménages;

Vu le contrat-programme 2009-2012 du Centre culturel d'Evere, conclu entre la Commune d'Evere, l'asbl Centre culturel d'Evere, la Communauté française et la Commission communautaire française (approuvé par le Conseil communal du 25.03.2010);

Vu l'avenant n° 3 au contrat-programme du Centre culturel d'Evere L'Entrela', ayant pour objet la prolongation de celui-ci jusqu'au 31.12.2018;

Vu la convention du 27.06.2002 entre la Commune d'Evere, l'asbl Centre culturel d'Evere et le CPAS d'Evere, relative aux cours d'alphabétisation et à la coordination des écoles de devoirs;

Vu la loi du 16.07.1973 garantissant la protection des tendances idéologiques et philosophiques;

Vu la loi du 14.11.1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale;

Vu l'article 7 de l'ordonnance du 14.05.1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale;

Sur proposition du collège des Bourgmestre et Echevins;

DECIDE :

Article 1 :

D'octroyer un subside de 176.004,00€ à l'asbl Centre culturel d'Evere - L'Entrela', selon la répartition suivante :

- 138.504,00€ : contrat programme avenant n° 3
- 18.000,00€ : frais de fonctionnement cours d'alphabétisation
- 19.500,00€ : frais de personnel coordination écoles de devoirs

Asbl Centre culturel d'Evere - L'Entrela'

Rue de Paris 43

1140 Evere

NE : 0416.184.834

Article 2 :

De comptabiliser la dépense sur la fonction 762/332-02 du budget ordinaire de l'exercice 2016.

Article 3 :

De reprendre cette délibération sur la liste des délibérations qui doit être transmise à l'autorité de tutelle.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

26 votants : 26 votes positifs.

Toelagen aan het cultureel centrum van Evere L'Entrela.

DE RAAD, vergaderd in openbare zitting,

Gelet op het krediet van 342.860,00€ ingeschreven op het functie 762/332-02 van de gewone begroting voor het dienstjaar 2016, houdende de toekenning van toelagen aan

de instellingen ten dienste van de gezinnen;

Gelet op het programmacontract 2009-2012 van het Centre culturel d'Evere, afgesloten tussen de Gemeente Evere, de vzw Centre culturel d'Evere, de Franse Gemeenschap en de Franse Gemeenschapscommissie (goedgekeurd door de Gemeenteraad dd. 25.03.2010);

Gelet op het aanhangsel nr 3 dat dit programmacontract van het Centre culturel d'Evere - L'Entrela verlengt tot 31.12.2018;

Gelet op de overeenkomst dd. 27.06.2002 tussen de Gemeente Evere, de vzw Centre culturel d'Evere en het OCMW van Evere betreffende de alfabetiseringscursussen en de coördinatie van de huiswerkklassen;

Gelet op de wet van 16.07.1973 waarbij de bescherming van de ideologische en filosofische strekkingen gewaarborgd wordt;

Gelet op de wet van 14.11.1983 betreffende de controle op de toekenning en op de aanwending van sommige toelagen;

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op artikel 7 van de ordonnantie van 14.05.1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Op voorstel van het college van Burgemeester en Schepenen;

BESLUIT :

Artikel 1 :

Een toelage van 176.004,00€ toe te kennen aan de vzw Centre culturel d'Evere - L'Entrela, volgens de volgende verdeling:

- 138.504,00€ : programmacontract nr 3
- 18.000,00€ : werkingskosten alfabetiseringscursussen
- 19.500,00€ : personeelkosten coördinatie huiswerkklassen

Vzw Centre culturel d'Evere - L'Entrela
Parijsstraat 43
1140 Evere
ON : 0416.184.834

Artikel 2 :

Deze uitgaven op de functie 762/332-02 van de gewone begroting voor het dienstjaar 2016 te boeken.

Artikel 3 :

Deze beraadslaging op te nemen op de lijst der beraadslagingen welke aan de toezichthoudende overheid dient te worden overgemaakt.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
26 stemmers : 26 positieve stemmen.

29.09.2016/A/0028 **Subside en faveur de la commune de Oued Essafa dans le cadre de la Coopération Internationale Communale.**

LE CONSEIL, réuni en scéance publique;

Vu l'arrêté royal du 4 novembre 2014 octroyant un subside à l'asbl Association de la Ville et de Communes de la Région de Bruxelles-Capitale (AVCB) pour le financement du Programme 2014-2016 de Coopération Internationale Communale;

Vu le partenariat depuis 2010 entre la commune d'Evere et la commune de Oued Essafa dans le cadre la Coopération Internationale Communale;

Vu le Plan Opérationnel Annuel élaboré en concertation avec les instances de la commune de Oued Essafa;

Vu le crédit inscrit à l'article budgétaire 150/332-02 du budget ordinaire de l'exercice 2016 concernant les subsides octroyés aux associations de type Solidarité entre les peuples;

Vu que ce subside a bien été prévu au budget ordinaire de l'exercice 2016;

Vu la loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de subventions;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale;

Vu l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale;

Sur la proposition du collège des Bourgmestre et Echevins;

DECIDE :

Article 1 :

D'allouer un subside de 26.501,40€ à la commune de Oued Essafa.

Article 2 :

De comptabiliser cette dépense sur l'article budgétaire 150/332-02 du budget ordinaire de 2016.

Article 3 :

De reprendre cette délibération sur la liste des délibérations qui doit être transmise à l'autorité de tutelle.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

26 votants : 26 votes positifs.

Subsidie ten gunste van de gemeente Oued Essafa in het kader van de Gemeentelijke Internationale Samenwerking.

DE RAAD, vergaderd in openbare zitting;

Gelet op het koninklijk besluit van 4 november 2014 houdende toekenning van een subsidie aan de vzw Vereniging van de Stad en de Gemeenten van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest (VSGB) voor de financiering van het Programma 2014-2016 van Gemeentelijke Internationale Samenwerking;

Gelet op het partnerschap sinds 2010 tussen de gemeente Evere en de gemeente Oued Essafa in het kader van de Gemeentelijke Internationale Samenwerking;

Gelet op de Operationeel Jaarplan 2016 opgemaakt in overleg met de instanties van de gemeente Oued Essafa;

Gelet op het krediet ingeschreven op het begrotingsartikel 150/332-02 van de gewone begroting voor het dienstjaar 2016, houdende toekenning van subsidies aan verenigingen type Solidariteit tussen de volkeren;

Gelet op het feit dat deze subsidie voorzien werd in de gewone begroting voor het dienstjaar 2016;

Gelet op de wet van 14 november 1983 betreffende de controle op de toekenning en op de aanwending van sommige toelagen;

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Op voorstel van het college van Burgemeester en Schepenen;

BESLUIT :

Artikel 1 :

Een subsidie van 26.501,40€ aan de gemeente Oued Essafa toe te kennen.

Artikel 2 :

Deze uitgave op het begrotingsartikel 150/332-02 voor het dienstjaar 2016 te boeken.

Artikel 3 :

Deze beraadslaging op te nemen op de lijst der beraadslagingen welke aan de toezichthoudende overheid dient te worden overgemaakt.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

26 stemmers : 26 positieve stemmen.

Marc Bondu quitte la séance / verlaat de zitting

LE CONSEIL, réuni en séance publique,

Vu la Nouvelle loi communale, notamment les articles 134 et 135, §2;

Considérant le niveau de menace OCAM 3;

Considérant que des mesures doivent être prises afin de limiter le risque dans les écoles situées sur le territoire de Evere;

Vu l'ordonnance de police prise par le Bourgmestre le 30.08.2016 qui limite l'accès aux établissements scolaires et impose un contrôle d'accès;

Vu les articles 117 et 119 de la Nouvelle loi communale;

Vu l'article 6 § 2 de l'ordonnance du 14.05.1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale;

Sur la proposition du collège des Bourgmestre et Echevins,

DECIDE :

Article 1 :

De confirmer l'ordonnance de police du 30.08.2016, en annexe, prise par le Bourgmestre.

Article2 :

De transmettre cette délibération en double exemplaire à l'autorité de tutelle en vue de l'exercice de la tutelle générale.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

25 votants : 25 votes positifs.

Bekrachtiging van een politieverordening genomen door Burgemeester.

DE RAAD, vergaderd in openbare zitting,

Gelet op de Nieuwe gemeentewet, inzonderheid artikels 134 en 135, §2;

Overwegende het dreigingniveau OCAD 3;

Overwegende dat maatregelen dienen genomen te worden om het risico te beperken in de scholen die zich op het grondgebied van Evere bevinden;

Gelet op de politieverordening genomen door Burgemeester op 30.08.2016 die de toegang tot de scholen beperkt en de toegangcontrole oplegt;

Gelet op artikels 117 en 119 van de Nieuwe gemeentewet;

Gelet op artikel 6 § 2 van de ordonnantie van 14.05.1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Op voorstel van het college van Burgemeester en Schepenen,

BESLUIT :

Artikel 1 :

De politieverordening van 30.08.2016, als bijlage, genomen door Burgemeester te bekrachtigen.

Artikel 2 :

Deze beraadslaging in tweevoud met het oog op de uitoefening van het algemeen toezicht aan de toezichthoudende overheid over te maken.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

25 stemmers : 25 positieve stemmen.

29.09.2016/A/0030 **Ordonnance de police relative aux activités indoor et outdoor.**

LE CONSEIL, réuni en séance publique,

Vu la Nouvelle loi communale, notamment les articles 119 et 135, §2;

Vu la loi sur la fonction de police du 5 août 1992, notamment les articles 14 et 22;

Vu les rapports d'évaluation de la menace terroriste établis par l'OCAM (Organe de Coordination pour l'Analyse de la Menace) et notamment la dernière évaluation du 22 août 2016 fixant le niveau de la menace 3 (grave) pour la Belgique;

Considérant que les communes ont pour mission de faire jouir les habitants des avantages d'une bonne police, notamment, de la propreté, de la salubrité, de la sûreté et de la tranquillité publique dans les rues, lieux et édifices;

Considérant, compte tenu du niveau de menace 3 (grave) décrété par l'OCAM, que des mesures de sécurité renforcée doivent être prises dans la mesure où des actions terroristes sont possibles et vraisemblables;

Qu'il convient, en conséquence, de prendre des mesures afin de limiter le risque lors des activités indoor et outdoor ouvertes au public sur le territoire de la commune;

Considérant, par conséquent qu'il existe un risque sérieux pour la sécurité des personnes;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale;

Vu l'article 6 § 2 de l'ordonnance du 14.05.1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale;

Sur la proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins;

DECIDE :

Article 1 :

Les activités indoor et outdoor ouvertes au public ne sont autorisées que moyennant la prise de mesures de sécurité adéquates par les organisateurs.

Article 2 :

Dans le cas où les mesures prises ne sont pas suffisantes, une interdiction immédiate pourra être mise en œuvre par les autorités.

Article 3 :

La zone de police Bruxelles Nord est chargée de l'exécution de la présente ordonnance.

Article 4 :

Un recours contre la présente ordonnance peut-être introduite par voie de requête au Conseil d'Etat, rue de la Science 33 à 1040 Bruxelles, dans un délai de 60 jours à partir de l'affichage.

Article 5 :

De transmettre cette délibération en double exemplaire à l'autorité de tutelle en vue de l'exercice de la tutelle générale.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
25 votants : 25 votes positifs.

Politieverordening betreffende de indoor en outdoor activiteiten.

DE RAAD, vergaderd in openbare zitting,

Gelet op de Nieuwe gemeentewet, inzonderheid artikels 119 en 135, §2;

Gelet op de wet op het politieambt van 5 augustus 1992, inzonderheid artikels 14 en 22;

Gelet op de evaluatieverslagen van inzake terreurdreiging opgesteld door het OCAD (Coördinatieorgaan voor de Dreigingsanalyse) en meer bepaald de laatste evaluatie van 22 augustus 2016 tot vaststelling van een dreigingsniveau 3 (ernstig) voor België;

Overwegende dat de gemeenten tot taak hebben te voorzien, ten behoeve van de inwoners, in een goede politie, met name over de zindelijkheid, de gezondheid, de veiligheid en rust op openbare wegen en plaatsen en in openbare gebouwen;

Overwegende dat er, rekening houdend met het dreigingsniveau OCAD 3 (ernstig), versterkte veiligheidsmaatregelen genomen moeten worden in de mate waarin terreuracties mogelijk en waarschijnlijk zijn;

Dat er dientengevolge maatregelen genomen dienen te worden om het risico te beperken tijdens indoor en outdoor voor het publiek toegankelijke activiteiten op het grondgebied van de gemeente;

Overwegende dat er bijgevolg een ernstig risico bestaat voor de veiligheid van personen;

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op artikel 6 § 2 van de ordonnantie van 14.05.1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

BESLUIT :

Artikel 1 :

De voor publiek toegankelijke indoor en outdoor activiteiten zijn enkel toegelaten mits de organisatoren adequate veiligheidsmaatregelen nemen.

Artikel 2 :

Ingeval de veiligheidsvoorwaarden niet voldoende zijn, zal een verbod door de autoriteiten ingesteld kunnen worden.

Artikel 3 :

De politiezone Brussel Noord is belast met de uitvoering van huidige verordening.

Artikel 4 :

Een beroep tegen deze verordening kan bij verzoekschrift worden ingediend bij de Raad van State, Wetenschapsstraat 33 te 1040 Brussel, binnen de 60 dagen vanaf de aanplakking.

Artikel 5 :

Deze beraadslaging in tweevoud met het oog op de uitoefening van het algemeen toezicht aan de toezichthoudende overheid over te maken.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

25 stemmers : 25 positieve stemmen.

SECTEUR TRAVAUX PUBLICS - SECTOR OPENBARE WERKEN

29.09.2016/A/0031 **Modification 2016-1 du règlement complémentaire de Police de la circulation routière.**

Le Conseil, réuni en séance publique,

Vu la loi relative à la police de la circulation routière coordonnée par l'Arrêté royal du 16 mars 1968, et ses modifications ultérieures;

Vu le règlement général sur la police de la circulation routière; A.R. du 1 décembre 1975;

Vu l'arrêté ministériel fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière; A.M. du 11 octobre 1976;

Vu la circulaire ministérielle relative aux règlements complémentaires et au placement de la signalisation routière du 14 novembre 1997;

Vu sa délibération du 13 novembre 1981, arrêtant le règlement complémentaire sur la police de la circulation routière, modifié le 29 février 1984, le 19 novembre 1984, le 27 février 1986, le 28 juin 1990, le 22 décembre 1994, le 23 avril 1998, le 24 février 2000, le 29 avril 2004, le 25 novembre 2004, le 24 mars 2005, le 22 décembre 2005, le 1 mars 2007, le 26 avril 2007, le 24 janvier 2008, le 23 octobre 2008, le 25 mars 2010, le 29 avril 2010, le 25 novembre 2010, le 31 mai 2012, le 29 novembre 2012, le 19 juin 2014, le 27 novembre 2014 et le 24 septembre 2015;

Vu l'article 6 § 2 de l'ordonnance du 14 mai 1998, organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale et l'article 1 de l'arrêté du gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 16 juillet 1998 relatif à la transmission au gouvernement des actes des autorités communales en vue de l'exercice de la tutelle administrative;

Vu l'ordonnance du 3 avril 2014 relative aux règlements complémentaires sur la circulation routière et sur la pose et le coût de la signalisation routière;

Vu les articles 117, 119 et 133, alinéa 2 et 135, §2 de la nouvelle loi communale;

Considérant qu'il est opportun de créer à la hauteur du n° 865 de la chaussée de Louvain un passage pour piétons supplémentaire (voir croquis en annexe) étant donné que la distance est trop importante vis-à-vis des autres passages pour piétons et que les piétons traversent la voie carrossable sans protection;

Vu le courrier du 30 décembre 2011 de la commune au Service Public Régional de Bruxelles avec la demande de créer à cet endroit un passage pour piétons;

Vu le courrier du 7 février 2012 du Service Public Régional de Bruxelles avec la confirmation que la demande était pertinente et qu'une étude serait lancée;

Vu le rappel par courrier du 3 décembre 2015 de la commune d'Evere au Service Public Régional de Bruxelles avec l'avertissement que si la commune n'aurait pas de nouvelle concernant le passage pour piétons avant le 31 janvier 2016, la commune procéderait elle-même à la réalisation du passage pour piétons;

Vu le courrier de la commune du 9 mars 2016 au Ministre Pascal Smet avec la demande de dresser conformément à l'article 5 de l'ordonnance du 3 avril 2014 relative aux règlements complémentaires sur la circulation routière et sur la pose et le coût de la signalisation routière, un règlement complémentaire concernant le passage pour piétons;

Considérant que la commune d'Evere n'a pas reçu de réponse à ce courrier;

Sur la proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins;

DECIDE :

ARTICLE 1 :

Le règlement général complémentaire sur la police de la circulation routière relatif aux voiries communales, arrêté le 13 novembre 1981 et modifié le 29 février 1984, le 19 novembre 1984, le 27 février 1986, le 28 juin 1990, le 22 décembre 1994, le 23 avril 1998, le 24 février 2000, le 29 avril 2004, le 25 novembre 2004, le 24 mars 2005, le 22 décembre 2005, le 1 mars 2007, le 26 avril 2007, le 24 janvier 2008, le 23 octobre 2008, le 25 mars 2010, le 29 avril 2010, le 25 novembre 2010, le 31 mai 2012, le 29 novembre 2012, le 19 juin 2014, le 27 novembre 2014 et le 24 septembre 2015 est modifié comme suit :

Chapitre IV : Canalisation de la circulation.

Article 18.F. Des passages pour piétons sont délimités aux endroits suivants:

Conformément au plan joint, et conformément à l'article 76.3 de l'A.M. du 11 octobre 1976 un passage pour piétons est peint à la hauteur du bâtiment n° 865 de la chaussée de Louvain.

Comme mesures accessoires, des deux côtés de la voirie :

- et conformément à l'article 77.4 sur une longueur de 5,00m des zones d'évitement seront peintes,
- des panneaux de signalisation A21 seront installés.

ARTICLE 2 :

Le présent règlement sera soumis pour approbation au Ministre régional de la Mobilité et des Travaux Publics et à la Commission Consultative de la Circulation Routière.

ARTICLE 3 :

Après approbation de cette mesure, la commune demandera au Service Public Régional de Bruxelles compétant d'exécuter les travaux de signalisation dans les deux mois. Si les travaux ne sont pas exécutés une demande d'intervention sera demandée au Ministre régional compétent.

Si les travaux ne sont pas exécutés par le Service Public Régional de Bruxelles, la commune d'Evere exécutera les travaux elle-même et les frais seront récupérés auprès du Service Régional de Bruxelles.

ARTICLE 4 :

La présente délibération sera transmise en double exemplaire à l'autorité de tutelle en vue de l'exercice de la tutelle générale.

Le point est retiré de l'ordre du jour.

25 votants : 25 votes positifs.

Wijziging 2016-1 van het aanvullend algemeen Politierglement van het wegverkeer.

DE RAAD, vergaderd in openbare zitting,

Gelet op de wet betreffende de politie van het wegverkeer gecoördineerd door het Koninklijk Besluit van 16 maart 1968, en haar latere wettelijke aanpassingen;

Gelet op het algemene reglement op de politie van het wegverkeer; K.B. van 1 december 1975;

Gelet op het ministeriële besluit houdende vaststelling van de minimumafmetingen en de bijzondere plaatsingvoorwaarden van de verkeerstekens; M.B. van 11 november 1976;

Gelet op de ministeriële omzendbrief betreffende de bijkomende reglementen en de plaatsing van de verkeerstekens van 14 november 1997;

Gelet op haar beslissing van 13 november 1981 houdende de vaststelling van het algemeen aanvullend reglement op de politie van het wegverkeer, gewijzigd op 29 februari 1984, 19 november 1984, 27 februari 1986, 28 juni 1990, 22 december 1994, 23 april 1998, 24 februari 2000, 29 april 2004, 25 november 2004, 24 maart 2005, 22 december 2005, 1 maart 2007, 26 april 2007, 24 januari 2008, 23 oktober 2008, 25 maart 2010, 29 april 2010, 25 november 2010, 31 mei 2012, 29 november 2012, 19 juni 2014, 27 november 2014 en 24 september 2015;

Gelet op artikel 6 § 2 van de ordonnantie van 14 mei 1998, houdende regeling van het administratieve toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en op artikel 1 van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 16 juli 1998 betreffende de overlegging aan de regering van de akten van de gemeenteverhuden met het oog op de uitoefening van het administratieve toezicht;

Gelet op de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de aanvullende reglementen op het wegverkeer en de plaatsing en bekostiging van het verkeersteken;

Gelet op de artikels 117, 119 en 133, alinea 2 en 135, §2 van de nieuwe gemeentewet;

Overwegend dat het wenselijk is ter hoogte van de Leuvensesteenweg nr 865 een bijkomende oversteekplaats voor de voetgangers te maken (zie bijgevoegde schets) vermits de afstand tot de andere oversteekplaatsen te belangrijk is en de voetgangers zonder bescherming de rijweg oversteken;

Gelet de brief van 30 december 2011 van de gemeente Evere aan de Gewestelijke Overheidsdienst Brussel met het verzoek om op deze plaats een oversteekplaats voor voetgangers te voorzien;

Gelet het antwoord van 7 februari 2012 van de Gewestelijke Overheidsdienst Brussel met de bevestiging dat het verzoek relevant is en dat een studie zal gelanceerd worden;

Gelet de herinnering per brief van 3 december 2015 van de gemeente Evere aan de Gewestelijke Overheidsdienst Brussel met de verwittiging dat indien de gemeente voor 31 januari 2016 geen nieuws betreffende de oversteekplaats zou ontvangen hebben, de gemeente zelf zou overgaan tot het realiseren van de oversteekplaats;

Gelet de brief van de gemeente van 9 maart 2016 aan Minister Smet Pascal met de vraag om, in overeenstemming met het artikel 5 van de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de aanvullende reglementen op het wegverkeer en de plaatsing en bekostiging van het verkeersteken, een aanvullend reglement betreffende de oversteekplaats op te maken;

Overwegend dat de gemeente Evere geen antwoord heeft gekregen op deze brief;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

BESLUIT :

ARTIKEL 1 :

Het algemeen aanvullend reglement op de politie van het wegverkeer betreffende de gemeentewegen, vastgesteld op 13 november 1981 en gewijzigd op 29 februari 1984, 19 november 1984, 27 februari 1986, 28 juni 1990, 22 december 1994, 23 april 1998, 24 februari 2000, 29 april 2004, 25 november 2004, 24 maart 2005, 22 december 2005, 1 maart 2007, 26 april 2007, 24 januari 2008, 23 oktober 2008, 25 maart 2010, 29 april 2010, 25 november 2010, 31 mei 2012, 29 november 2012, 19 juni 2014, 27 november 2014 en 24 september 2015 wordt als volgt gewijzigd:

Hoofdstuk IV: Kanaliseren van het verkeer.

Artikel 18.F. Oversteekplaatsen voor voetgangers worden afgebakend op de volgende plaatsen:

In overeenstemming met het bijgevoegd plan, en in overeenstemming met het artikel 76.3 van het M.B. van 11 oktober 1976 wordt een oversteekplaats geschilderd ter hoogte van het gebouw nr 865 Leuvensesteenweg.

Als bijkomende maatregel wordt langs weerszijden van de weg :

- en in overeenstemming met het artikel 77.4 over een lengte van 5,00m verdrijfsvakken geschilderd,
- signalisatieborden A21 geplaatst.

ARTIKEL 2 :

Dit reglement zal ter goedkeuring voorgelegd worden aan de gewestelijke Minister van de Mobiliteit en de Openbare Werken en aan de Raadgevende Commissie voor het Wegverkeer.

ARTIKEL 3 :

Na goedkeuring van de maatregel zal de gemeente Evere aan de bevoegde Gewestelijke Overheidsdienst Brussel vragen om de signalisatiewerken binnen de twee maanden uit te voeren. Indien de werken niet worden uitgevoerd zal een tussenkomst van de bevoegde gewestelijke Minister gevraagd worden.

Indien de werken niet uitgevoerd worden door de bevoegde Gewestelijke Overheidsdienst Brussel zal de gemeente Evere de signalisatiewerken uitvoeren en de kosten recupereren bij het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

ARTIKEL 4 :

Deze beraadslaging zal in tweevoud overgemaakt worden aan de toezichhoudende overheid met het oog op de uitoefening van het algemene toezicht.

Het punt wordt van de dagorde geschrapt.

25 stemmers : 25 positieve stemmen.

29.09.2016/A/0032 **Agence de stationnement - Convention concernant l'utilisation d'un logiciel pour la gestion des cartes de dérogations.**

LE CONSEIL, réuni en séance publique;

Vu la concession de service public, approuvé par le Conseil communal du 25 novembre 2004, et les avenants approuvés par les Conseils communaux du 24 janvier 2008, du 27 novembre 2008, du 24 octobre 2013 et du 4 avril 2014, entre la commune d'Evere, l'Agence du stationnement de la Région de Bruxelles-Capitale et la s.a. Rauwers-Contrôle;

Vu l'article 29, 5°, de l'Ordonnance du 22 janvier 2009 portant organisation de la politique du stationnement et création de l'Agence de stationnement de la Région de Bruxelles-Capitale, l'Agence assure « la gestion et le contrôle de l'exécution de la politique du stationnement sur les voiries dont elle est en charge, en ce compris la perception des redevances de stationnement »;

Vu l'article 45 de l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 18 juillet 2013 relatif aux zones de stationnement réglementées et aux cartes de dérogation : « L'Agence du stationnement met en place un système informatisé de gestion des cartes de dérogation, accessible aux communes contre paiement afin d'en contrôler l'utilisation, le suivi et les abus »;

Considérant que suite à un marché public lancé par l'Agence de stationnement l'entreprise Mobile-For, Kardinaal Mercierlaan, 9090 Melle, numéro d'entreprise 0881 959 533, a été désignée pour le « Logiciel de contrôle de l'utilisation et de la délivrance de cartes de dérogations ».

Considérant qu'en exécution de la réglementation et du cahier des charges, l'Agence de stationnement agit en tant que centrale d'achat, conformément à l'article 2, 4°, de la Loi du 15 juin 2006, au profit de toutes les communes qui souhaitent y adhérer;

Vu la décision de l'Agence de stationnement de mettre à partir du 1 mars 2016 de mettre le logiciel de Mobile-For gratuitement à la disposition des communes;

Considérant que le logiciel Mobile-For permet entre autre :

- de prévenir les possesseurs d'une carte de riverain quand leur carte s'expire;
- d'échanger des données avec l'Agence de stationnement;
- est capable d'assimiler la future sectorisation.

Considérant que l'acquisition du logiciel SIGMAX reviendrait au coût de +- 4.900,00€ par an, et vu que ce logiciel est uniquement utile pour des communes qui gèrent eux-mêmes le contrôle du stationnement en domaine public;

Sur la proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins;

DECIDE :

Article 1 :

D'approuver la convention pour que l'Agence de stationnement délivre à la commune d'Evere le logiciel de Mobile-For concernant le contrôle de l'utilisation et de la délivrance de cartes de dérogations.

Article 2 :

De ne pas acquérir le logiciel SIGMAX.

Article 3 :

Cette délibération sera transmise en double exemplaire à l'autorité de tutelle en vue de l'exercice de la tutelle générale.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

25 votants : 25 votes positifs.

Parkeeragentschap - Conventie betreffende het gebruik van een software voor het beheer van vrijstellingskaarten.

DE RAAD, vergaderd in openbare zitting;

Gelet op de concessie van openbare dienst, goedgekeurd door de gemeenteraad van 25 november 2004 en zijn wijzigingen goedgekeurd door de gemeenteraden van 24 januari 2008, 27 november 2010, 24 oktober 2013 en 4 april 2014, tussen de gemeente Evere, het parkeeragentschap van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en Rauwers-Controle;

Gelet op het artikel 29, 5°, van de Ordonnantie van 22 januari 2009 houdende de organisatie van het parkeerbeleid en de oprichting van het Brussels Hoofdstedelijk parkeeragentschap, staat het Agentschap in voor “het beheer en de controle van de uitvoering van het parkeerbeleid op de wegen waarvoor het verantwoordelijk is, met inbegrip van de inning van de parkeerboetes”;

Gelet op het artikel 45 van het Besluit van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 18 juli betreffende de gereglementeerde parkeerzones en vrijstellingskaarten: “Het parkeeragentschap zorgt voor een geïnformatiseerd beheerssysteem van de vrijstellingskaarten, dat tegen betaling toegankelijk is voor de gemeenten, en dat tot doel heeft het gebruik, het toezicht en het misbruik te controleren”;

Overwegende dat als gevolg van een openbare aanbesteding gelanceerd door het parkeeragentschap het bedrijf Mobile-For, Kardinaal Mercierlaan 1A, 9090 Melle, ondernemingsnummer 0881 959 533, aangeduid is voor de “Software voor de controle van het gebruik en de uitreiking van vrijstellingskaarten”;

Overwegende dat in uitvoering van de reglementering en het bestek, het Parkeeragentschap optreedt als aankoopcentrale in overeenstemming met artikel 2, 4° van de wet van 15 juni 2006, ten gunste van alle gemeenten die zich erbij willen aansluiten;

Gelet op de beslissing van het parkeeragentschap op vanaf 1 maart 2016 de software van Mobile-For gratis ter beschikking te stellen van de gemeenten;

Overwegende dat de software van Mobile-For onder andere toelaat om:

- de bezitters van bewonerskaarten te verwittigen wanneer hun parkeerkaart ten einde loopt;

- gegevens uit te wisselen met het Parkeeragentschap;
- in staat is om de toekomstige sectorisatie te verwerken.

Overwegende dat de aanschaf van het programma SIGMAX een kostprijs van +- 4.900,00€ per jaar zou bedragen, en aangezien dit programma uitsluitend bruikbaar is door gemeenten die zelf de controles op het parkeren in het openbare domein beheren;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

BESLUIT :

Artikel 1 :

De overeenkomst voor het leveren door het Parkeeragentschap aan de gemeente Evere van de software van het bedrijf Mobile-For voor de controle van het gebruik en de levering van vrijstellingskaarten goed te keuren.

Artikel 2 :

Het programma SIGMAX niet aan te kopen.

Artikel 3 :

Deze beslissing zal in tweevoud worden overgemaakt aan de toezichthoudende overheid met het oog op de uitoefening van het algemene toezicht.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

25 stemmers : 25 positieve stemmen.

29.09.2016/A/0033 **Convention relative à l'octroi d'une subvention PEB (performance énergétique des bâtiments) octroyée à la commune d'Evere par l'IBGE (Institut Bruxellois pour la gestion de l'Environnement).**

Le Conseil, réuni en séance publique;

Vu l'ordonnance relative à la performance énergétique et au climat intérieur des bâtiments du 7 juin 2007 (M.B. 11 juillet 2007) et le code bruxellois de l'Air, du Climat et de la Maitrise de l'Energie, volet Travaux PEB, du 2 mai 2013;

Considérant que l'obligation de joindre une proposition « PEB » s'applique à une grande majorité des demandes de permis d'urbanisme et d'environnement;

Considérant les missions supplémentaires dévolues aux communes dans cette matière : analyse des propositions « PEB », suivi des dossiers de rénovation simples, contrôle des chantiers, formation;

Vu l'arrêté du Gouvernement du 2 juin 2016 par lequel la Commune reçoit une subvention couvrant 0,5 équivalent temps plein pour la mission du conseiller en « PEB » pour la période du 01 avril 2016 au 31 mars 2017;

Considérant que le montant de cette subvention est plafonné à 29.730 euros et que ce budget est inscrit à la fonction 93027/485 02 de l'exercice 2016;

Considérant la convention en annexe qui prévoit le renouvellement de cette subvention pour une période d'un an à dater du renouvellement du contrat de la personne engagée pour la mission et qui se terminera au plus tard le 31 mars 2017;

Vu l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale;

Sur la proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins;

DECIDE :

Article 1 :

D'adopter la convention ci-jointe entre l'IBGE et la commune d'Evere.

Article 2 :

De reprendre cette délibération sur la liste des délibérations qui doit être transmise à l'autorité de tutelle.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

25 votants : 25 votes positifs.

Overeenkomst betreffende de toekenning van een subsidie EPB (energieprestatie van gebouwen) toegekend aan de gemeente Evere door het BIM (Brussels Instituut voor Milieubeheer).

DE RAAD, vergaderd in openbare zitting,

Gelet op de ordonnantie betreffende de energieprestatie en het binnenklimaat van gebouwen van 7 juni 2007 (B.S.11 juli 2007) en het Brusselse Wetboek van Lucht, Klimaat en Energiebeheersing, deel EPB werken, van 2 mei 2013;

Overwegende dat de verplichting om een EPB-voorstel toe te voegen van toepassing is op de grote meerderheid van de aanvragen van stedenbouwkundige en milieuvergunningen;

Gelet op de bijkomende opdrachten die de gemeenten voor deze materie moeten verzekeren: analyse van de "EPB-voorstellen", opvolging van de dossiers van eenvoudige renovaties, controle van de werven, vorming;

Gezien het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 2 juni 2016 betreffende de toekenning van een subsidie die het equivalent van een 0,5 voltijdse EPB-adviseur bedraagt voor de periode van 01 april 2016 tot 31 maart 2017;

Overwegende dat het bedrag van deze subsidie tot 29.730 euros wordt begrenst en dat deze begroting op de functie 93027/485 02 van het begrotingsjaar 2016 wordt ingeschreven;

Gelet op de overeenkomst in bijlage die de hernieuwing van die subsidie voorziet voor

een periode van een jaar, te rekenen vanaf de vernieuwing van het contract van de aangeworven persoon voor de betreffende taak, en die ten laatste op datum van 31 maart 2017 zal eindigen;

Gelet op artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Gelet op het artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

BESLUIT :

Artikel 1 :

De overeenkomst in bijlage tussen het BIM en de gemeente Evere goed te keuren.

Artikel 2 :

Deze beraadslaging op te nemen op de lijst der beraadslagingen welke aan de toezichthoudende overheid dient te worden overgemaakt.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

25 stemmers : 25 positieve stemmen.

29.09.2016/A/0034 **Echange de terrains entre la sclr "Everecity" et la Commune.**

LE CONSEIL, réuni en séance publique,

Vu l'article 175 de l'Ordonnance du 17.07.2003 portant le Code bruxellois du Logement (version 2013 - texte remplacé par erratum publié aux pages 47151-47212 du M.B. du 26.07.2013), qui stipule que les réseaux de voirie équipée, construits ou à construire, sont transférés gratuitement et dans l'état dans lequel ils se trouvent à la commune ou à la Région et sont incorporés dans la voirie communale.

Ce transfert s'opère à la date de la signature du procès-verbal de réception définitive authentifié par le Gouvernement;

Considérant que ce transfert pour le quartier Permeke, le quartier Lauriers-Roses et le quartier Picardie n'a pas eu lieu à l'époque;

Considérant qu'en plus de la reprise de la voirie un échange de terrains entre la sclr Everecity et la Commune est souhaitée en vue de la réalisation de certains projets immobiliers;

Vu les plans qui concernent le quartier 'Lauriers-Roses', quartier Permeke, quartier Picardie, le coin avenue Bordet et l'échange de terrains avenue Artémis, réalisés par le bureau de Topographie et d'Expertises TENSEN & HUON sprl, désigné par le Collège en séance du 24.11.2015, nécessaires à la précadastration des terrains à échanger entre la Commune d'Evere et EVERECITY.

N° plan	reprise par la Commune	nécessaire	superfici
---------	------------------------	------------	-----------

20151022_SD3-1	Cicéron	parking et terrains	projet école CICERON	40 a 45
20151022_SD3-2	Platon	parking		6 a 65
20151022_SD3-3	Lauriers roses	tête de pipe		2 a 97
20151022_SD3-4	Vermeyleen	piétonnier		0 a 74
20151022_SD3-5	Zaventem/Gibet	parcelle 58N		2 a 64
20151022_SD3-6		voiries		
20151022_SD4	Renoir	voiries		
20151022_SD4	Degas	voiries		
20151022_SD4	Allende	place		
20151022_SD4	Utrillo	voiries		
20151022_SD4	Gauguin	voiries		
20151022_SD4	Magritte	voiries		
20151022_SD4	Expressionisme	voiries		
20151022_SD4	Brusselmans	voiries		
20151022_SD4	Impressionisme	voiries		
20151022_SD4	Internes	voiries		
20151022_SD5	Lot 1	voiries		30 a 94
20151022_SD5	Lot 2	parkings		3 a 02
20151022_SD5	Lot 3	voiries		6 a 83
20151022_SD5	Lot 4	voiries		22 a 53
20151022_SD6	Champs	voiries		
20151022_Artemis		lot 1		59
20151022_Artemis		lot 3	projet placette	3 a 92
		cession à Everecity		
20151022_SD5	Terrain	parcelle 495/02m		
20151022_SD5	Terrain	parcelle 490L		
20151022_SD5	Terrain	lot 5		33 a 70
20151022_SD6	Terrain	lot 2		
20151022_Artemis		lot 2	projet SLRB	2 a 55

Considérant que cet échange peut être réalisé sans soultte;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale;

Vu l'article 6 § 2 de l'ordonnance du 14.05.1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale et l'article 1, 6° de l'arrêté du gouvernement du 16.07.1998 relatif à la transmission au gouvernement des actes des autorités communales en vue de l'exercice de la tutelle administrative;

DECIDE :

Article 1 :

D'approuver la cession des voiries et l'échange de terrains entre la scrl « Everecity » et la Commune, à titre gratuit.

Article 2 :

De transmettre cette délibération en double exemplaire à l'autorité de tutelle en vue de l'exercice de la tutelle générale.

Le point est retiré de l'ordre du jour.
25 votants : 25 votes positifs.

Ruil van gronden tussen de cvba "Everecity" en de Gemeente.

DE GEMEENTERAAD, vergaderd in openbare zitting,

Gezien artikel 175 van de Ordonnantie van 17.07.2003 houdende de Brusselse Huisvestingscode (versie 2013 – vervangen wat betreft de pagina's 47151-47212 door de publicatie van een erratum in B.S. van 26.07.2013), dat stipuleert dat het aangelegde of nog aan te leggen uitgeruste wegennet kosteloos en in de staat waarin het zich bevindt wordt overgedragen aan de gemeente of aan het Gewest, waarna het wordt ingevoegd in de gemeentelijke wegenis.

Deze overdracht gebeurt op de dag waarop het door de Regering voor echt erkende proces-verbaal van de definitieve oplevering ondertekend wordt;

Overwegende dat deze overdracht niet werd uitgevoerd ten gepaste tijde voor de wijk Permeke, de wijk Oleander en de wijk Picardie;

Overwegende dat bovenop de herneming van de wegenis het wenselijk is grond te ruilen tussen de cvba Everecity en de gemeente om sommige onroerende projecten mogelijk te maken;

Gezien de plannen met betrekking tot de wijk Oleander, wijk Permeke, wijk Picardie, de hoek met de Bordetlaan en de ruil van gronden Artemislaan, nodig voor de precadastratie van de gronden die geruild worden tussen de cvba Everecity en de Gemeente, gerealiseerd door het Topografisch en Expertisebureau TENSEN & Huon bvba, aangesteld door het College van Burgemeester en Schepenen op 24.11.2015,

Nr plan	Overname door de Gemeente	noodzakelijk	oppervlakt	
20151022_SD3-1	Cicero	Parking en gronden	Project school CICERO	40 a 45
20151022_SD3-2	Plato	Parking		6 a 65
20151022_SD3-3	Oleander	Pijpekop		2 a 97
20151022_SD3-4	Vermeulen	Voetgangersweg		0 a 74
20151022_SD3-5	Zaventem/Galg	Perceel 58N		2 a 64
20151022_SD3-6		Wegenis		
20151022_SD4	Renoir	Wegenis		
20151022_SD4	Degas	Wegenis		
20151022_SD4	Allende	Plein		
20151022_SD4	Utrillo	Wegenis		
20151022_SD4	Gauguin	Wegenis		
20151022_SD4	Magritte	Wegenis		
20151022_SD4	Expressionisme	Wegenis		
20151022_SD4	Brusselmans	Wegenis		
20151022_SD4	Impressionisme	Wegenis		
20151022_SD4	Interne	Wegenis		
20151022_SD5	Lot 1	Wegenis		30 a 94
20151022_SD5	Lot 2	Parking		3 a 02

20151022_SD5	Lot 3	Wegenis		6 a 83
20151022_SD5	Lot 4	Wegenis		22 a 53
20151022_SD6	Veld	Wegenis		
20151022_Artemis		Lot 1		59
20151022_Artemis		Lot 3	Project plein	3 a 92
Overdracht aan Everecity				
20151022_SD5	Terrein	Perceel 495/02m		
20151022_SD5	Terrein	Perceel 490L		
20151022_SD5	Terrein	Lot 5		33 a 70
20151022_SD6	Terrein	Lot 2		
20151022_Artemis		Lot 2	Project BGHM	2 a 55

Overwegende dat deze ruil kan plaatsvinden zonder toeslag;

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op artikel 6 § 2 van de ordonnantie van 14.05.1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en op artikel 1 van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijk Regering van 16.07.1998 betreffende de overlegging aan de regering van de akten van de gemeenteverhuden met het oog op de uitoefening van het administratief toezicht;

BESLUIT :

Artikel 1 :

De overdracht van de wegenis en de ruil van gronden tussen de cvba Everecity en de Gemeente goed te keuren om niet.

Artikel 2 :

Deze beraadslaging in tweevoud met het oog op de uitoefening van het algemeen toezicht aan de toezichthoudende overheid over te maken.

Het punt wordt van de dagorde geschrapt.

25 stemmers : 25 positieve stemmen.

29.09.2016/A/0035 **Régie foncière - Modification budgétaire 2016.**

Le CONSEIL, réuni en séance publique;

Vu l'arrêté du Gouvernement du 06.11.2003 de la Région de Bruxelles-Capitale relatif à la gestion financière des régies communales;

Considérant qu'une modification budgétaire au niveau du budget patrimonial, sans augmentation des crédits, s'impose;

Considérant que le crédit de € 2.240.000, au code économique 242-01, est suffisant mais que la répartition de ce crédit entre les projets est à adapter;

Considérant que les dépenses supplémentaires au projet rue H. Van Hamme, 33, peuvent, au niveau du crédit 2016 au budget patrimonial, être compensées par les dépenses inférieures à prévoir durant l'exercice pour le projet Maisons du Meunier, suite au retard considérable dans l'avancement du chantier dû aux problèmes d'obtention du permis de désamiantage;

Vu les instructions ministérielles du 06.02.2004 d'application du susdit arrêté;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale;

Vu l'article 6 § 2 de l'ordonnance du 14.05.1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale et l'article 1, 6° de l'arrêté du gouvernement du 16.07.1998 relatif à la transmission au gouvernement des actes des autorités communales en vue de l'exercice de la tutelle administrative;

DECIDE :

Article 1 :

De modifier le budget 2016 de la Régie foncière uniquement au niveau des fiches des projets d'investissement pour les projets rue H. Van Hamme, 33, et les Maisons du Meunier.

Article 2 :

De transmettre cette délibération en double exemplaire à l'autorité de tutelle en vue de l'exercice de la tutelle générale.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

25 votants : 15 votes positifs, 10 abstentions.

Grondbedrijf - Begrotingswijziging 2016.

De RAAD, vergaderd in openbare zitting,

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 06.11.2003 met betrekking tot het financieel beheer van de gemeentebedrijven;

Overwegende dat een begrotingswijziging op het niveau van de patrimoniale begroting, zonder verhoging van de kredieten, noodzakelijk is;

Overwegende dat het krediet van € 2.240.000, met economische code 242-01, voldoende is maar dat de verdeling van dit krediet tussen de projecten moet aangepast worden;

Overwegende dat de bijkomende uitgaven voor het project H. Van Hammestraat, 33, kunnen gecompenseerd worden, op niveau van het krediet 2016 van de patrimoniale begroting, door de verminderde uitgaven in de loop van het dienstjaar, voor het project Molenaarswoningen, ten gevolge van de aanzienlijke vertraging opgelopen in de vooruitgang van de werf te wijten aan de problemen bij het verkrijgen van de vergunning voor de asbestverwijdering;

Gelet op de ministeriële richtlijnen van 06.02.2004 van toepassing van het bovenvermeld besluit;

Gelet op het artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op artikel 6 § 2 van de ordonnantie van 14.05.1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en op artikel 1 van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijk Regering van 16.07.1998 betreffende de overlegging aan de regering van de akten van de gemeenteoverheden met het oog op de uitoefening van het administratief toezicht;

BESLUIT :

Artikel 1 :

De begroting 2016 van het Grondbedrijf te wijzigen, enkel met betrekking op de fiches van de investeringsprojecten voor de projecten H. Van Hammestraat, 33, en de Molenaarswoningen.

Artikel 2 :

Deze beraadslaging in tweevoud met het oog op de uitoefening van het algemeen toezicht aan de toezichthoudende overheid over te maken.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

25 stemmers : 15 positieve stemmen, 10 onthoudingen.

SECTEUR CITOYEN - SECTOR BURGER

29.09.2016/A/0036 **Cohésion sociale - rapport de la coordination communale pour l'année 2015.**

LE CONSEIL, réuni en séance publique,

Vu l'article 7 du décret du 13 mai 2004 de la Commission Communautaire Française (COCOF) relatif à la Cohésion sociale prévoyant l'établissement d'un rapport annuel à destination du Conseil communal;

Vu l'article 6 § 3 du contrat communal de Cohésion sociale conclu entre la Commune et la COCOF le 09 décembre 2010;

Considérant les rapports d'activité fournis par l'asbl « L'Entrela Centre Culturel d'Evere et l'asbl « La Cohésion Sociale d'Evere – Actions Communautaires » pour l'année 2015;

DECIDE :

Article 1 :

De prendre connaissance du rapport du coordinateur communal pour l'année 2015.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

25 votants : 25 votes positifs.

Sociale Cohesie – verslag van de gemeentelijke coördinatie voor het jaar 2015.

DE RAAD, vergaderd in openbare zitting,

Gelet op artikel 7 van het decreet van 13 mei 2004, van de Franse Gemeenschapscommissie (COCOF) betreffende de Sociale Cohesie, dat voorziet in het opstellen van een jaarlijks verslag aan de Gemeenteraad;

Gelet op artikel 6 § 3 van het gemeentelijke contract overeengekomen tussen de Gemeente en de COCOF op 9 december 2010;

Gelet op het activiteitenverslag van de “asbl L’Entrela le Centre Culturel d’Evere” en van de “asbl La Cohésion Sociale d’Evere – Actions Communautaires” voor het jaar 2015;

BESLUIT :

Artikel 1 :

Kennis te nemen van het verslag van de gemeentelijke coördinator voor het jaar 2015.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
25 stemmers : 25 positieve stemmen.

29.09.2016/A/0037 **Octroi d’un subside pour l’exercice 2016 au Planning Familial d’Evere.**

LE CONSEIL, réuni en séance publique,

Vu le crédit de 4.000,00€ inscrit à l'article budgétaire 844/332-02 du budget ordinaire pour l'exercice 2016;

Vu la demande de subside et le rapport annuel du Planning Familial d’Evere en annexes;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale;

Vu l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la région de Bruxelles-Capitale;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins;

DECIDE :

Article 1 :

D’octroyer un subside de 4.000,00€ au Planning Familial d’Evere.

Article 2 :

De comptabiliser la dépense de 4.000,00€ à l'article budgétaire 844/332-02 du budget ordinaire pour l'exercice 2016.

Article 3 :

De reprendre cette délibération sur la liste des délibérations qui doit être transmise à l'autorité de tutelle.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

25 votants : 25 votes positifs.

Toekenning van een toelage voor het dienstjaar 2016 aan de "Planning Familial d'Evere".

DE RAAD, vergaderd in openbare zitting;

Gelet op het krediet van 4.000,00€ dat voorzien is op het begrotingsartikel 844/332-02 van de gewone begroting van het dienstjaar 2016;

Gelet op de subsidieaanvraag en het jaarverslag van de Planning Familial d'Evere in bijlage;

Gelet op artikel 117 van de gemeentewet;

Gelet op artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

BESLUIT :

Artikel 1 :

Een toelage van 4.000,00€ toe te kennen aan de 'Planning Familial d'Evere'.

Artikel 2 :

De uitgave van 4.000,00€ op het begrotingsartikel 844/332-02 van de gewone begroting voor het dienstjaar 2016 te boeken.

Artikel 3 :

Deze beraadslaging op te nemen op de lijst der beraadslagingen welke aan de toezichthoudende overheid dient te worden overgemaakt.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

25 stemmers : 25 positieve stemmen.

29.09.2016/A/0038 **Subside à l'Agence Immobilière Sociale "Hector Denis" pour l'exercice 2016.**

LE CONSEIL, réuni en séance publique,

Vu sa décision du 25 novembre 1999 par laquelle le Conseil approuve les statuts de l'ASBL Agence Immobilière Sociale "Hector Denis";

Vu sa décision du 15 janvier 2015 par laquelle le Conseil approuve la reconduction de la convention de collaboration entre la commune d'Evere et l'ASBL Agence Immobilière Sociale "Hector Denis";

Considérant l'augmentation du nombre de logements gérés par l'Agence Immobilière Sociale "Hector Denis";

Considérant que l'aspect technique de l'Agence Immobilière Sociale "Hector Denis" prend de plus en plus d'importance et considérant que la présence d'un ouvrier qualifié reste indispensable;

Considérant que le salaire d'un ouvrier ne peut actuellement être assumé financièrement par l'Agence immobilière Sociale "Hector Denis";

Vu la décision du 16 octobre 2003 du Conseil d'Administration de l'Agence Immobilière Sociale "Hector Denis" concernant l'engagement d'un employé technique à temps plein;

Vu la demande de subside et le rapport d'activité 2015 qui nous sont adressés par l'Agence Immobilière Sociale "Hector Denis" et repris en annexe;

Vu le crédit de 30.150,00€ inscrit à la fonction 922/332-02 du budget ordinaire pour l'exercice 2016;

Vu la loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale;

Vu l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la région de Bruxelles-Capitale;

Sur la proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins;

DECIDE :

Article 1 :

De soutenir l'Agence Immobilière Sociale dans son développement.

Article 2 :

D'octroyer un subside de 30.150,00€ à l'Agence Immobilière Sociale "Hector Denis" comme intervention dans les frais de salaire de leur ouvrier technique.

Article 3 :

De comptabiliser la dépense de 30.150,00€ à la fonction 922/332-02 du budget ordinaire pour l'exercice 2016.

Article 4 :

De reprendre cette délibération sur la liste des délibérations qui doit être transmise à l'autorité de tutelle.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
25 votants : 25 votes positifs.

Toelage aan het Sociaal Woningkantoor "Hector Denis" voor het dienstjaar 2016

DE RAAD, vergaderd in openbare zitting,

Gelet op zijn beslissing dd. 25 november 1999 houdende goedkeuring van de statuten van het Sociaal Woningkantoor "Hector Denis";

Gelet op de beslissing van de Raad dd. 15 januari 2015 houdende de goedkeuring van de verlenging van de samenwerkingsovereenkomst tussen de gemeente Evere en de VZW Sociaal Woningkantoor "Hector Denis";

Overwegende de stijging van het aantal woningen dat beheerd wordt door het Sociaal Woningkantoor "Hector Denis";

Overwegende het toenemend belang van het technisch aspect van het werk van het Sociaal Woningkantoor "Hector Denis" en overwegende dat de aanwezigheid van een gekwalificeerde arbeider noodzakelijk blijft;

Overwegende dat het Sociaal Woningkantoor momenteel financieel niet kan instaan voor het salaris van een arbeider;

Gelet op de beslissing van 16 oktober 2003 van de Raad van Bestuur van het Sociaal Woningkantoor "Hector Denis" betreffende de aanwerving van een technische bediende;

Gelet op de subsidieaanvraag en het activiteitenverslag 2015 die het Sociaal Woningkantoor "Hector Denis" ons bezorgd heeft en die bijgevoegd zijn;

Gelet op het krediet van 30.150,00€, dat voorzien is op de functie 922/332-02 van de gewone begroting voor het dienstjaar 2016;

Gelet op de wet dd. 14 november 1983 betreffende de controle op de toekenning en op de aanwending van sommige toelagen;

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

BESLUIT :

Artikel 1 :

Het Sociaal Woningkantoor "Hector Denis" te steunen in zijn ontwikkeling.

Artikel 2 :

Een toelage van 30.150,00€ euro toe te kennen aan het Sociaal Woningkantoor

“Hector Denis”, als bijdrage in de loonkosten van de technische bediende.

Artikel 3 :

Deze uitgave van 30.150,00€ te boeken op de functie 922/332-02 van de gewone begroting voor het dienstjaar 2016.

Artikel 4 :

Deze beraadslaging op te nemen op de lijst der beraadslagingen welke aan de toezichthoudende overheid dient te worden overgemaakt.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

25 stemmers : 25 positieve stemmen.

SECTEUR SUPPORT LOGISTIQUE - SECTOR LOGISTIEKE ONDERSTEUNING

29.09.2016/A/0039 **Convention entre la Commune d'Evere et le CPAS d'Evere dans le cadre du marché conjoint portant sur la fourniture de carburant pour l'année 2017.**

LE CONSEIL, réuni en séance publique,

Vu l'article 38 de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et ses modifications ultérieures autorisant la mise en place d'un marché unique permettant l'exécution conjointe de travaux, de fournitures ou de services;

Vu le Cahier Spécial des Charges rédigé par la Commune et qui désigne le Collège des Bourgmestre et Echevins comme pouvoir adjudicateur agissant en leur nom collectif;

Vu la convention ci-jointe régissant ce marché conjoint et définissant les obligations des parties en présence;

Vu l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins;

DECIDE :

Article 1 :

D'accepter les termes de la convention ci-jointe.

Article 2 :

De présenter cette convention au Conseil du CPAS d'Evere afin de la faire ratifier et d'ainsi lui donner sa valeur légale.

Article 3 :

De charger le Collège des Bourgmestre et Echevins de l'exécution de la convention signée.

Article 4 :

De reprendre cette délibération sur la liste des délibérations qui doit être transmise à l'autorité de tutelle.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

25 votants : 25 votes positifs.

**Overeenkomst tussen de Gemeente Evere en het OCMW van Evere in het kader van de
gezamenlijke opdracht betreffende de levering van brandstoffen voor het jaar 2017.**

DE RAAD, vergaderd in openbare zitting,

Gelet op artikel 38 van de wet van 15 juni 2006 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten en zijn latere wijzigingen toestaand het invoeren van één unieke opdracht die een gezamenlijke uitvoering van werken, leveringen of diensten toelaat;

Gelet op het bijzonder lastenboek opgesteld door de Gemeente en die het College van Burgemeester en Schepenen aanwijst als aanbestedende overheid handelend in hun gezamenlijke naam;

Gelet op de bijgevoegde overeenkomst bepalend deze gezamenlijke opdracht en definiërend de verplichtingen van de betrokken partijen;

Gelet op artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

BESLUIT :

Artikel 1 :

De termen van de bijgevoegde overeenkomst te aanvaarden.

Artikel 2 :

Deze overeenkomst aan de OCMW-Raad van Evere voor te stellen teneinde ze te laten bekrachtigen en zo haar wettelijke waarde te geven.

Artikel 3 :

Het College van Burgemeester en Schepenen te gelasten met de uitvoering van de ondertekende overeenkomst.

Artikel 4 :

Deze beraadslaging op te nemen op de lijst der beraadslagingen welke aan de toezichthoudende overheid dient te worden overgemaakt.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

25 stemmers : 25 positieve stemmen.

29.09.2016/A/0040 **Fixation des conditions et attribution du marché d'installation d'un système de contrôle d'accès au préguardiennat "Hallebarde".**

LE CONSEIL, réuni en séance publique,

Considérant qu'il est indispensable de procéder à l'installation d'un système de contrôle d'accès à l'entrée du nouveau préguardiennat « Hallebarde » et ce, afin d'obtenir l'agrément ONE;

Considérant qu'un système de contrôle d'accès centralisé installé par la firme Otes est déjà en service à la Maison Communale, à la Ronde fleurie et aux Diablotins Everois;

Considérant qu'il est dès lors rationnel d'installer le même système de contrôle d'accès à l'entrée du préguardiennat Hallebarde, d'autant plus que les badges non nominatifs sont déjà disponibles;

Considérant qu'il y a lieu de faire exécuter ces travaux par la firme Otes, société ayant l'exclusivité en la matière;

Considérant l'offre d'Otes quant aux travaux projetés pour un montant de 2.214,30€ (TVA Comprise);

Considérant qu'un crédit de 2.214,30€ est prévu à la fonction 84452/724-60 du budget extraordinaire pour l'exercice 2016;

Vu l'article 26 § 1, 1° f de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et ses modifications ultérieures;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures;

Vu l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale;

Vu les articles 117 et 234 de la nouvelle loi communale;

Sur la proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins;

DECIDE :

Article 1:

De retenir la procédure négociée sans publicité (spécificités techniques) comme mode de passation du marché.

Article 2:

De désigner la firme Otes - avenue Jules Bordet 142 à 1140 Bruxelles (NE: 0537.917.854) comme adjudicataire du marché pour l'installation d'un système de contrôle d'accès à l'entrée du prédardiennat "Hallebarde" au prix de son offre du 16.06.2016 à savoir 2.214,30€ (TVA Comprise).

Article 3:

De comptabiliser la dépense de 2.214,30€ sur la fonction 84452/724-60 du budget extraordinaire pour l'exercice 2016.

Article 4:

De financer ces travaux par boni.

Article 5:

De reprendre cette délibération sur la liste des délibérations qui doit être transmise à l'autorité de tutelle.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

25 votants : 25 votes positifs.

Vaststelling van de voorwaarden en toekenning van de opdracht voor de installatie van een toegangscontrolesysteem voor de peutertuin "Hellebaard".

DE RAAD, vergaderd in openbare zitting,

Overwegende dat het vereist is om voor de installatie van een toegangscontrolesysteem te zorgen aan de ingang van de peutertuin "Hellebaard" zodat de officiële erkenning van het ONE kan bemachtigd worden;

Overwegende dat een gecentraliseerde toegangscontrolesysteem, geplaatst door de firma Otes, al in dienst is op het Gemeentehuis, het kinderdagverblijf Ronde Fleurie en het kinderdagverblijf "Les Diablotins Everois";

Overwegende dat het dus rationeel is om hetzelfde toegangscontrolesysteem aan de ingang van de peutertuin "Hellebaard" te installeren des te meer dat de niet nominatieve badges al in voorraad zijn;

Overwegende dat deze werken uitgevoerd moeten worden door de firma Otes, daar zij ter zake de exclusiviteit hebben;

Gelet op de offerte van de firma Otes betreffende de geplande werken voor een bedrag van 2.214,30€ (BTW Inbegrepen);

Overwegende dat een krediet van 2.214,30€ voorzien is op de functie 84452/724-60 van de buitengewone begroting voor het dienstjaar 2016;

Gelet op het artikel 26 § 1, 1° f van de wet van 15 juni 2006 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten en zijn latere wijzigingen;

Gelet op het Koninklijk Besluit dd. 15 juli 2011 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten en de concessies voor openbare werken en zijn latere wijzigingen;

Gelet op het Koninklijk Besluit dd. 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken en zijn latere wijzigingen;

Gelet op artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Gelet op de artikels 117 en 234 van de nieuwe gemeentewet;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

BESLUIT :

Artikel 1:

De onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking (technische specificiteiten) als de gunningswijze te weerhouden.

Artikel 2:

De firma Otes - Jules Bordetlaan 142 te 1140 Brussel (ON : 0537.917.854) aan te duiden als aanbestedinghouder voor de opdracht betreffende installatie van een toegangscontrolesysteem aan de ingang van de peultuin "Hellebaard" volgens het bedrag van haar offerte van 16.06.2016 namelijk 2.214,30€ (BTW Inbegrepen).

Artikel 3:

De uitgave van 2.214,30€ op de functie 84452/724-60 van de buitengewone begroting voor het dienstjaar 2016.

Artikel 4:

Deze opdracht met een batig saldo te financieren.

Artikel 5:

Deze beraadslaging op te nemen op de lijst der beraadslagingen welke aan de toezichthoudende overheid dient te worden overgemaakt.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

25 stemmers : 25 positieve stemmen.

29.09.2016/A/0041 **Fixation des conditions et attribution du marché en vue de l'achat d'appareils de télé-surveillance au profit des personnes isolées relevant de l'administration de la commune.**

LE CONSEIL, réuni en séance publique,

Considérant qu'une partie des appareils émetteurs de télé-surveillance reliés à la Centrale de services à domicile de Bruxelles (CSD Bruxelles a.s.b.l.) ne répondent plus aux normes techniques actuelles et qu'il est nécessaire de remplacer ceux-ci;

Considérant que ces appareils sont la propriété de la commune;

Considérant qu'il y a lieu de faire appel à la société Tunstall qui a implémenté la centrale de réception de CSD Bruxelles a.s.b.l. et dont les appareils sont les seuls compatibles avec l'installation mise en place;

Vu l'offre de Tunstall quant aux achats projetés pour un montant de 8.712,00€ (TVA Comprise);

Considérant qu'un crédit de 8.712,00€ est prévu à la fonction 83418/744-51 du budget extraordinaire pour l'exercice 2016;

Vu l'article 26 § 1, 1° f de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et ses modifications ultérieures;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures;

Vu l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale;

Sur la proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins;

DECIDE :

Article 1 :

De retenir la procédure négociée sans publicité (spécificités techniques : article 26 § 1, 1° f de la loi du 15 juin 2006) comme mode de passation du marché.

Article 2 :

De désigner la firme Tunstall - Avenue de Rusatira 1 à 1083 Bruxelles (NE: 0450.915.782) comme adjudicataire du marché pour l'achat de vingt appareils de télé-surveillance au profit des personnes isolées relevant de l'administration de la commune, au prix de son offre du 14.06.2016 à savoir 8.712,00€ (TVA Comprise).

Article 3 :

De comptabiliser la dépense de 8.712,00€ sur la fonction 83418/744-51 du budget extraordinaire pour l'exercice 2016.

Article 4 :

De financer ce marché par boni.

Article 5 :

De reprendre cette délibération sur la liste des délibérations qui doit être transmise à l'autorité de tutelle.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

25 votants : 25 votes positifs.

Vaststelling van de voorwaarden en toekenning van de opdracht voor de aankoop van afstandbewakingsapparaten bestemd voor alleenstaande mensen ten laste van het gemeentebestuur.

DE RAAD, vergaderd in openbare zitting,

Overwegende dat een deel van de afstandbewakingsapparaten in verbinding met CSD Bruxelles a.s.b.l. niet meer in overeenstemming zijn met de huidige technische normen en dat het bijgevolg noodzakelijk is deze te vervangen;

Overwegende dat deze apparaten het eigendom van de gemeente zijn;

Overwegende dat de firma Tunstall de oproepcentrale van CSD Bruxelles a.s.b.l. geïmplementeerd heeft en dat hun apparaten de enige zijn die compatibel zijn met de bestaande installatie;

Gelet op de offerte van de firma Tunstall betreffende de geplande aankopen voor een bedrag van 8.712,00€ (BTW Inbegrepen);

Overwegende dat een krediet van 8.712,00€ voorzien is op de functie 83418/744-51 van de buitengewone begroting voor het dienstjaar 2016;

Gelet op het artikel 26 § 1, 1^o f van de wet van 15 juni 2006 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten en zijn latere wijzigingen;

Gelet op het Koninklijk Besluit dd. 15 juli 2011 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten en de concessies voor openbare werken en zijn latere wijzigingen;

Gelet op het Koninklijk Besluit dd. 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken en zijn latere wijzigingen;

Gelet op artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

BESLUIT :

Artikel 1 :

De onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking (technische specificiteiten : artikel 26 § 1, 1° f van de wet van 15 juni 2006) als de wijze van gunning te weerhouden.

Artikel 2 :

De firma Tunstall - Rusatiralaan 1 te 1083 Brussel (ON: 0450.915.782) aan te duiden als aanbestedinghouder voor de opdracht betreffende de aankoop van twintig afstandbewakingsapparaten bestemd voor alleenstaande mensen ten laste van het gemeentebestuur volgens het bedrag van haar offerte van 14.06.2016 namelijk 8.712,00€ (BTW Inbegrepen).

Artikel 3 :

De uitgave van 8.712,00€ op de functie 83418/744-51 van de buitengewone begroting voor het dienstjaar 2016 te boeken.

Artikel 4 :

Deze opdracht met een batig saldo te financieren.

Artikel 5 :

Deze beraadslaging op te nemen op de lijst der beraadslagingen welke aan de toezichthoudende overheid dient te worden overgemaakt.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
25 stemmers : 25 positieve stemmen.

29.09.2016/A/0042 **Marchés Publics – Application de l’article 234 alinéa 3 NLC - Information.**

LE CONSEIL, réuni en séance publique,

Considérant que le Collège des Bourgmestre et Echevins a fixé les conditions et le mode d’attribution des marchés des dossiers suivants :

Fixation des conditions du marché pour la fourniture d'instruments et accessoires de musique pour l'année 2016.

Lot 1: Instruments de percussion

Lot 2: Banquettes de piano

Lot 3: Instruments à corde et accessoires

Lot 4: Sono.

Montant estimatif:

Lot 1: 2.000,00€ (TVA Comprise)

Lot 2: 1.400,00€ (TVA Comprise)

Lot 3: 3.200,00€ (TVA Comprise)

Lot 4: 400,00€ (TVA Comprise)

Total: 7.000,00€ (TVA Comprise)

Comptabilisation: Article budgétaire 734/744-51 - Exercice 2016

Financement: Boni

Point N°081 – Collège du 14.06.2016

Fixation des conditions du marché de fourniture en vue de l'achat de portillons pivotants aux fins de sécuriser l'entrée principale de la maison communale.

Montant estimatif: 2.000,00€ (TVA Comprise)

Comptabilisation: Article budgétaire 138/724-60 - Exercice 2016

Financement: Boni

Point N°066 – Collège du 21.06.2016

Fixation des conditions du marché de remplacement de l'éclairage du terrain de foot rue Stroobants.

Montant estimatif: 45.000,00€ (TVA Comprise) - sous réserve d'acceptation de la modification budgétaire.

Comptabilisation: Article budgétaire 764/725-60 - Exercice 2016

Financement: Boni

Point N°067 – Collège du 21.06.2016

Fixation des conditions d'un marché de travaux en vue de réaliser l'isolation acoustique du grand pavillon de l'école Germinal.

Montant estimatif: 9.500,00€ (TVA Comprise)

Comptabilisation: Article budgétaire 721/724-60 - Exercice 2016

Financement: Boni

Point N°044 – Collège du 28.06.2016

Fixation des conditions du marché pour l'étude de faisabilité pour la récupération et la gestion des eaux de pluie à la Maison Communale d'Evere.

Montant estimatif: 3.500,00€ (TVA Comprise)

Comptabilisation: Article budgétaire 137/724-60 - Exercice 2016

Financement: Boni

Point N°045 – Collège du 28.06.2016

Fixation des conditions du marché pour la fourniture de matériel Hi-Fi.

Montant estimatif : 3.000,00€ (TVA Comprise)

Comptabilisation : Article budgétaire 763/744-51 - Exercice 2016

Financement : Boni

Point N°046 – Collège du 28.06.2016

Fixation des conditions d'un marché de travaux d'installation de compartimentage et de portes résistant au feu dans les écoles et les crèches communales.

Montant estimatif et comptabilisation:

15.000,00€ (TVA Comprise) sur Article budgétaire 844/724-60 - Exercice 2016

58.000,00€ (TVA Comprise) sur Article budgétaire 722/724-60 - Exercice 2016

73.000,00€ (TVA Comprise) Total

Financement: Boni

Point N°047 – Collège du 28.06.2016

Fixation des conditions d'un marché en vue de la fourniture de matériel de signalisation.

Lot 1 : Panneaux de signalisation, poteaux et fixations

Lot 2 : Lampes et petit matériel

Lot 3 : Peinture routière

Lot 4 : Pictogrammes

Montant estimatif:

Lot 1 : 13.600,00€ (TVA Comprise)

Lot 2 : 5.000,00€ (TVA Comprise)

Lot 3 : 2.500,00€ (TVA Comprise)

Lot 4 : 8.900,00€ (TVA Comprise)

Total : 30.000,00€ (TVA Comprise)

Comptabilisation: Article budgétaire 423/741-52 - Exercice 2016

Financement: Boni

Point N°048 – Collège du 28.06.2016

Fixation des conditions du marché en vue de l'achat de plantes d'intérieur.

Lot 1 : Divers

Lot 2 : Laurier

Montant estimatif:

Lot 1 : 3.000,00€ (TVA Comprise)

Lot 2 : 2.000,00€ (TVA Comprise)

Total : 5.000,00€ (TVA Comprise)

Comptabilisation : Article budgétaire 766/721-60 – Exercice 2016

Financement: Boni

Point N°049 – Collège du 28.06.2016

Fixation des conditions d'un marché de fournitures pour l'achat de matériel de nettoyage.

Lot 1 : Machine pour nettoyer des tapis

Lot 2 : Aspirateur eau et poussière

Lot 3 : Monobrosse - duospeed

Lot 4 : Machine Haute pression

Montant estimatif:

Lot 1 : 850,00€ (TVA Comprise)

Lot 2 : 1.500,00€ (TVA Comprise)

Lot 3 : 5.000,00€ (TVA Comprise)

Lot 4 : 800,00€ (TVA Comprise)

Total : 8.150,00€ (TVA Comprise)

Comptabilisation: Article budgétaire 137/744-51- Exercice 2016

Financement: Boni

Point N°050 – Collège du 05.07.2016

Fixation des conditions du marché pour la désignation d'un ingénieur en stabilité pour le renforcement de la structure de la salle omnisport François Guillaume.

Montant estimatif: 10.000,00€ (TVA Comprise)

Comptabilisation: Article budgétaire 764/724-60 - Exercice 2016

Financement: Boni

Point N°059 – Collège du 12.07.2016

Fixation des conditions du marché de travaux en vue du remplacement du programmeur d'arrosage et des électrovannes de la serre communale.

Montant estimatif et comptabilisation :

5.500,00€ (TVA Comprise) sur Article Budgétaire 137/724-60 - Exercice 2016

1.400,00€ (TVA Comprise) sur Article Budgétaire 766/724-60 - Exercice 2016

1.400,00€ (TVA Comprise) sur Article Budgétaire 766/744-98 - Exercice 2016

8.300,00€ (TVA Comprise)

Financement: Boni

Point N°061 – Collège du 12.07.2016

Fixation des conditions du marché en vue de l'achat de 2 e-readers munis de housses pour la bibliothèque Herman Teirlinck.

Montant estimatif : 400,00€ (TVA Comprise)

Comptabilisation : Article Budgétaire 767/742-53 – Exercice 2016

Financement : Boni

Point N°067 – Collège du 19.07.2016

Fixation des conditions du marché de travaux en vue du traitement préventif et du nettoyage des graffiti sur divers bâtiments et éléments de mobilier urbain.

Montant estimatif: 3.500,00€ (TVA Comprise)

Comptabilisation: Article budgétaire 879/724-60 - Exercice 2016

Financement: Boni

Point N°069 – Collège du 19.07.2016

Fixation des conditions du marché en vue des travaux de "relighting" dans différents espaces de la maison communale.

Montant estimatif: 25.000,00€ (TVA Comprise)

Comptabilisation: Article budgétaire 137/724-60 - Exercice 2016

Financement: Boni

Point N°070 – Collège du 19.07.2016

Fixation des conditions du marché de remplacement et d'amélioration de l'éclairage de scène (Lot 1) et de la sonorisation (Lot 2) de la salle Toots.

Montant estimatif:

Lot 1 : 40.000,00€ (TVA Comprise)

Lot 2 : 60.000,00€ (TVA Comprise)

Total : 100.000,00€ (TVA Comprise)

Comptabilisation: Article Budgétaire 734/724-60 - Exercice 2016

Financement: Boni

Point N°075 – Collège du 19.07.2016

Fixation des conditions du marché d'achat d'un logiciel pour les sanctions administratives communales et maintenance évolutive et corrective (y compris service "helpdesk" pour une période de 5 ans).

Montant estimatif :

F139/742-53 : 10.000,00€ (TVA Comprise) pour le logiciel

F139/123-13 : 6.000,00€ (TVA Comprise) pour le Helpdesk pour 1 an, soit

30.000,00€ (TVA Comprise) pour le Helpdesk pour 5 ans

Comptabilisation :

Article Budgétaire 139/742-53 - Exercice 2016.

Article Budgétaire 139/123-13 - Exercice 2016, 2017, 2018, 2019 et 2020.

Financement : Boni.

Point N°041 – Collège du 26.07.2016

Fixation des conditions du marché de travaux en vue de l'installation d'une

production de froid pour deux groupes de ventilation GP1 & GP2 à la maison communale.

Montant estimatif: 90.000,00€ (TVA Comprise)

Comptabilisation: Article budgétaire 137/724-60 - Exercice 2016

Financement: Boni

Point N°042 – Collège du 26.07.2016

Fixation des conditions du marché en vue de l'enlèvement de l'ancien matériel et du placement du nouveau matériel technique pour l'éclairage de scène et la sonorisation de la salle Toots.

Montant estimatif: 3.000,00€ (TVA Comprise)

Comptabilisation: Article budgétaire 734/724-60 - Exercice 2016

Financement: Boni

Point N°073 – Collège du 02.08.2016

Fixation des conditions du marché de fournitures en vue de l'achat d'abris de jardin.

Montant estimatif et comptabilisation :

6.050,00€ (TVA Comprise) sur Article budgétaire 844/744-98 (crèches Atis & Watis, Home bruxellois) - Exercice 2016

1.936,00€ (TVA Comprise) sur Article budgétaire 722/744-98 (école La Source) - Exercice 2016

1.936,00€ (TVA Comprise) sur Article budgétaire 300/744-98 (maison de quartier Platon) - Exercice 2016

Total : 9.922,00€ (TVA Comprise)

Financement: Boni

Point N°065 – Collège du 16.08.2016

Fixation des conditions du marché de fournitures en vue de l'acquisition d'une camionnette assujetti d'un contrat d'entretien de cinq ans et reprise d'un tracteur.

Lot 1.A : Achat d'une camionnette Lot 1.B : Contrat d'entretien Lot 2 : Reprise d'un tracteur.

Lot 1.A (Achat d'une camionnette)

Montant estimatif: 25.000,00€ (TVA Comprise)

Comptabilisation: Article budgétaire 766/743-52 - Exercice 2016

Financement: Boni

Lot 1.B (Contrat d'entretien)

Montant estimatif: 750,00€ (TVA Comprise) / an -> 3.750,00€ (TVA Comprise) sur cinq ans, sous réserve d'approbation des budgets 2017, 2018, 2019, 2020 et 2021

Comptabilisation: Article budgétaire 766/127-06 - Exercice 2017, 2018, 2019, 2020 et 2021

Lot 2 (Reprise d'un tracteur)

Recette de 2.000,00€ sur Article budgétaire 766/773-53

Point N°066 – Collège du 16.08.2016

Fixation des conditions du marché en vue de la fourniture et de la pose d'un nouveau faux-plafond avec éclairage intégré dans l'espace réservé aux vestiaires de la piscine du Triton.

Montant estimatif: 98.000,00€ (TVA Comprise)

Comptabilisation: Article budgétaire 764/724-60 - Exercice 2016

Financement: Boni

Point N°067 – Collège du 16.08.2016

Fixation des conditions du marché pour l'achat du logiciel "Lansweeper Professional" et une licence pour une durée de 3 ans.

Montant estimatif: 2.000,00€ (TVA Comprise)

Comptabilisation: Article budgétaire 139/742-53 - Exercice 2016

Financement: Boni

Point N°068 – Collège du 16.08.2016

Fixation des conditions du marché pour l'achat de 20 gsm pour renouveler le stock de gsm du service informatique.

Montant estimatif: 1.000,00€ (TVA Comprise)

Comptabilisation: Article budgétaire 139/742-54 - Exercice 2016

Financement: Boni

Point N°045 – Collège du 23.08.2016

Vu les articles 117 et 234 alinéa 3 de la nouvelle loi communale;

Sur la proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins;

Le président informe le Conseil communal des fixations des conditions et du mode d'attribution des marchés des dossiers suivants:

Fixation des conditions du marché pour la fourniture d'instruments et accessoires de musique pour l'année 2016.

Lot 1: Instruments de percussion

Lot 2: Banquettes de piano

Lot 3: Instruments à corde et accessoires

Lot 4: Sono.

Montant estimatif:

Lot 1: 2.000,00€ (TVA Comprise)

Lot 2: 1.400,00€ (TVA Comprise)

Lot 3: 3.200,00€ (TVA Comprise)

Lot 4: 400,00€ (TVA Comprise)

Total: 7.000,00€ (TVA Comprise)

Comptabilisation: Article budgétaire 734/744-51 - Exercice 2016

Financement: Boni

Point N°081 – Collège du 14.06.2016

Fixation des conditions du marché de fourniture en vue de l'achat de portillons pivotants aux fins de sécuriser l'entrée principale de la maison communale.

Montant estimatif: 2.000,00€ (TVA Comprise)

Comptabilisation: Article budgétaire 138/724-60 - Exercice 2016

Financement: Boni

Point N°066 – Collège du 21.06.2016

Fixation des conditions du marché de remplacement de l'éclairage du terrain de foot rue Stroobants.

Montant estimatif: 45.000,00€ (TVA Comprise) - sous réserve d'acceptation de la modification budgétaire.

Comptabilisation: Article budgétaire 764/725-60 - Exercice 2016

Financement: Boni

Point N°067 – Collège du 21.06.2016

Fixation des conditions d'un marché de travaux en vue de réaliser l'isolation acoustique du grand pavillon de l'école Germinal.

Montant estimatif: 9.500,00€ (TVA Comprise)

Comptabilisation: Article budgétaire 721/724-60 - Exercice 2016

Financement: Boni

Point N°044 – Collège du 28.06.2016

Fixation des conditions du marché pour l'étude de faisabilité pour la récupération et la gestion des eaux de pluie à la Maison Communale d'Evere.

Montant estimatif: 3.500,00€ (TVA Comprise)

Comptabilisation: Article budgétaire 137/724-60 - Exercice 2016

Financement: Boni

Point N°045 – Collège du 28.06.2016

Fixation des conditions du marché pour la fourniture de matériel Hi-Fi.

Montant estimatif : 3.000,00€ (TVA Comprise)

Comptabilisation : Article budgétaire 763/744-51 - Exercice 2016

Financement : Boni

Point N°046 – Collège du 28.06.2016

Fixation des conditions d'un marché de travaux d'installation de compartimentage et de portes résistant au feu dans les écoles et les crèches communales.

Montant estimatif et comptabilisation:

15.000,00€ (TVA Comprise) sur Article budgétaire 844/724-60 - Exercice 2016

58.000,00€ (TVA Comprise) sur Article budgétaire 722/724-60 - Exercice 2016

73.000,00€ (TVA Comprise) Total

Financement: Boni

Point N°047 – Collège du 28.06.2016

Fixation des conditions d'un marché en vue de la fourniture de matériel de signalisation.

Lot 1 : Panneaux de signalisation, poteaux et fixations

Lot 2 : Lampes et petit matériel

Lot 3 : Peinture routière

Lot 4 : Pictogrammes

Montant estimatif:

Lot 1 : 13.600,00€ (TVA Comprise)

Lot 2 : 5.000,00€ (TVA Comprise)

Lot 3 : 2.500,00€ (TVA Comprise)

Lot 4 : 8.900,00€ (TVA Comprise)

Total : 30.000,00€ (TVA Comprise)

Comptabilisation: Article budgétaire 423/741-52 - Exercice 2016

Financement: Boni

Point N°048 – Collège du 28.06.2016

Fixation des conditions du marché en vue de l'achat de plantes d'intérieur.

Lot 1 : Divers

Lot 2 : Laurier

Montant estimatif:

Lot 1 : 3.000,00€ (TVA Comprise)

Lot 2 : 2.000,00€ (TVA Comprise)

Total : 5.000,00€ (TVA Comprise)

Comptabilisation : Article budgétaire 766/721-60 – Exercice 2016

Financement: Boni

Point N°049 – Collège du 28.06.2016

Fixation des conditions d'un marché de fournitures pour l'achat de matériel de nettoyage.

Lot 1 : Machine pour nettoyer des tapis

Lot 2 : Aspirateur eau et poussière

Lot 3 : Monobrosse - duospeed

Lot 4 : Machine Haute pression

Montant estimatif:

Lot 1 : 850,00€ (TVA Comprise)

Lot 2 : 1.500,00€ (TVA Comprise)

Lot 3 : 5.000,00€ (TVA Comprise)

Lot 4 : 800,00€ (TVA Comprise)

Total : 8.150,00€ (TVA Comprise)

Comptabilisation: Article budgétaire 137/744-51- Exercice 2016

Financement: Boni

Point N°050 – Collège du 05.07.2016

Fixation des conditions du marché pour la désignation d'un ingénieur en stabilité pour le renforcement de la structure de la salle omnisport François Guillaume.

Montant estimatif: 10.000,00€ (TVA Comprise)

Comptabilisation: Article budgétaire 764/724-60 - Exercice 2016

Financement: Boni

Point N°059 – Collège du 12.07.2016

Fixation des conditions du marché de travaux en vue du remplacement du programmateur d'arrosage et des électrovannes de la serre communale.

Montant estimatif et comptabilisation :

5.500,00€ (TVA Comprise) sur Article Budgétaire 137/724-60 - Exercice 2016

1.400,00€ (TVA Comprise) sur Article Budgétaire 766/724-60 - Exercice 2016

1.400,00€ (TVA Comprise) sur Article Budgétaire 766/744-98 - Exercice 2016

Total : 8.300,00€ (TVA Comprise)

Financement: Boni

Point N°061 – Collège du 12.07.2016

Fixation des conditions du marché en vue de l'achat de 2 e-readers munis de housses pour la bibliothèque Herman Teirlinck.

Montant estimatif : 400,00€ (TVA Comprise)

Comptabilisation : Article Budgétaire 767/742-53 – Exercice 2016

Financement : Boni

Point N°067 – Collège du 19.07.2016

Fixation des conditions du marché de travaux en vue du traitement préventif et du nettoyage des graffiti sur divers bâtiments et éléments de mobilier urbain.

Montant estimatif: 3.500,00€ (TVA Comprise)

Comptabilisation: Article budgétaire 879/724-60 - Exercice 2016

Financement: Boni

Point N°069 – Collège du 19.07.2016

Fixation des conditions du marché en vue des travaux de "relighting" dans différents espaces de la maison communale.

Montant estimatif: 25.000,00€ (TVA Comprise)

Comptabilisation: Article budgétaire 137/724-60 - Exercice 2016

Financement: Boni

Point N°070 – Collège du 19.07.2016

Fixation des conditions du marché de remplacement et d'amélioration de l'éclairage de scène (Lot 1) et de la sonorisation (Lot 2) de la salle Toots.

Montant estimatif:

Lot 1 : 40.000,00€ (TVA Comprise)

Lot 2 : 60.000,00€ (TVA Comprise)

Total : 100.000,00€ (TVA Comprise)

Comptabilisation: Article Budgétaire 734/724-60 - Exercice 2016

Financement: Boni

Point N°075 – Collège du 19.07.2016

Fixation des conditions du marché d'achat d'un logiciel pour les sanctions administratives communales et maintenance évolutive et corrective (y compris service "helpdesk" pour une période de 5 ans).

Montant estimatif :

F139/742-53 : 10.000,00€ (TVA Comprise) pour le logiciel

F139/123-13 : 6.000,00€ (TVA Comprise) pour le Helpdesk pour 1 an

soit 30.000,00€ (TVA Comprise) pour le Helpdesk pour 5 ans

Comptabilisation :

Article Budgétaire 139/742-53 - Exercice 2016.

Article Budgétaire 139/123-13 - Exercice 2016, 2017, 2018, 2019 et 2020.

Financement : Boni.

Point N°041 – Collège du 26.07.2016

Fixation des conditions du marché de travaux en vue de l'installation d'une production de froid pour deux groupes de ventilation GP1 & GP2 à la maison communale.

Montant estimatif: 90.000,00€ (TVA Comprise)

Comptabilisation: Article budgétaire 137/724-60 - Exercice 2016

Financement: Boni

Point N°042 – Collège du 26.07.2016

Fixation des conditions du marché en vue de l'enlèvement de l'ancien matériel et du placement du nouveau matériel technique pour l'éclairage de scène et la sonorisation de la salle Toots.

Montant estimatif: 3.000,00€ (TVA Comprise)

Comptabilisation: Article budgétaire 734/724-60 - Exercice 2016

Financement: Boni

Point N°073 – Collège du 02.08.2016

Fixation des conditions du marché de fournitures en vue de l'achat d'abris de jardin.

Montant estimatif et comptabilisation :

6.050,00€ (TVA Comprise) sur Article budgétaire 844/744-98 (crèches Atis & Watis, Home bruxellois) - Exercice 2016

1.936,00€ (TVA Comprise) sur Article budgétaire 722/744-98 (école La Source) - Exercice 2016

1.936,00€ (TVA Comprise) sur Article budgétaire 300/744-98 (maison de quartier Platon) - Exercice 2016

Total : 9.922,00€ (TVA Comprise)

Financement: Boni

Point N°065 – Collège du 16.08.2016

Fixation des conditions du marché de fournitures en vue de l'acquisition d'une camionnette assujetti d'un contrat d'entretien de cinq ans et reprise d'un tracteur.

Lot 1.A : Achat d'une camionnette Lot 1.B : Contrat d'entretien Lot 2 : Reprise d'un tracteur.

Lot 1.A (Achat d'une camionnette)

Montant estimatif: 25.000,00€ (TVA Comprise)

Comptabilisation: Article budgétaire 766/743-52 - Exercice 2016

Financement: Boni

Lot 1.B (Contrat d'entretien)

Montant estimatif: 750,00€ (TVA Comprise) / an -> 3.750,00€ (TVA Comprise) sur cinq ans, sous réserve d'approbation des budgets 2017, 2018, 2019, 2020 et 2021

Comptabilisation: Article budgétaire 766/127-06 - Exercice 2017, 2018, 2019, 2020 et 2021

Lot 2 (Reprise d'un tracteur)

Recette de 2.000,00€ sur Article budgétaire 766/773-53

Point N°066 – Collège du 16.08.2016

Fixation des conditions du marché en vue de la fourniture et de la pose d'un nouveau faux-plafond avec éclairage intégré dans l'espace réservé aux vestiaires de la piscine du Triton.

Montant estimatif: 98.000,00€ (TVA Comprise)

Comptabilisation: Article budgétaire 764/724-60 - Exercice 2016

Financement: Boni

Point N°067 – Collège du 16.08.2016

Fixation des conditions du marché pour l'achat du logiciel "Lansweeper Professional" et une licence pour une durée de 3 ans.

Montant estimatif: 2.000,00€ (TVA Comprise)

Comptabilisation: Article budgétaire 139/742-53 - Exercice 2016

Financement: Boni

Point N°068 – Collège du 16.08.2016

Fixation des conditions du marché pour l'achat de 20 gsm pour renouveler le stock de gsm du service informatique.

Montant estimatif: 1.000,00€ (TVA Comprise)

Comptabilisation: Article budgétaire 139/742-54 - Exercice 2016
Financement: Boni
Point N°045 – Collège du 23.08.2016

Le Conseil est informé.

Overheidsopdrachten – Toepassing artikel 234 alinea 3 NGW – Informatie.

DE RAAD, vergaderd in openbare zitting,

Overwegende dat het College van Burgemeester en Schepenen de voorwaarden vastge-
van de volgende dossiers:

**Vaststelling van de voorwaarden van de opdracht voor de levering van
muziekinstrumenten en toebehoren voor het jaar 2016.**

Perceel 1: Slaginstrumenten

Perceel 2: Pianokruk

Perceel 3: Blaasinstrumenten met toebehoren

Perceel 4: Geluidsinstallatie

Ramend bedrag:

Perceel 1: 2.000,00€ (BTW Inbegrepen)

Perceel 2: 1.400,00€ (BTW Inbegrepen)

Perceel 3: 3.200,00€ (BTW Inbegrepen)

Perceel 4: 400,00€ (BTW Inbegrepen)

Totaal: 7.000,00€ (BTW Inbegrepen)

Boeking: Begrotingsartikel 734/744-51 - Dienstjaar 2016

Financiering: Batig saldo

Punt nr 081 – College dd.14.06.2016

**Vaststelling van de voorwaarden van de opdracht van leveringen voor de aankoop
van pendeldeuren om de hoofdingang van het gemeentehuis te beveiligen.**

Ramend bedrag: 2.000,00€ (BTW Inbegrepen)

Boeking: Begrotingsartikel 138/724-60 - Dienstjaar 2016

Financiering: Batig saldo

Punt nr 066 – College dd. 21.06.2016

**Vaststelling van de voorwaarden van de opdracht voor de vervanging van de
verlichting van het voetbalterrein Stroobantsstraat.**

Ramend bedrag: 45.000,00€ (BTW Inbegrepen) – onder voorbehoud van goedkeuring
van de begrotingswijziging.

Boeking: Begrotingsartikel 764/725-60 - Dienstjaar 2016

Financiering: Batig saldo

Punt nr 067 – College dd. 21.06.2016

**Vaststelling van de voorwaarden van de opdracht van werken voor het plaatsen
van een geluidsinstallatie in het grote paviljoen van de school Germinal.**

Ramend bedrag: 9.500,00€ (BTW Inbegrepen)

Boeking: Begrotingsartikel 721/724-60 - Dienstjaar 2016

Financiering: Batig saldo

Punt nr 044 – College dd. 28.06.2016

Vaststelling van de voorwaarden van de opdracht voor de haalbaarheidsstudie voor de recuperatie en het beheer van het regenwater in het gemeentehuis van Evere.

Ramend bedrag: 3.500,00€ (BTW Inbegrepen)

Boeking: Begrotingsartikel 137/724-60 - Dienstjaar 2016

Financiering: Batig saldo

Punt nr 045 – College dd. 28.06.2016

Vaststelling van de voorwaarden van de opdracht voor de levering van Hi-Fi materieel.

Ramend bedrag : 3.000,00€ (BTW Inbegrepen)

Boeking : Begrotingsartikel 763/744-51 - Dienstjaar 2016

Financiering : Batig saldo

Punt nr 046 – College dd. 28.06.2016

Vaststelling van de voorwaarden van de opdracht voor de installatiewerken van compartimentage RF in de gemeentelijke scholen en kinderkribben.

Ramend bedrag et Boeking:

15.000,00€ (BTW Inbegrepen) op het begrotingsartikel 844/724-60 - Dienstjaar 2016

58.000,00€ (BTW Inbegrepen) op het begrotingsartikel 722/724-60 - Dienstjaar 2016

73.000,00€ (BTW Inbegrepen) Totaal

Financiering: Batig saldo

Punt nr 047 – College dd. 28.06.2016

Vaststelling van de voorwaarden van de opdracht voor de levering van signalisatie materieel.

Perceel 1 : Signalisatieborden, palen en bevestigingen

Perceel 2 : Lampen en klein materieel

Perceel 3 : Wegenverf

Perceel 4 : Pictogrammen

Ramend bedrag:

Perceel 1 : 13.600,00€ (BTW Inbegrepen)

Perceel 2 : 5.000,00€ (BTW Inbegrepen)

Perceel 3 : 2.500,00€ (BTW Inbegrepen)

Perceel 4 : 8.900,00€ (BTW Inbegrepen)

Totaal : 30.000,00€ (BTW Inbegrepen)

Boeking: Begrotingsartikel 423/741-52 - Dienstjaar 2016

Financiering: Batig saldo

Punt nr 048 – College dd. 28.06.2016

Vaststelling van de voorwaarden van de opdracht voor de aankoop van kamerplanten.

Perceel 1 : Diverse kamerplanten

Perceel 2 : Laurier

Ramend bedrag:

Perceel 1 : 3.000,00€ (BTW Inbegrepen)

Perceel 2 : 2.000,00€ (BTW Inbegrepen)

Totaal : 5.000,00€ (BTW Inbegrepen)

Boeking : Begrotingsartikel 766/721-60 – Dienstjaar 2016

Financiering: Batig saldo
Punt nr 049 – College dd. 28.06.2016

Vaststelling van de voorwaarden van de opdracht voor de aankoop van kuismaterieel.

Perceel 1 : Tapijtreiniger

Perceel 2 : Stof en waterzuiger

Perceel 3 : Eenschijfmachine-duospeed

Perceel 4 : Hogedrukreiniger

Ramend bedrag:

Perceel 1 : 850,00€ (BTW Inbegrepen)

Perceel 2 : 1.500,00€ (BTW Inbegrepen)

Perceel 3 : 5.000,00€ (BTW Inbegrepen)

Perceel 4 : 800,00€ (BTW Inbegrepen)

Totaal : 8.150,00€ (BTW Inbegrepen)

Boeking: Begrotingsartikel 137/744-51- Dienstjaar 2016

Financiering: Batig saldo

Punt nr 050 – College dd. 05.07.2016

Vaststelling van de voorwaarden van de opdracht voor de aanduiding van een ingenieur stabiliteit voor de omnisportzaal François Guillaume.

Ramend bedrag: 10.000,00€ (BTW Inbegrepen)

Boeking: Begrotingsartikel 764/724-60 - Dienstjaar 2016

Financiering: Batig saldo

Punt nr 059 – College dd. 12.07.2016

Vaststelling van de voorwaarden van de opdracht van werken voor de vervanging van het sproeibesturingssysteem en magneetkleppen in de gemeentelijke serre.

Ramend bedrag et Boeking :

5.500,00€ (BTW Inbegrepen) op het begrotingsartikel 137/724-60 - Dienstjaar 2016

1.400,00€ (BTW Inbegrepen) op het begrotingsartikel 766/724-60 - Dienstjaar 2016

1.400,00€ (BTW Inbegrepen) op het begrotingsartikel 766/744-98 - Dienstjaar 2016

8.300,00€ (BTW Inbegrepen)

Financiering: Batig saldo

Punt nr 061 – College dd. 12.07.2016

Vaststelling van de voorwaarden van de opdracht voor de aankoop van 2 e-readers en 2 hoezen voor de bibliotheek Herman Teirlinck.

Ramend bedrag : 400,00€ (BTW Inbegrepen)

Boeking : Begrotingsartikel 767/742-53 – Dienstjaar 2016

Financiering : Batig saldo

Punt nr 067 – College dd. 19.07.2016

Vaststelling van de voorwaarden van de opdracht van werken voor de preventieve behandeling tegen graffiti en de verwijdering van graffiti op verscheidene gebouwen en stadsmeubilair.

Ramend bedrag: 3.500,00€ (BTW Inbegrepen)

Boeking: Begrotingsartikel 879/724-60 - Dienstjaar 2016

Financiering: Batig saldo

Punt nr 069 – College dd. 19.07.2016

Vaststelling van de voorwaarden van de opdracht voor de verlichtingsrenovatiewerken op verschillende plaatsen in het gemeentehuis.

Ramend bedrag: 25.000,00€ (BTW Inbegrepen)

Boeking: Begrotingsartikel 137/724-60 - Dienstjaar 2016

Financiering: Batig saldo

Punt nr 070 – College dd. 19.07.2016

Vaststelling van de voorwaarden van de opdracht voor de vervanging en de verbetering van de toneelverlichting (Perceel 1) en geluidsinstallatie (Perceel 2) in de zaal Toots.

Ramend bedrag:

Perceel 1 : 40.000,00€ (BTW Inbegrepen)

Perceel 2 : 60.000,00€ (BTW Inbegrepen)

Totaal : 100.000,00€ (BTW Inbegrepen)

Boeking: Begrotingsartikel 734/724-60 - Dienstjaar 2016

Financiering: Batig saldo

Punt nr 075 – College dd. 19.07.2016

Vaststelling van de voorwaarden van de opdracht voor de aankoop van een software voor de gemeentelijke administratieve sancties en evolutief en correctief onderhoud (met inbegrip van een « helpdeskdienst ») voor een duur van 5 jaar.

Ramend bedrag :

Begrotingsartikel 139/742-53 : 10.000,00€ (BTW Inbegrepen) voor de software

Begrotingsartikel 139/123-13 : 6.000,00€ (BTW Inbegrepen) voor de “helpdeskdienst” voor één jaar oftewel 30.000,00€ (BTW Inbegrepen) voor de “helpdeskdienst” voor vijf jaar.

Boeking :

Begrotingsartikel 139/742-53 - Dienstjaar 2016.

Begrotingsartikel 139/123-13 - Dienstjaar 2016, 2017, 2018, 2019 et 2020.

Financiering : Batig saldo.

Punt nr 041 – College dd. 26.07.2016

Vaststelling van de voorwaarden van de opdracht van werken voor de plaatsing van een koud water productie voor 2 ventilatiegroepen PG1 & PG2 in het gemeentehuis.

Ramend bedrag: 90.000,00€ (BTW Inbegrepen)

Boeking: Begrotingsartikel 137/724-60 - Dienstjaar 2016

Financiering: Batig saldo

Punt nr 042 – College dd. 26.07.2016

Vaststelling van de voorwaarden van de opdracht voor het wegnemen van het oude materieel en het plaatsen van het nieuwe technische materieel voor de toneelverlichting en de geluidsinstallatie in de zaal Toots.

Ramend bedrag: 3.000,00€ (BTW Inbegrepen)

Boeking: Begrotingsartikel 734/724-60 - Dienstjaar 2016

Financiering: Batig saldo

Punt nr 073 – College dd. 02.08.2016

Vaststelling van de voorwaarden van de opdracht van leveringen voor de aankoop

van tuinhuizen.

Ramend bedrag et Boeking :

6.050,00€ (BTW Inbegrepen) op het begrotingsartikel 844/744-98 (kinderkribben Atis & Watis, Home bruxellois) - Dienstjaar 2016

1.936,00€ (BTW Inbegrepen) op het begrotingsartikel 722/744-98 (school La Source) - Dienstjaar 2016

1.936,00€ (BTW Inbegrepen) op het begrotingsartikel 300/744-98 (Buurthuis Platon) - Dienstjaar 2016

9.922,00€ (BTW Inbegrepen)

Financiering: Batig saldo

Punt nr 065 – College dd. 16.08.2016

Vaststelling van de voorwaarden van een opdracht voor de aankoop van een bestelwagen met een onderhoudscontract van vijf jaar en overname van een tractor.

Perceel 1.A : Aankoop van een bestelwagen

Perceel 1.B : Onderhoudscontract

Perceel 2 : Overname van een tractor

Perceel 1.A (Aankoop van een bestelwagen)

Ramend bedrag: 25.000,00€ (BTW Inbegrepen)

Boeking: Begrotingsartikel 766/743-52 - Dienstjaar 2016

Financiering: Batig saldo

Perceel 1.B (Onderhoudscontract)

Ramend bedrag: 750,00€ (BTW Inbegrepen) / jaar -> 3.750,00€ (BTW Inbegrepen) voor vijf jaar, onder voorbehoud van goedkeuring van de begrotingen 2017, 2018, 2019, 2020 et 2021

Boeking: Begrotingsartikel 766/127-06 - Dienstjaar 2017, 2018, 2019, 2020 et 2021

Perceel 2 (Overname van een tractor)

Ontvangst van 2.000,00€ op het begrotingsartikel 766/773-53

Punt nr 066 – College dd. 16.08.2016

Vaststelling van de voorwaarden van de opdracht voor de levering en de plaatsing van een nieuw verlaagd plafond met inbouwverlichting in de kledkamers van het zwembad Triton.

Ramend bedrag: 98.000,00€ (BTW Inbegrepen)

Boeking: Begrotingsartikel 764/724-60 - Dienstjaar 2016

Financiering: Batig saldo

Punt nr 067 – College dd. 16.08.2016

Vaststelling van de voorwaarden van de opdracht voor de aankoop van de software "Lansweeper Professional" en een licentie voor 3 jaar.

Ramend bedrag: 2.000,00€ (BTW Inbegrepen)

Boeking: Begrotingsartikel 139/742-53 - Dienstjaar 2016

Financiering: Batig saldo

Punt nr 068 – College dd. 16.08.2016

Vaststelling van de voorwaarden van de opdracht voor de aankoop van 20 gsm's om de stock van de informaticadienst te hernieuwen..

Ramend bedrag: 1.000,00€ (BTW Inbegrepen)

Boeking: Begrotingsartikel 139/742-54 - Dienstjaar 2016

Financiering: Batig saldo
Punt nr 045 – College dd. 23.08.2016

Gelet op de artikelen 117 en 234 alinea 3 van de nieuwe gemeentewet;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

De voorzitter stelt de Gemeenteraad in kennis van de vaststelling van de voorwaarden en de gunningswijze van de volgende dossiers:

Vaststelling van de voorwaarden van de opdracht voor de levering van muziekinstrumenten en toebehoren voor het jaar 2016.

Perceel 1: Slaginstrumenten

Perceel 2: Pianokruk

Perceel 3: Blaasinstrumenten met toebehoren

Perceel 4: Geluidsinstallatie

Ramend bedrag:

Perceel 1: 2.000,00€ (BTW Inbegrepen)

Perceel 2: 1.400,00€ (BTW Inbegrepen)

Perceel 3: 3.200,00€ (BTW Inbegrepen)

Perceel 4: 400,00€ (BTW Inbegrepen)

Totaal: 7.000,00€ (BTW Inbegrepen)

Boeking: Begrotingsartikel 734/744-51 - Dienstjaar 2016

Financiering: Batig saldo

Punt nr 081 – College dd.14.06.2016

Vaststelling van de voorwaarden van de opdracht van leveringen voor de aankoop van pendeldeuren om de hoofdingang van het gemeentehuis te beveiligen.

Ramend bedrag: 2.000,00€ (BTW Inbegrepen)

Boeking: Begrotingsartikel 138/724-60 - Dienstjaar 2016

Financiering: Batig saldo

Punt nr 066 – College dd. 21.06.2016

Vaststelling van de voorwaarden van de opdracht voor de vervanging van de verlichting van het voetbalterrein Stroobantsstraat.

Ramend bedrag: 45.000,00€ (BTW Inbegrepen) – onder voorbehoud van goedkeuring van de begrotingswijziging.

Boeking: Begrotingsartikel 764/725-60 - Dienstjaar 2016

Financiering: Batig saldo

Punt nr 067 – College dd. 21.06.2016

Vaststelling van de voorwaarden van de opdracht van werken voor het plaatsen van een geluidsinstallatie in het grote paviljoen van de school Germinal.

Ramend bedrag: 9.500,00€ (BTW Inbegrepen)

Boeking: Begrotingsartikel 721/724-60 - Dienstjaar 2016

Financiering: Batig saldo

Punt nr 044 – College dd. 28.06.2016

Vaststelling van de voorwaarden van de opdracht voor de haalbaarheidsstudie voor de recuperatie en het beheer van het regenwater in het gemeentehuis van Evere.

Ramend bedrag: 3.500,00€ (BTW Inbegrepen)
Boeking: Begrotingsartikel 137/724-60 - Dienstjaar 2016
Financiering: Batig saldo
Punt nr 045 – College dd. 28.06.2016

Vaststelling van de voorwaarden van de opdracht voor de levering van Hi-Fi materieel.

Ramend bedrag : 3.000,00€ (BTW Inbegrepen)
Boeking : Begrotingsartikel 763/744-51 - Dienstjaar 2016
Financiering : Batig saldo
Punt nr 046 – College dd. 28.06.2016

Vaststelling van de voorwaarden van de opdracht voor de installatiewerken van compartimentage RF in de gemeentelijke scholen en kinderkribben.

Ramend bedrag et Boeking:
15.000,00€ (BTW Inbegrepen) op het begrotingsartikel 844/724-60 - Dienstjaar 2016
58.000,00€ (BTW Inbegrepen) op het begrotingsartikel 722/724-60 - Dienstjaar 2016
73.000,00€ (BTW Inbegrepen) Totaal
Financiering: Batig saldo
Punt nr 047 – College dd. 28.06.2016

Vaststelling van de voorwaarden van de opdracht voor de levering van signalisatie materieel.

Perceel 1 : Signalisatieborden, palen en bevestigingen

Perceel 2 : Lampen en klein materieel

Perceel 3 : Wegenverf

Perceel 4 : Pictogrammen

Ramend bedrag:
Perceel 1 : 13.600,00€ (BTW Inbegrepen)
Perceel 2 : 5.000,00€ (BTW Inbegrepen)
Perceel 3 : 2.500,00€ (BTW Inbegrepen)
Perceel 4 : 8.900,00€ (BTW Inbegrepen)
Totaal : 30.000,00€ (BTW Inbegrepen)
Boeking: Begrotingsartikel 423/741-52 - Dienstjaar 2016
Financiering: Batig saldo
Punt nr 048 – College dd. 28.06.2016

Vaststelling van de voorwaarden van de opdracht voor de aankoop van kamerplanten.

Perceel 1 : Diverse kamerplanten

Perceel 2 : Laurier

Ramend bedrag:
Perceel 1 : 3.000,00€ (BTW Inbegrepen)
Perceel 2 : 2.000,00€ (BTW Inbegrepen)
Totaal : 5.000,00€ (BTW Inbegrepen)
Boeking : Begrotingsartikel 766/721-60 – Dienstjaar 2016
Financiering: Batig saldo
Punt nr 049 – College dd. 28.06.2016

Vaststelling van de voorwaarden van de opdracht voor de aankoop van

kuismaterieel.

Perceel 1 : Tapijtreiniger

Perceel 2 : Stof en waterzuiger

Perceel 3 : Eenschijfmachine-duospeed

Perceel 4 : Hogedrukreiniger

Ramend bedrag:

Perceel 1 : 850,00€ (BTW Inbegrepen)

Perceel 2 : 1.500,00€ (BTW Inbegrepen)

Perceel 3 : 5.000,00€ (BTW Inbegrepen)

Perceel 4 : 800,00€ (BTW Inbegrepen)

Totaal : 8.150,00€ (BTW Inbegrepen)

Boeking: Begrotingsartikel 137/744-51- Dienstjaar 2016

Financiering: Batig saldo

Punt nr 050 – College dd. 05.07.2016

Vaststelling van de voorwaarden van de opdracht voor de aanduiding van een ingenieur stabiliteit voor de omnisportzaal François Guillaume.

Ramend bedrag: 10.000,00€ (BTW Inbegrepen)

Boeking: Begrotingsartikel 764/724-60 - Dienstjaar 2016

Financiering: Batig saldo

Punt nr 059 – College dd. 12.07.2016

Vaststelling van de voorwaarden van de opdracht van werken voor de vervanging van het sproeibesturingssysteem en magneetkleppen in de gemeentelijke serre.

Ramend bedrag et Boeking :

5.500,00€ (BTW Inbegrepen) op het begrotingsartikel 137/724-60 - Dienstjaar 2016

1.400,00€ (BTW Inbegrepen) op het begrotingsartikel 766/724-60 - Dienstjaar 2016

1.400,00€ (BTW Inbegrepen) op het begrotingsartikel 766/744-98 - Dienstjaar 2016

8.300,00€ (BTW Inbegrepen)

Financiering: Batig saldo

Punt nr 061 – College dd. 12.07.2016

Vaststelling van de voorwaarden van de opdracht voor de aankoop van 2 e-readers en 2 hoezen voor de bibliotheek Herman Teirlinck.

Ramend bedrag : 400,00€ (BTW Inbegrepen)

Boeking : Begrotingsartikel 767/742-53 – Dienstjaar 2016

Financiering : Batig saldo

Punt nr 067 – College dd. 19.07.2016

Vaststelling van de voorwaarden van de opdracht van werken voor de preventieve behandeling tegen graffiti en de verwijdering van graffiti op verscheidene gebouwen en stadsmeubilair.

Ramend bedrag: 3.500,00€ (BTW Inbegrepen)

Boeking: Begrotingsartikel 879/724-60 - Dienstjaar 2016

Financiering: Batig saldo

Punt nr 069 – College dd. 19.07.2016

Vaststelling van de voorwaarden van de opdracht voor de verlichtingsrenovatie werken op verschillende plaatsen in het gemeentehuis.

Ramend bedrag: 25.000,00€ (BTW Inbegrepen)

Boeking: Begrotingsartikel 137/724-60 - Dienstjaar 2016

Financiering: Batig saldo

Punt nr 070 – College dd. 19.07.2016

Vaststelling van de voorwaarden van de opdracht voor de vervanging en de verbetering van de toneelverlichting (Perceel 1) en geluidsinstallatie (Perceel 2) in de zaal Toots.

Ramend bedrag:

Perceel 1 : 40.000,00€ (BTW Inbegrepen)

Perceel 2 : 60.000,00€ (BTW Inbegrepen)

Totaal : 100.000,00€ (BTW Inbegrepen)

Boeking: Begrotingsartikel 734/724-60 - Dienstjaar 2016

Financiering: Batig saldo

Punt nr 075 – College dd. 19.07.2016

Vaststelling van de voorwaarden van de opdracht voor de aankoop van een software voor de gemeentelijke administratieve sancties en evolutief en correctief onderhoud (met inbegrip van een « helpdeskdienst ») voor een duur van 5 jaar.

Ramend bedrag :

Begrotingsartikel 139/742-53 : 10.000,00€ (BTW Inbegrepen) voor de software

Begrotingsartikel 139/123-13 : 6.000,00€ (BTW Inbegrepen) voor de “helpdeskdienst” voor één jaar oftewel 30.000,00€ (BTW Inbegrepen) voor de “helpdeskdienst” voor vijf jaar.

Boeking :

Begrotingsartikel 139/742-53 - Dienstjaar 2016.

Begrotingsartikel 139/123-13 - Dienstjaar 2016, 2017, 2018, 2019 et 2020.

Financiering : Batig saldo.

Punt nr 041 – College dd. 26.07.2016

Vaststelling van de voorwaarden van de opdracht van werken voor de plaatsing van een koud water productie voor 2 ventilatiegroepen PG1 & PG2 in het gemeentehuis.

Ramend bedrag: 90.000,00€ (BTW Inbegrepen)

Boeking: Begrotingsartikel 137/724-60 - Dienstjaar 2016

Financiering: Batig saldo

Punt nr 042 – College dd. 26.07.2016

Vaststelling van de voorwaarden van de opdracht voor het wegnemen van het oude materieel en het plaatsen van het nieuwe technische materieel voor de toneelverlichting en de geluidsinstallatie in de zaal Toots.

Ramend bedrag: 3.000,00€ (BTW Inbegrepen)

Boeking: Begrotingsartikel 734/724-60 - Dienstjaar 2016

Financiering: Batig saldo

Punt nr 073 – College dd. 02.08.2016

Vaststelling van de voorwaarden van de opdracht van leveringen voor de aankoop van tuinhuisen.

Ramend bedrag et Boeking :

6.050,00€ (BTW Inbegrepen) op het begrotingsartikel 844/744-98 (kinderkribben Atis & Watis, Home bruxellois) - Dienstjaar 2016

1.936,00€ (BTW Inbegrepen) op het begrotingsartikel 722/744-98 (school La Source) - Dienstjaar 2016

1.936,00€ (BTW Inbegrepen) op het begrotingsartikel 300/744-98 (Buurthuis Platon) - Dienstjaar 2016

9.922,00€ (BTW Inbegrepen)

Financiering: Batig saldo

Punt nr 065 – College dd. 16.08.2016

Vaststelling van de voorwaarden van een opdracht voor de aankoop van een bestelwagen met een onderhoudscontract van vijf jaar en overname van een tractor.

Perceel 1.A : Aankoop van een bestelwagen

Perceel 1.B : Onderhoudscontract

Perceel 2 : Overname van een tractor

Perceel 1.A (Aankoop van een bestelwagen)

Ramend bedrag: 25.000,00€ (BTW Inbegrepen)

Boeking: Begrotingsartikel 766/743-52 - Dienstjaar 2016

Financiering: Batig saldo

Perceel 1.B (Onderhoudscontract)

Ramend bedrag: 750,00€ (BTW Inbegrepen) / jaar -> 3.750,00€ (BTW Inbegrepen) voor vijf jaar, onder voorbehoud van goedkeuring van de begrotingen 2017, 2018, 2019, 2020 et 2021

Boeking: Begrotingsartikel 766/127-06 - Dienstjaar 2017, 2018, 2019, 2020 et 2021

Perceel 2 (Overname van een tractor)

Ontvangst van 2.000,00€ op het begrotingsartikel 766/773-53

Punt nr 066 – College dd. 16.08.2016

Vaststelling van de voorwaarden van de opdracht voor de levering en de plaatsing van een nieuw verlaagd plafond met inbouwverlichting in de kledkamers van het zwembad Triton.

Ramend bedrag: 98.000,00€ (BTW Inbegrepen)

Boeking: Begrotingsartikel 764/724-60 - Dienstjaar 2016

Financiering: Batig saldo

Punt nr 067 – College dd. 16.08.2016

Vaststelling van de voorwaarden van de opdracht voor de aankoop van de software "Lansweeper Professional" en een licentie voor 3 jaar.

Ramend bedrag: 2.000,00€ (BTW Inbegrepen)

Boeking: Begrotingsartikel 139/742-53 - Dienstjaar 2016

Financiering: Batig saldo

Punt nr 068 – College dd. 16.08.2016

Vaststelling van de voorwaarden van de opdracht voor de aankoop van 20 gsm's om de stock van de informaticadienst te hernieuwen..

Ramend bedrag: 1.000,00€ (BTW Inbegrepen)

Boeking: Begrotingsartikel 139/742-54 - Dienstjaar 2016

Financiering: Batig saldo

Punt nr 045 – College dd. 23.08.2016

De Raad wordt geïnformeerd.

SECRETARIAT COMMUNAL - GEMEENTESECRETARIAAT

29.09.2016/A/0043 **Motion inscrite à l'ordre du jour suite à la demande écrite du 05 septembre 2016 de Monsieur David Cordonnier, Conseiller communal. "L'expérimentation de l'attestation de contrôle d'identité en vue de lutter contre le sentiment de contrôles abusifs au faciès".**

Vu le paragraphe 1^{er} de l'article 34 de Loi du 5 août 1992 relative à la fonction de police stipulant que « *Les fonctionnaires de police contrôlent l'identité de toute personne qui est privée de sa liberté ou qui a commis un fait passible d'une sanction administrative ou pénale. Ils peuvent contrôler l'identité de toute personne s'ils ont des motifs raisonnables de croire, en fonction de son comportement, d'indices matériels ou de circonstances de temps et de lieu, qu'elle est recherchée, qu'elle a tenté de commettre une infraction ou se prépare à la commettre, qu'elle pourrait troubler l'ordre public ou qu'elle l'a troublé.* »;

Vu la Loi du 30 juillet 1981 tendant à réprimer certains actes inspirés par le racisme et la xénophobie;

Vu qu'en 1988 déjà, une enquête réalisée sur le territoire de la Ville de Bruxelles montre que la police contrôle plus les quartiers à forte population immigrée et plus les jeunes de moins de 25 ans;

Considérant les témoignages de sentiment de contrôles abusifs ou de contrôles d'identité au faciès;

Vu le nombre important de plaintes introduites chaque année concernant les contrôles d'identité (plus ou moins 250 pour la ZP 5344) et considérant la probabilité que ce chiffre puisse être plus élevé vu qu'un nombre important de personnes ne connaissent pas les procédures pour signaler un contrôle jugé abusif;

Considérant l'attestation de contrôle d'identité comme outil potentiel de lutte contre les contrôles d'identités abusifs ou au faciès;

Considérant les expériences positives de l'introduction de l'attestation de contrôle d'identité au Royaume-Uni (Angleterre et Pays de Galles), en Espagne (Communes de Fuenlabrada et de Girona) et en Hongrie (Communes de Szeged et de Kaposvar) ayant permis de diminuer le nombre de contrôles d'identité et d'augmenter le nombre de d'infractions résolues;

Vu les éléments développés dans l'ouvrage : Thierry Marchal-Beck et Laurianne Deniaud, *Contrôle au faciès : comment en finir ?*, Paris, Ed. Les Petits Matins, 2012;

Vu les déclarations dans la presse (La Capitale, 19 mai 2016, p.5) du chef de zone de la ZP 5344, le Commissaire-Divisionnaire Frédéric Dauphin, relatives à l'attestation de contrôle d'identité : « *nous y réfléchissons mais je suis favorable à ça. Car cela me*

dérange en tant que démocrate qu'une personne dans l'espace public se fasse contrôler quatre fois en un jour »;

Le Conseil Communal d'Evere :

- Demande à la ZP 5344 d'introduire l'attestation de contrôle d'identité dans ses procédures à titre expérimental;
- Demande aux membres éverois du Conseil de Police de la ZP 5344 de déposer une motion demandant d'expérimenter l'attestation de contrôle d'identité;
- Demande au Collège des Bourgmestre et échevins de proposer de soutenir l'expérimentation de l'attestation de contrôle d'identité aux Communes membres de la ZP 5344;
- Demande au Bourgmestre de soutenir l'expérimentation de l'attestation de contrôle d'identité au sein du Collège de police de la ZP 5344;
- Demande d'évaluer de manière indépendante l'implémentation de l'attestation de contrôle d'identité après une période significative.

Le point est reporté.

25 votants : 25 votes positifs.

Motie ingeschreven op de agenda ingevolge het schriftelijk verzoek dd. 05 september 2016 van de Heer David Cordonnier, Gemeenteraadslid. "Het uitproberen van het identiteitscontroleattest met het oog op het strijden tegen het gevoel van onrechtmatige controles naar gelang het gelaatstype."

Het punt wordt verdaagd.

25 stemmers : 25 positieve stemmen.

29.09.2016/A/0044 **Procès-verbal de la séance du Conseil communal du 30.06.2016 - Approbation.**

Vu l'absence de remarques concernant le projet de procès-verbal de la réunion du Conseil communal précédent, le procès-verbal est considéré comme adopté.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

25 votants : 25 votes positifs.

Proces-verbaal van de zitting van de Gemeenteraad van 30.06.2016 - Goedkeuring.

Gelet op het gegeven dat geen opmerkingen werden geformuleerd op het ontwerp van proces-verbaal van de vorige vergadering van de Gemeenteraad, wordt het proces-verbaal geacht goedgekeurd te zijn.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

25 stemmers : 25 positieve stemmen.

Levée de la séance à 21:00

Opheffing van de zitting om 21:00

Le Secrétaire communal,
De Gemeentesecretaris,

Le Président du Conseil communal,
De Voorzitter van de gemeenteraad,

Dirk Borremans

Georges Pollet